25X1

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Next 1 Page(s) In Document Exempt

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900

PRIX : 30 FRS NOUVELLE SÉRIE : Nos 15-16 MARS-AVRIL 1948
ANNÉE 1948 : Nos 3-4

RENOVATION

REVUE DE DOCTRINE ET D'ACTION DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

AU SOMMAIRE :

EDGAR LALMAND
NOTRE POLITIQUE

JEAN BERTRAND
LE IXe CONGRÈS, INSTRUMENT DE DÉVELOPPEMENT ET DE MOBILISATION DU PARTI

SAM HERSSENS
L'EDUCATION MARXISTE-LÉNINISTE, TÂCHE PERMANENTE DU PARTI

PAUL LIBOIS
LA COGESTION DANS L'ENSEIGNEMENT

ANTONIO BANFI
LA LUTTE ÉLECTORALE EN ITALIE

PIERRE JOYE
LA VICTOIRE DE LA DÉMOCRATIE POPULAIRE EN TCHECOSLOVAQUIE

JEAN TERFVE
LE BLOC OCCIDENTAL

JEAN BORREMANS
PLUS QUE JAMAIS, DEFENDONS L'UNITE SYNDICALE

JACQUES CLÉMENT
ASPECTS DU SYNDICALISME AMERICAIN

RÉDACTION :
18-20, AV. DE STALINGRAD
ADMINISTRATION
LA CASERNE

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

VIENT DE PARAITRE :

Cours de l'Ecole Elémentaire du Parti Communiste

EN 5 LEÇONS

Une grosse brochure de 72 pages, illustrée

PRIX : 10 FRANCS

En vente à la

Société Populaire d'Editions

33-35, rue de la Caserne - BRUXELLES

C. C. P. : 5817 **Téléphone : 12.93.02**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

RENOVATION

REVUE DE DOCTRINE ET D'ACTION
DU PARTI COMMUNISTE DE BELGIQUE

Directeur : Jean TERFVE
Rédacteur en chef : Bob CLAESSENS

ABONNEMENTS : Un an : 120 francs. — 6 mois : 60 francs.
SOCIETE POPULAIRE D'EDITIONS
33-35, rue de la Caserne, Bruxelles — C.C.P. : 58.17

SOMMAIRE :

NOTRE POLITIQUE (Edgar Lalmand).

LE IX[e] CONGRES (Jean Bertrand).

L'EDUCATION MARXISTE-LENINISTE, TACHE PERMANENTE DU PARTI (Sam Herssens).

LA COGESTION DANS L'ENSEIGNEMENT (Paul Libois).

LA LUTTE ELECTORALE EN ITALIE (Antonio Banfi).

LA VICTOIRE DE LA DEMOCRATIE POPULAIRE EN TCHECO-SLOVAQUIE (Pierre Joye).

LE BLOC OCCIDENTAL (Jean Terfve).

PLUS QUE JAMAIS, DEFENDONS L'UNITE SYNDICALE (Jean Borremans).

ASPECTS DU SYNDICALISME AMERICAIN (Jacques Clément).

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Le présent numéro de *Rénovation* est un numéro double.

Il contient 128 pages alors que les numéros courants n'en comptent que 64.

Il remplace les numéros des mois de mars et d'avril.

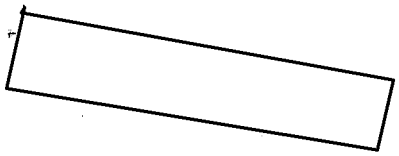
Nous avons été amenés à prendre cette mesure afin de regagner un certain retard qui était devenu habituel à notre parution.

A l'avenir *Rénovation* paraîtra régulièrement le 12 de chaque mois.

LA REDACTION.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6



Edgar LALMAND
Secrétaire général du P.C.B.
Député de Bruxelles.
Ancien Ministre.

Notre Politique

LA GREVE DES 200.000

Les grèves de février dernier constituent, tout au moins en ce qui concerne le nombre de travailleurs touchés, l'action revendicative la plus importante que nous ayons connue en Belgique depuis 1936.

Il n'est sans doute pas trop tard pour tirer de ces luttes, les enseignements qu'elles comportent.

A l'occasion des grèves, le caractères de classe du gouvernement SPAAK est apparu plus clairement que jamais auparavant. Dès le début, il a pris position résolument, non seulement contre les grévistes, mais contre le droit de grève lui-même. Il a utilisé la radio aussi bien que la presse à sa dévotion, pour mener contre les travailleurs en lutte une campagne odieuse de démoralisation et d'intimidation, où la menace directe se mêlait aux informations inventées de toutes pièces.

Il était dans la logique des choses de confier la direction de ces peu ragoutantes opérations à un ministre dont le parti se réclame de la classe ouvrière.

C'est ACHILLE VAN ACKER qui lança les ordres de mobilisation civile, qui révoqua les postiers et justifia les interventions brutales de la gendarmerie. C'est encore lui, soutenu d'ailleurs par le Premier Ministre — lui aussi encore membre du P.S.B. — qui déclara à la Chambre que la grève politique est, en fait, illégale et justifié, de la part du gouvernement, le recours à la répression sous toutes ses formes.

C'est pourquoi, bien que nul n'ait songé à contester le bien fondé des revendications des grévistes, les communistes, furent accusés d'avoir déclenché le mouvement, sur ordre de l'étranger, contre la volonté des travailleurs eux-mêmes et dans le seul but de faire échouer le plan Marshall.

Comme on le voit, la méthode est simple : si les communistes, « qui sont des agents de l'étranger et des ennemis du plan Marshall », soutiennent une grève, celle-ci est, de ce fait même, dirigée contre la sécurité de l'Etat; elle est politique et

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

par conséquent illégale. Ce n'est pas plus compliqué que cela. Reste à voir quel accueil les travailleurs de chez nous réserveront à ces conceptions trumaniennes de la démocratie et du droit de grève.

* * *

Au cours du conflit, le P.S.B. a accentué son glissement à droite. C'était fatal. Quand on prend fait et cause pour le camp impérialiste, contre le camp de la démocratie, on ne peut pas ne pas tenir compte des directives données par les magnats de Wall Street. Il faut, bon gré mal gré, défendre, contre les exploités, les intérêts des exploiteurs. Il faut se charger, bon gré mal gré, de prendre contre les travailleurs des mesures abjectes que la réaction n'a pas le cran — ne serait pas capable — d'appliquer elle-même.

Les dirigeants socialistes de la F.G.T.B. ont emboîté le pas aux SPAAK et aux VAN ACKER. Ils ont fait de leur mieux pour briser la grève afin qu'il ne soit pas porté atteinte au prestige d'un gouvernement nettement réactionnaire, afin que ne soit pas compromise sa politique américaine. Ils se sont souciés beaucoup plus de combattre les communistes que de défendre les grévistes. Des permanents syndicaux et des délégués des postiers et des traminots ont été relevés de leurs fonctions parce qu'ils avaient estimé devoir être aux côtés des syndiqués en lutte. La régionale bruxelloise des postiers a été dissoute purement et simplement parce que les affiliés s'opposaient aux sanctions prises contre leurs dirigeants. La régionale bruxelloise de la F.G.T.B. ayant pris fait et cause pour les grévistes, les anti-unitaires socialistes en ont pris prétexte pour provoquer la scission en constituant une régionale dissidente.

Telle est la contribution des socialistes de la F.G.T.B. à la campagne contre l'unité ouvrière, menée sur le plan international, sous la conduite de la Fédération Américaine du Travail, étroitement liée aux impérialistes d'outre-Atlantique.

Les cris de victoire poussés par la réaction lorsque les grévistes retournèrent au travail, n'ont trompé personne. Les 200.000 n'ont pas lutté en vain. Les ouvriers de Gazelco aussi bien que les mineurs et les traminots ont obtenu des augmentations de salaire. De plus, la classe ouvrière s'est aguerrie dans la lutte. Par son action, elle a condamné les partisans du paternalisme en leur signifiant qu'elle entend poursuivre plus énergiquement que jamais l'action de classe.

* * *

Nos adversaires avaient espéré nous discréditer aux yeux des travailleurs en nous accusant de les avoir entraînés dans

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

une aventure uniquement destinée à servir « les sombres desseins d'une puissance étrangère. Des calomnies aussi stupides se retournent fatalement contre ceux qui s'en servent.

Convaincus que c'est le devoir d'un parti prolétarien d'être, dans toutes les circonstances, aux côtés des exploités en lutte contre les exploiteurs, nous avons soutenu les grévistes dès la première heure, jetant toutes nos forces dans la bataille. Cette attitude, les travailleurs la comparent à celle des anticommunistes — réactionnaires et socialistes — qui, sous prétexte de défendre la « démocratie » contre les communistes, tombent à bras raccourcis sur la classe ouvrière.

Les multiples et émouvants témoignages de sympathie qui nous furent adressés pendant et après les grèves, les demandes d'adhésion particulièrement nombreuses qui continuent à nous parvenir, prouvent non seulement que notre position était juste mais aussi que les travailleurs l'ont comprise et nous savent gré de l'avoir adoptée.

LE CONGRES DE LA F.G.T.B.

Comme il était à prévoir, le congrès de la F.G.T.B. s'est déroulé sous le signe de l'anticommunisme et de la division de la classe ouvrière.

Au nom de la démocratie, les représentants de la tendance unitaire au sein de la F.G.T.B. ont été éliminés du Secrétariat aussi bien que du Bureau. Les anticommunistes, qui sont prêts à détruire l'unité syndicale plutôt que de déplaire à Washington, seront désormais seuls à assumer la direction de la F.G.T.B. et il est à prévoir qu'il mettront à profit cette situation pour intensifier leur action en vue d'éliminer ou de corrompre les militants syndicaux affiliés au Parti Communiste.

Tout au long du Congrès, les partisans de la scission se sont efforcés de dissimuler leur plan espérant échapper ainsi à leurs responsabilités. Ils mirent tout en œuvre, allant jusqu'à la provocation, afin d'inciter les unitaires à prendre l'initiative de la rupture.

Comme il fallait s'y attendre, l'anticommunisme une fois de plus servit de prétexte pour glisser à l'arrière plan la défense des revendications ouvrières. Les résolutions adoptées au Congrès, par une majorité pratiquement identique à celle qui évinça les représentants de la tendance unitaire, confirment l'intention de la direction de la F.G.T.B. de subordonner l'action syndicale au soutien de l'actuelle coalition gouvernementale et de poursuivre une politique de collaboration de classes et de destruction de l'unité syndicale sur le plan international.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Il eût été difficile d'appliquer plus scrupuleusement les directives des impérialistes yankees.

* * *

Ceux qui, quelques semaines auparavant, avaient pris position le plus nettement contre les grévistes en les dépeignant comme des instruments irresponsables des « politiciens communistes », furent naturellement les plus acharnés à provoquer à la scission. Leur attitude, qui constitue une véritable trahison du mouvement syndical et de la classe ouvrière, a fait une impression déplorable. L'inquiétant mouvement de désaffection syndicale, conséquence de la politique néfaste menée par les dirigeants socialistes de la F.G.T.B. s'est accentué au cours des grèves et plus encore au lendemain du Congrès. Les syndiqués en ont plus qu'assez d'un anticommunisme dont le résultat le plus direct est la division des travailleurs au seul profit de ceux qui les exploitent.

Les unitaires ne s'étant pas laissé provoquer, les dirigeants de la F.G.T.B. restèrent seuls à porter l'entière responsabilité de leur peu reluisante manœuvre. Il fallait donc essayer de corriger l'impression déplorable produite par les trop flagrants excès d'anticommunisme auxquels ils s'étaient livrés.

Les faux amis de l'unité, comédiens accomplis, se chargèrent de l'opération. Elle commença par une démission théâtrale à laquelle seule la presse réactionnaire prêta quelque importance. (On a les admirateurs qu'on mérite.) Il y eut ensuite la proposition d'une représentation « symbolique » de la tendance unitaire au sein du Bureau, puis vint un manifeste emberlificoté, grandiloquent mais surtout hypocrite. Afin de donner le change, on fit défiler sur la scène quelques pauvres bougres, renégats du Parti Communiste, avec lesquels ont prétendit réaliser l'unité contre les « politiciens communistes ».

Piètre comédie qui mérite tout au plus le mépris ! Les faux unitaires, qui ont pour mission de créer trouble et confusion parmi les travailleurs afin d'entretenir ainsi de dangereuses illusions, ne font qu'exécuter des ordres qu'ils reçoivent — c'est le secret de Polichinelle — au Cabinet du Premier Ministre. Leur manœuvre, qu'ils prennent apparemment pour de la haute stratégie, n'a trompé personne. Elle est d'avance vouée à l'échec.

Un grand désarroi règnait parmi les travailleurs au lendemain du Congrès. La F.G.T.B. menaçait de se désagréger. Conscients du danger, les militants de la tendance unitaire décidèrent de passer immédiatement à l'action en vue de sauver la F.G.T.B. en même temps que l'unité syndicale.

Une Conférence nationale s'est réunie à Bruxelles. Elle a

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

pproved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

connu un très grand succès. Les syndiqués unitaires venus des quatre coins du pays ont dénoncé l'anticommunisme pratiqué par des dirigeants socialistes de la F.G.T.B. qui mettent le mouvement syndical à la remorque d'un gouvernement réactionnaire et déforcent dangereusement les travailleurs en les dressant les uns contre les autres.

Cette Conférence a formulé des revendications qui ne sont peut-être pas conformes aux intentions du gouvernement, mais qui n'en traduisent pas moins les aspirations de l'immense majorité des travailleurs.

L'assemblée, après avoir décidé d'imposer le respect de la démocratie syndicale, a manifesté sa volonté de défendre l'indépendance totale du mouvement syndical à l'égard des partis politiques, quels qu'ils soient.

La Conférence, qui s'est déroulée dans l'enthousiasme, n'a pas tardé à porter ses fruits. La répercussion en province a été des plus favorables : des conférences régionales sont convoquées un peu partout dans le pays. Le courant de désaffection syndicale est enrayé. Dans plusieurs régions, les syndicats unitaires enregistrent de nombreuses adhésions nouvelles. Les syndiqués reprennent confiance. L'action est engagée; elle se donne pour objectif de sauver l'unité et en même temps la F.G.T.B. en faisant échec aux manœuvres scissionnistes des anticommunistes.

Inutile de dire que le Parti Communiste, tout en respectant scrupuleusement l'indépendance syndicale, sera demain, comme il le fut hier, aux côtés de ceux qui luttent pour l'unification des forces ouvrières sur le plan national aussi bien que sur le plan international.

LES CLASSES LABORIEUSES NE DOIVENT PAS ETRE SEULES A PAYER LES FRAIS DE LA CRISE

Les signes avant coureurs de la crise se multiplient et se précisent.

La situation économique de la Belgique se ressent de la politique d'inspiration américaine menée par le gouvernement SPAAK. Depuis quelques mois, notre commerce extérieur marque un sérieux recul et les milieux compétents sont d'avis que le mouvement ira en s'accentuant.

Au cours des premiers mois de l'année, on a constaté un sérieux retrécissement du marché intérieur tandis que le nombre des faillites augmente.

Le nombre des chômeurs est lui aussi en augmentation constante.

Il serait naïf de s'imaginer que la mise en application du

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R00090003000

plan MARSHALL serait de nature à améliorer la situation en ce qui concerne notre pays. En effet, le plan MARSHALL doit permettre de drainer vers les Etats-Unis une partie plus importante du commerce international, ce qui ne peut que restreindre davantage encore nos possibilités d'exportation. D'autre part, la fourniture obligatoire d'une très grande partie des minerais précieux du Congo Belge entravera le développement de nos échanges commerciaux avec des zones autres que celle du dollar. Enfin, il apparaît dès à présent certain que les crédits américains ne pourront pas être utilisés pour effectuer des paiements en dehors des U.S.A.

* * *

Tel est le climat dans lequel se prépare une offensive générale contre le pouvoir d'achat des couches laborieuses.

Malgré les promesses solennelles faites par le gouvernement, celui-ci vient d'accorder aux charbonnages de nouveaux subsides de l'ordre de 1 1/2 milliard tandis que les prix des charbons domestiques sont augmentés de Frs 50,— à Frs 200,— la tonne départ mine. Il est très probable, sinon certain, que la hausse des prix des charbons industriels va suivre. Nous allons revivre l'expérience déplaisante de mars 1947 avec comme conséquence inévitable une hausse quasi générale des prix.

L'écart entre les prix et les salaires va donc augmenter. Il sera plus important que jamais de déceler son ampleur avec le maximum de précision afin de justifier l'augmentation des salaires réclamée par les travailleurs. En refusant obstinément de publier un index pondéré du coût de la vie — qui existe dans bon nombre de pays — le gouvernement a volontairement maintenu la confusion en ce qui concerne le rapport entre prix, salaires et profits. Celà facilitait le freinage général des salaires grâce à la surestimation de leur puissance d'achat.

Il y a quelques semaines à peine, il était encore admis d'une façon générale, que le standing de vie des travailleurs belges n'avait pas atteint le niveau d'avant-guerre. Mais l'augmentation considérable des bénéfices capitalistes finissait par rendre gênant cet aveu et quasi inévitable l'adaptation, au coût de la vie, des salaires, traitements et pensions. D'autre part l'approche de la crise allait créer des conditions économiques et sociales favorables à la compression des salaires. Ce n'était vraiment pas le moment de les augmenter, tout au moins du point de vue patronal.

Une fois de plus le gouvernement ou, plus exactement, le Département des Affaires Economiques se chargea de la défense des intérêts patronaux. Le dit ministère se livra à une

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

étude très compliquée qui conduisit à des conclusions fort simples qui peuvent se résumer comme suit :

En prenant 1936/38=100, on arrive, pour la période actuelle, aux indices suivants :

Coût de la vie	*366*	*(économ. forts)*
	346	*(» faibles)*
Salaires :	*360*	
Salaires totaux :	*425*	
(charges sécurité sociale incluses)		
Dividendes :	*117.*	

Il faut croire qu'il y a eu coulage aux Affaires Economiques — ce qui est d'ailleurs une tradition de la maison — car le patronat a fait immédiatement un large usage des données citées plus haut et les économistes bourgeois se sont empressés de démontrer, dans leurs articles hebdomadaires, les uns, que l'équilibre entre prix et salaires était rétabli, les autres, que la puissance d'achat des salaires dépassait déjà largement le niveau d'avant-guerre.

La conclusion est simple : « les travailleurs sont plus à même que quiconque de supporter sans inconvénients majeurs, les sacrifices que la crise fera bientôt apparaître comme inévitables; dans ces conditions le maintien des salaires nominaux au niveau apparaît comme un objectif optimum que seuls des démagogues, gréviculteurs et agents de l'étranger peuvent estimer insuffisant. »

Il est à prévoir que le patronat et le gouvernement défendront cette thèse à la Conférence Nationale du Travail convoquée pour la fin du mois. C'est vraisemblablement en vue de la faire admettre plus facilement qu'on vient d'annoncer une baisse de Fr. 5,— au kilo pour la viande frigorifiée à partir du 1er avril prochain, et de Fr. 0,50 par 900 grammes de pain à partir du 1er juillet. Il est probable, par ailleurs, que la C.N.T. décidera d'incorporer tout ou partie des allocations compensatoires dans les salaires.

On peut craindre que les représentants du mouvement syndical qui participeront à la C.N.T., désireux avant tout de ne pas créer de difficultés au gouvernement, n'opposent qu'une résistance très relative à l'offensive de grand style, déclenchée par le monde capitaliste avec l'appui du gouvernement, contre la puissance d'achat des classes laborieuses. (1)

* * *

En misant sur la passivité des travailleurs, comme elle sem-

(1) Depuis que ces lignes ont été écrites, la C.N.T. s'est réunie. Ses résultats ont entièrement confirmé nos appréhensions..

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ble vouloir le faire, la C.N.T. pourrait provoquer de déplaisantes surprises. Il ne faudrait pourtant pas qu'elle perde de vue le sérieux avertissement que constitua la récente grève des 200.000.

Les travailleurs ne seront nullement impressionnés par les indices officiels qui ont pour but de leur démontrer « statistiquement » ce qu'il savent, d'expérience personnelle, être archifaux, notamment que leur standing de vie serait redevenu ce qu'il était avant-guerre.

Ce serait commettre une lourde erreur que de supposer que les travailleurs accepteront sans plus qu'on leur endosse les frais de la crise après leur avoir fait supporter déjà le principal des frais de la reprise économique. Les récents conflits sociaux ont permis à la classe ouvrière de prendre conscience de sa force en même temps que de la nécessité d'une résistance active à l'offensive patronale. Les grèves de février ont, rapproché les salariés des travailleurs libres. Ce contact, réalisé dans l'action, doit conduire progressivement à l'union de l'ensemble des forces du travail contre l'ennemi commun. Les puissances d'argent devront bientôt renoncer à la tactique, qui leur a si bien réussi jusqu'à présent, et qui consiste à affaiblir leurs adversaires en les dressant les uns contre les autres.

* * *

En vue d'obtenir, sans plus tarder, l'adaptation au coût de la vie des revenus de l'ensemble des classes laborieuses, y compris les pensionnés et les chômeurs, le Parti Communiste appelle tous les travailleurs;

ouvriers, employés et fonctionnaires;
cultivateurs, intellectuels, petits commerçants et artisans;
pensionnés et chômeurs

a exiger :

la revision des salaires, traitements, pensions et allocations;
l'exonération fiscale pour les revenus inférieurs à Frs 36.000;
pour les revenus casdastraux inférieurs à Frs 2.000,— par an;
le déblocage des petits avoirs;
la rationalisation de la sécurité sociale qui doit permettre de réduire les cotisations et d'améliorer les prestations;
pour la paysannerie et les classes moyennes en particulier :
l'égalité fiscale et le bénéfice de la sécurité sociale.

LA LUTTE POUR LA PAIX

La victoire remportée par les démocrates de Tchéco-Slovaquie sur la poignée de conspirateurs réactionnaires qui espéraient, avec l'aide de l'étranger, faire passer leur pays dans

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

le camp impérialiste, a servi de prétexte aux fauteurs de guerre pour intensifier considérablement leur dangereuse propagande belliciste.

La conclusion du Pacte à Cinq a été enlevée au pas accéléré sans qu'on ait pris le temps de lui donner une base économique un tant soit peu solide. Il s'agit visiblement d'un accord militaire dirigé, sans doute possible, contre l'Europe de l'Est. Les précautions d'ordre politique et militaire envisagées par les Cinq, bénéficieront de l'appui moral et matériel des Etats-Unis. L'Europe occidentale obtiendra de l'Amérique cette « aide généreuse » *d'un caractère tout particulier, à laquelle le ministre grec TSALDARIS rendait récemment hommage.*

L'Allemagne occidentale, où les nazis et les magnats de l'industrie lourde continuent d'occuper leurs positions d'antan, a fait l'objet des récents pourparlers de Londres. La bizone va se muer en trizone. La division du Reich est chose faite. La remise en état du redoutable potentiel de guerre, que constitue le bassin de la Ruhr, sera assuré par priorité. L'Allemagne occidentale devient un appendice de l'Alliance Occidentale. Les nazis, ennemis d'hier, sont à présent de précieux alliés contre le bolchévisme.

Les Etats-Unis disposeront ainsi d'une solide tête de pont en Europe et, des peuples, ravalés au rang de mercenaires, qui l'occupent, on attend qu'ils se battent et meurent pour la plus grande gloire de l'impérialisme yankee.

Les discours prononcés récemment par le Président TRUMAN et le général MARSHALL, véritables manifestations d'hystérie guerrière, ont pour but de créer un climat favorable à la réintroduction de la conscription ainsi qu'à l'adoption d'un formidable plan de réarmement.

D'autre part, les bellicistes multiplient les provocations envers l'U.R.S.S. et les démocraties populaires. Au Conseil de Contrôle Allié de Berlin, les Anglo-Saxons refusent d'informer leur collègue soviétique sur la teneur de l'accord intervenu à Londres concernant l'Allemagne Occidentale. L'Italie se voit menacée, non seulement d'être privée de toute aide américaine mais d'intervention militaire au cas où le Front Démocratique remporterait la victoire aux élections d'avril. Brisant arbitrairement un accord solennellement conclu, les Etats-Unis, la Grande Bretagne et la France décident, sans même consulter leurs anciens alliés, de rendre Trieste à l'Italie.

Il est probable que la série n'est pas close et que les provocations vont se multiplier.

* * *

On ne peut nier que la politique actuellement menée par les

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Etats-Unis avec l'appui de ses satellites, crée un sérieux danger de guerre que nul n'a le droit de sous-estimer.

Le monde capitaliste, et plus particulièrement les monopoleurs d'outre-Atlantique, est hanté par la crainte panique de la dépression économique. Il apparaît de plus en plus clairement qu'en régime capitaliste seule une économie de guerre permet la pleine utilisation du potentiel de production. L'atmosphère de paix étouffe le capitalisme, d'où la tendance à chercher dans la création d'une psychose de guerre le remède qui permettra d'écarter, ne fut-ce que temporairement, le spectre de la crise, plus épouvantable pour d'aucuns que la perspective d'une troisième conflagration mondiale.

Faut-il en conclure que la guerre non seulement est inévitable, mais qu'elle est à nos portes ?

Ce serait commettre un crime contre la paix que d'adopter pareille attitude.

Nombreux sont les facteurs, tant économiques que politiques qui permettent d'affirmer que la paix n'est pas, à l'heure qu'il est, définitivement compromise.

Mais il y aussi des raisons d'ordre psychologique pour justifier l'optimisme et la confiance. Tous les peuples, y compris le peuple américain, aiment passionnément la paix. Ce profond attachement des hommes à la cause de la paix constitue la meilleure sauvegarde contre le danger de guerre.

Que les amis de la paix se rejoignent, se serrent les coudes. Leur front uni et pacifique aura raison des assauts les plus furieux des bellicistes aux abois.

Barrer la route aux impérialistes fauteurs de guerre en constituant le front de la paix, qui se confond avec le front de la démocratie, telle est une des tâches essentielles du Parti Communiste.

23-3-1948.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Jean BERTRAND
Secrétaire National du P.C.B.

Le IX^e Congrès, Instrument de Développement et de Mobilisation du Parti

Le IX^e Congrès du Parti aura lieu à Bruxelles, les 14, 15, 16 et 17 mai, en la Salle de la Madeleine.

Le Comité Central y réndra compte de son activité depuis le mois de juin 1946 devant les 500 délégués élus par les Congrès fédéraux, délégués qui sont l'**émanation démocratique et souveraine du Parti** tout entier. Il appartiendra à ceux-ci de donner leur avis sur la politique poursuivie, d'en faire la critique et de tracer la ligne pour les mois qui viennent.

Un congrès du Parti constitue toujours un événement d'une grande importance. Sa répercussion est profonde non seulement sur les travailleurs qui en attendent des mots d'ordre et des indications de lutte, mais également sur les adversaires qui savent que c'est là que s'élaborent notre tactique et nos méthodes de combat dirigés contre eux.

Parfois, les ennemis du peuple spéculent sur la soi-disant « facilité d'oubli ». Ils s'imaginent volontiers que les travailleurs de nos usines et de nos campagnes, manuels et intellectuels, les femmes et les jeunes, n'ont plus à la mémoire les travaux du VIII^e Congrès du Parti.

Le rappel émouvant qu'y fit EDGARD LALMAND de l'action des communistes belges contre Rex et V.N.V., contre la trahison de Munich, contre l'occupant hitlérien qui souilla notre sol natal pendant quatre longues années, eut de larges échos dans le pays. Le courage de nos militants, leur dévouement à la cause populaire, leurs actions héroïques dans la résistance à l'envahisseur ont laissé un souvenir profond et durable. Le VIII^e Congrès a ratifié la ligne suivie par notre Comité Central après la libération, c'est-à-dire la politique de mobilisation active de toutes les forces créatrices du travail pour augmenter la production et accroître la participation active de la Belgique à la fin victorieuse de la guerre contre l'hitlérisme, l'amélioration du ravitaillement de la population belge et l'augmentation du pouvoir d'achat des travailleurs.

La résolution politique votée à l'issue du VIII^e Congrès situait les conditions de la lutte à un moment où les communistes,

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

participant à la direction du pays, y menaient courageusement l'action, sous les mots d'ordre : **Rénovation, Démocratie, Unité,** contre la réaction qui déjà relevait la tête.

De juin 1946 à mars 1947, cette action a été menée à la fois dans les masses et au gouvernement. La réaction, dont les privilèges avaient été gravement mis en péril par la défaite militaire du fascisme, et qui voyait dans notre Parti l'ennemi n° 1, est parvenue, en s'appuyant sur l'impérialisme d'Outre-Atlantique et en se mettant servilement à son service, à nous écarter du pouvoir.

Le rapport d'activité du Comité Central portera donc sur une deuxième période d'un an qui fit mieux apparaître nos faiblesses d'organisation. L'action du Parti s'est alors poursuivie dans l'opposition et s'est appuyée essentiellement sur les masses populaires.

Le IX[e] Congrès a lieu au moment où le camp de l'impérialisme se défend âprement contre les forces montantes de la démocratie. Une bataille décisive s'est engagée entre les fauteurs de guerre et les forces de Paix. Une fois de plus, l'instance suprême du Parti saura tracer les directives capables de conduire les travailleurs à la victoire.

UNE CINGLANTE REPONSE AUX DETRACTEURS DU PARTI COMMUNISTE.

Quatre années de lutte contre l'occupant, ont ancré davantage dans la conscience des hommes et des femmes de notre pays, la notion généreuse de la **liberté** et de la **démocratie.** Il suffit d'avoir été privé de liberté et d'avoir lutté pour la retrouver pour mieux en apprécier la valeur.

Il n'est pas de pire ennemi des **libertés démocratiques** que les tenants de la réaction. L'élargissement de la démocratie ne peut réellement se concevoir qu'au travers de profondes réformes de structure et de la remise entre les mains de la collectivité des principales ressources du pays. Il constitue une grave menace pour les privilèges des classes possédantes.

Mais celles-ci oseront-elles heurter de front les milliers de démocrates que compte notre pays ?

Non, elles utiliseront des méthodes plus insidieuses et plus hypocrites.

Sous le couvert d'un faux masque, elles s'attaqueront au seul parti qui, par sa structure et ses principes d'organisation, soit d'essence véritablement démocratique.

STALINE, dans les **« Principes du Léninisme »** rappelle l'histoire du mot d'ordre : **« Guerre à la guerre »,** employé avant 1914 par les Partis de la II[e] Internationale, qui, au seuil de la conflagration enfouirent la résolution de Bâle dans les tiroirs, et appelèrent les ouvriers à s'exterminer les uns les autres.

Il n'est pas aujourd'hui, en paroles, de plus fervents partisans de la Paix que ceux qui préparent la guerre; il n'est pas de journaliste plus apparemment attaché à la démocratie qu'un VICTOR LAROCK qui couvre les forfaits antidémocratiques de l'impérialisme yankee.

Le grand LENINE, dans **« Un pas en avant, deux en arrière »,** parle de l'opportunisme, en ces termes : **« De par sa nature, l'opportunisme évite toujours de poser les questions d'une manière claire et décisive, il recherche toujours la résultante, il a des louvoiements de couleuvre entre deux points de vue qui**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

s'excluent, cherchant à se mettre d'accord avec l'un et avec l'autre et réduisant les divergences à de légères modifications, à des doutes, à des vœux pieux et innocents... »

L'opportunisme d'un VICTOR LAROCK et d'un P.-H. SPAAK conduit inévitablement au triomphe des idées et des desseins réactionnaires; par contre l'intransigeance des communistes sur les grands principes de l'autocritique et du centralisme démocratique met en **concordance leurs actes et les résolutions de leurs congrès.**

Pourquoi les opportunistes qui se retrouvent dans **tous les partis politiques** belges — à l'exception du nôtre — s'encombreraient-ils de scrupules pour tenter de discréditer notre Parti aux yeux des masses ? « La fin justifie les moyens » ! Ceux qui ont choisi la voie de la capitulation devant l'impérialisme, n'ont plus le choix des moyens pour dissimuler le véritable caractère de la politique qu'ils suivent. Ils manient le mensonge et la calomnie pour salir et même si possible faire disparaître ceux qui constituent pour eux un remords permanent.

Selon eux, le Parti Communiste ne serait pas un parti démocratique; il recevrait ses mots d'ordre de l'étranger. Nous serions, en fait, une colonne d'espionnage au service de l'Union Soviétique. Ils essayent d'établir une distinction entre les « chefs communistes » et la base. Leurs contorsions pour mettre la base en opposition avec les « chefs » sont stupides et au surplus, parfaitement inefficaces.

Dernièrement un chroniqueur de **« Septembre »** disait de nos membres qu'ils étaient des **« ignares parmi lesquels, égaré, se trouvait parfois un honnête homme, à peine plus intelligent que les autres ».**

Les valets de l'impérialisme devraient se faire moins arrogants, regarder ceux qui composent leurs rangs et épargner à la classe ouvrière ces accusations injurieuses.

La **« Libre Belgique »** reconnaissait il y a quelques jours à peine que notre camarade, le professeur LIBOIS était, en dehors de la politique, un savant éminent. Le fait es indiscutable : notre Parti compte des dizaines d'intellectuels dont la renommée dépasse le cadre de nos frontières, et dont le cerveau refuserait de se laisser « mécaniser » par des dirigeants au service de l'étranger. Il en va de même pour les centaines de professeurs, de savants, d'artistes qui ont rejoint nos rangs. Il n'en va pas autrement pour les innombrables ouvriers à la conscience saine et au jugement sain qui après avoir fait la gloire de notre industrie à l'étranger, font la force du Parti Communiste auquel ils appartiennent. Leur qualification professionnelle, leur développement technique, leur intelligence, leur indépendance à l'égard du patronat forcent l'admiration de leurs compagnons de travail auxquels leur qualité de communiste n'est pas inconnue.

La masse des affiliés communistes a confiance dans son Parti et dans sa direction. Plus l'éducation marxiste les pénètre et élève leur niveau idéologique, plus ils constatent que la connaissance des lois fondamentales du « matérialisme dialectique » constitue la boussole qui permet de s'orienter justement dans les situations les plus compliquées. Ils en concluent que les insinuations de la presse réactionnaire sur les « déplacements » à travers le monde des délégués de Moscou ne sont que des fables grotesques et que les militants de leur Parti sont largement aptes à fixer, par eux-même, sans le secours de personne, les grandes lignes de leur action politique.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

En réalité nos adversaires sont effrayés par la force de l' **« unité de pensée »** découlant du centralisme démocratique; ils savent que leurs calomnies trouveront peu ou pas d'échos à l'intérieur du Parti. Leurs mensonges sont surtout destinés aux non communistes, aux hésitants, aux apolitiques, aux désabusés. Les hommes de la Réaction s'efforcent rageusement de miner la confiance que des masses de plus en plus larges sont disposées à accorder à notre Parti et de freiner le courant d'unité qui se réalise autour de nos mots d'ordre.

LE SEUL PARTI BELGE OU LES DIRECTIVES ET LES MOTS D'ORDRE S'ELABORENT DANS LES ORGANISATIONS DE BASE.

C'est l'application obligatoire des décisions prises par les organes responsables du Parti, selon les règles d'une discipline librement consentie, qui fait la force du Parti et son unité de pensée. Dans leur désir de nous nuire, nos adversaires s'efforcent de créer la confusion et d'identifier « discipline » et « ordre aveugle ».

Notre camarade GARAUDY dans les **« Cahiers du Communisme »**, sous le titre **« Le Communisme et la Liberté »** a apporté une réfutation éclatante aux thèses réactionnaires :

« Que se passe-t-il dans une cellule, dans un congrès, dans le Comité Central ? Chaque militant apporte son expérience, ses analyses, ses perspectives. Le point de vue de chacun est généralement partiel : si dix personnes regardent la même maison, chacun la verra avec une perspective différente suivant l'endroit d'où il la regarde, mais il y a une loi générale (le plan de l'architecte par exemple) qui permet de se rendre compte de toutes les apparences différentes et de les coordonner. De même, sur un même problème, celui des prix ou celui des impôts par exemple, à partir de « points de vue » différents, celui de l'ouvrier, du commerçant, du paysan, il sera possible par la libre discussion, par l'éveil mutuel des pensées, de déterminer la loi économique qui les régit et de rendre compte des divergences spontanées qui venaient de ce que chacun s'en tenait à une vue partielle et par conséquent fausse de la question.

» La discussion est close lorsque, par l'apport de vues complémentaires, on arrive à une conception assez complète, assez dialectique des choses pour en dégager la loi même d'un moment historique. Cette loi d'un moment historique, c'est la « ligne politique ». Ce n'est pas autre chose que la prise de conscience à un moment donné de la trajectoire que suit l'histoire d'un pays, et de l'ensemble des conséquences pratiques que l'on va tirer de cette loi pour agir efficacement.

» Cette loi étant découverte, il est normal que la résolution où elle s'exprime soit votée à l'unanimité... »

Le travail de toutes nos organisations converge vers un but commun. Il y converge dans un sens positif. C'est-à-dire que toutes ensemble elles participent à la détermination de la « ligne politique du Parti ». Nous avons déjà attiré l'attention de nos membres sur la nécessité d'assister à leurs assemblées de base, parce que c'est là que s'élaborent les directives et les mots d'ordre et que chacun doit y apporter sa part.

Les partis politiques et les organisations qui rejettent la centralisation des propositions et des décisions de la base et n'en font pas un tout cohérent dont le respect est obligatoire pour

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tous, ouvrent inévitablement la voie à l'opportunisme et préparent la formation de fractions et de clans rivaux.

Dans notre Parti, le centralisme démocratique exige également les « comptes-rendus périodiques d'activité ». C'est à l'occasion de ces comptes-rendus que s'exerce **le contrôle par en bas**, par la masse des adhérents. Ceux-ci jugent ainsi de la qualité des militants, contrôlent leur travail et éventuellement indiquent les moyens de corriger leurs insuffisances et de redresser les fautes commises **« La masse des membres du Parti contrôlent leur dirigeants aux réunions d'organisation, aux conférences, aux congrès où ils entendent leurs comptes-rendus d'activité, en critiquant les défauts, enfin en élisant ou n'élisant pas aux organismes de direction tel ou tel camarade dirigeant... »** (STALINE : «**Pour une formation bolchevick** », p. 48.)

LA PREPARATION DE NOTRE CONGRES NATIONAL EST ESSENTIELLEMENT DEMOCRATIQUE.

Notre Comité Central a décelé nos faiblesses d'organisation, il a entrepris contre elles, une lutte aussi obstinée qu'énergique.

La direction du Parti accorde une importance capitale aux liaisons entre les divers échelons, au fonctionnement collectif des comités fédéraux des sections et des groupes. Elle dénonce avec vigueur les militants — ils sont encore nombreux — qui sous prétexte de rapidité dans l'exécution établissent, dans les communes et les entreprises, des contacts en dehors du circuit régulier de la section ou du groupe. Des propositions ont été faites dans le **« Guide du Militant »**, dans les assemblées nationales des secrétaires politiques et des responsables administratifs, pour rendre nos réunions de base plus intéressantes, donc susceptibles de réunir un plus grand nombre de membres. L'absentéisme est considéré comme un mal à extirper. Des résultats ont déjà été acquis dans la mise au travail d'un nombre plus grand de bénévoles. Certaines tendances « bureaucratiques » sont combattues avec opiniâtreté. Tout cela dans le but de préserver jalousement la structure du parti qui en fait un **« parti de type nouveau ».**

Des mesures toutes particulières ont été prises pour que : **« Deux ans d'activité au service du pays et du peuple »**, le rapport d'activité du Comité Central soit discuté par tous nos membres dans des assemblées de sections soigneusement préparées.

Les 24 et 25 avril, ainsi que les 8 et 9 mai, nos congrès fédéraux se réunissent. Ils sont chargés de poursuivre la discussion du rapport d'activité du Comité Central, de procéder à l'analyse critique des thèses politiques, qui seront la base du rapport présenté au Congrès, d'élire les délégués au IX^{e} Congrès et d'établir la liste des candidats au Comité Central.

Les délégués au Congrès national seront choisis en tenant compte des fonctions qu'ils remplissent, de leur dévouement au Parti et de l'activité qu'ils déploient. Les délégations doivent comprendre une majorité de camarades au travail à l'usine, au bureau ou aux champs. Les femmes et les jeunes y seront représentés.

Les congrès communistes n'ont jamais été et ne seront jamais des congrès de fonctionnaires, de délégués désignés sur commande. Les dirigeants sociaux-démocrates, les chefs syndicalistes de droite nous accusent de ne point être attachés à la démo-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

cratie, ils pourraient utilement prendre des leçons de démocratie à l'occasion de la préparation de notre IXe Congrès.

Ce n'est pas à la direction du Parti Communiste de Belgique qu'on reçoit des protestations de la base contre la non-convocation d'assemblées plénières ou contre les manœuvres de **« dirigeants qui veulent rester en place »**. Il n'y a pas de clans chez nous, non pas seulement parce que la minorité s'incline devant la majorité, mais surtout parce que les statuts garantissent le fonctionnement d'une véritable et large démocratie intérieure et excluent toute source de mécontentement.

LES COMMUNISTES PREPARENT LEUR IXe CONGRES DANS L'ACTION EN DOTANT LE PARTI D'UNE MEILLEURE ORGANISATION.

Les communistes n'ont pas l'habitude des discussions stériles et oiseuses. Pour eux, la discussion d'un rapport prend un caractère constructif lorsqu'il s'accompagne d'une activité de masse.

Les délégués qui se rendront à Bruxelles, au Congrès de Pentecôte, n'y viendront pas les mains vides. Ils comptent indiquer comment **dans la pratique** et sur la base d'expériences, les rapports peuvent être appliqués, adaptés ou améliorés.

Nos amis borains ont mis sur pieds une campagne pour recueillir 1.500 nouveaux membres d'ici le Congrès. Ils déploient un effort exceptionnel pour élargir la diffusion de notre « Drapeau Rouge » et pour assurer un placement massif des actions de la « Maison de la Presse ».

Ils ne sont pas seuls à œuvrer au développement du Parti. La fédération du Centre dépassera ses effectifs de l'an passé; celle de Liége entend se classer première dans la campagne de recrutement. Ne seront-elles pas l'une et l'autre, dépassées par la fédération d'Anvers où selon l'expression de son secrétaire politique, règne **« l'atmosphère de 1945 »** ?

Tous ces efforts servent à chacun d'indications précises pour renforcer le Parti dans sa région, dans sa commune. La plupart des fédérations s'assignent pour objectif de placer d'ici le congrès de Pentecôte, au moins 20 % de cartes de membres de plus qu'en 1947. Pour réussir, il faut rompre avec les méthodes d'organisation surannées. Nous citons à ce sujet l'exemple de notre camarade BERT VAN HOORICK. Celui-ci avait essayé d'organiser les mineurs habitant Grammont et travaillant dans le Centre. Il s'était heurté à de grosses difficultés pour les réunir. Il a constaté qu'ils empruntent le même train pour se rendre dans le bassin industriel du Centre. Un groupe communiste vient d'être constitué parmi eux. Ses membres prennent place tous les jours, dans le même compartiment et tiennent quotidiennement, entre Grammont et Haine-Saint-Pierre, une réunion communiste.

Cette forme d'organisation est possible sur toutes les lignes de chemin de fer empruntées par les ouvriers et les employés, dans les autocars utilisés par les mineurs limbourgeois.

Si nos militants trouvent ainsi les formes d'organisation s'adaptant mieux à chaque situation particulière, s'ils améliorent l'organisation du Parti dans les entreprises, s'ils constituent et font vivre des centaines de groupes communistes, s'ils utilisent la pratique du porte à porte, le IXe Congrès enregistera des milliers d'adhésions nouvelles.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Une tâche importante de nos organisations de base consiste à rechercher dans leur commune ou dans leur entreprise ceux et celles qui ont adhéré au Parti depuis la libération et qui, pour diverses raisons, l'ont quitté; à avoir avec chacun d'eux une discussion individuelle. C'est par milliers qu'ils rejoindront nos rangs.

A l'occasion de la préparation du IXe Congrès, nos militants expérimenteront mieux encore la valeur du vaste réseau d'hommes de confiance qui a été mis sur pieds. C'est par eux que notre administration sera mise au point. Ils iront à domicile inviter les membres à l'assemblée générale de la section ou du groupe, ils leur indiqueront comment d'ici l'assemblée ils peuvent recruter; ils vérifieront soigneusement s'ils sont lecteurs du **Drapeau Rouge**. Si le travail est bien fait, les hommes de confiance auront la fierté de contempler le résultat de leur effort : une assistance nombreuse à l'assemblée; des nouveaux membres; la diffusion accrue de notre organe central.

Nos militants tendront à réaliser l'enseignement donné par LENINE : « **L'organisation du Parti doit être suffisamment grande pour embrasser le pays entier; suffisamment large et variée pour réaliser une division du travail stricte et détaillée; suffisamment ferme pour savoir, en toutes circonstances, faire sans défaillance son travail.** »

Les communistes utiliseront un Parti plus large, mieux organisé comme instrument de travail pour la défense de la Paix, du Pain et de la Démocratie. Ils se rappelleront que la « **lutte est la seule raison de vivre** » et que la devise du communiste est « **se rendre utile** ». Leur mot d'ordre d'ici le congrès national sera : **unir, rassembler, entraîner dans l'action** les travailleurs, les chômeurs, les commerçants, les cultivateurs, les femmes pour la défense de la Paix, pour la lutte contre la misère, pour une politique de plein emploi, pour le déblocage des petits avoirs, pour les dégrèvement fiscaux. Le rôle d'avant-plan que les communistes joueront dans toutes les actions populaires les fera désigner par les masses elles-mêmes à la direction des **comités d'action** qui doivent surgir partout.

Ces expériences faciliteront la tâche du IXe Congrès, elles lui permetteront de tracer plus sûrement les directives qui mobiliseront les couches les plus larges de notre peuple et les conduiront à la victoire.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Sam HERSSENS
Député de Bruxelles.

L'Education Marxiste-Léniniste, tâche permanente du Parti

A la veille de notre IXe Congrès National, il n'est pas mauvais de rappeller ce que disait de l'éducation marxiste-léniniste, EDGAR LALMAND, lors de nos dernières assises nationales, il y a deux ans :

> **« Notre Parti est et entend rester un Parti communiste qui se base sur les enseignements du socialisme scientifique. Pour être conscient de son véritable rôle, chaque membre du Parti doit s'assimiler les éléments de cette théorie. Nous avons organisé un système d'éducation qui a donné des résultats appréciables aux échelons supérieurs. Mais il nous reste une grande tâche à accomplir : donner à la base, c'est-à-dire à l'ensemble de nos membres, la possibilité de se former, de s'éduquer politiquement. »**

Nous aurons à faire le bilan du travail effectué dans ce domaine à notre Congrès de la Pentecôte. Nous aurons à examiner comment aller de l'avant, comment perfectionner nos méthodes. Le présent article pourra sans doute servir de base utile à cette discussion et aux décisions à prendre.

UN GUIDE NECESSAIRE A L'ACTION.

L'étude de la théorie n'est pas une tâche de luxe dans un Parti Communiste. Elle ne peut pas être limitée à quelques spécialistes.

L'étude des classiques du marxisme-léninisme, n'est pas la récitation de bréviaires. Le marxisme-léninisme n'est pas une théorie dogmatique, fixant des préceptes une fois pour toutes et sans liaison étroite avec la vie, les sciences, la lutte, en perpétuel développement.

Au contraire, la théorie enrichit notre Parti de toute l'expérience du mouvement ouvrier, des leçons de toutes les luttes du peuple dans le passé. De ce point de vue, elle nous donne des principes éprouvés d'action politique, grâce auxquels le Parti

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

peut influencer le mouvement des masses dans le sens progressif, sans perdre de vue le but à atteindre.

> **« Seul le Parti qui s'est assimilé la théorie marxiste-léniniste** — nous rappelle « l'Histoire du Parti bolchévik » — **peut avancer d'un pas assuré et conduire en avant la classe ouvrière. »**
>
> **« Et, inversement, le Parti qui ne s'est pas assimilé la théorie marxiste-léniniste, est obligé d'errer à tâtons; il perd toute assurance dans son action, il est incapable de conduire en avant la classe ouvrière. »**

C'est la connaissance des principes et de la méthode d'analyse que nous ont légués MARX, ENGELS, LENINE et STALINE, qui a permis à la direction de notre Parti de démêler les situations nouvelles qui se sont créées après la deuxième guerre mondiale.

Ces connaissances lui ont permis de déterminer les nouvelles phases des plans de l'impérialisme mondial en tête duquel se trouve placé celui des Etats-Unis d'Amérique. Elles lui ont permis de déceler les nouvelles contradictions du monde capitaliste, de dénoncer les nouveaux instigateurs à la guerre.

Ce sont enfin ces connaissances qui ont permis à notre Parti de donner aux travailleurs des mots d'ordre justes pour contrecarrer les plans de misère et d'asservissement capitalistes, de leur donner de nouvelles perspectives : la lutte pour la démocratie populaire, étape de la société socialiste.

. Si certains camarades se sont parfois écartés de cette analyse, s'ils ont hésité à appliquer des mots d'ordre immédiats de lutte et n'ont pas vu la perspective; s'ils se sont parfois tenus en deça du mouvement populaire, alors que d'autres voulaient aller beaucoup trop vite, c'est en fin de compte parce qu'ils n'avaient jamais possédé la « boussole du marxisme », guide de l'action révolutionnaire.

C'est pourquoi, on ne soulignera jamais assez que le succès de notre politique ne dépend pas que de la direction du Parti; il dépend de l'ensemble de nos organisations et de nos militants. Pour que les uns et les autres puissent apprécier correctement la situation dans laquelle ils se trouvent, pour qu'ils puissent prendre et appliquer fermement les décisions correspondant à la situation, il faut que la théorie — ou tout au moins l'essentiel de sa substance — soit le bien du Parti tout entier.

Il faut d'autre part, que notre théorie ne reste pas en champs clos à l'intérieur du Parti, il faut qu'elle pénètre profondément les masses, que nous avons pour devoir de « blinder » contre les campagnes de mensonges et de calomnies des maîtres précaires du grand capitalisme. C'est le sens de la formule célèbre de MARX dans sa **« Critique de la philosophie du droit de HEGEL »** :

> **« La théorie devient une force matérielle quand elle pénètre les masses. »**

Il apparaît clairement, que l'éducation marxiste-léniniste et la lutte idéologique, constituent pour le Parti, un devoir permanent. Mais les circonstances présentes exigent de nous un effort accru, un effort exceptionnel.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

LA LUTTE ACTUELLE CONTRE L'OFFENSIVE IDEOLOGIQUE REACTIONNAIRE.

Depuis la proclamation de la doctrine TRUMAN et la constitution du gouvernement SPAAK, l'offensive réactionnaire ne se limite pas seulement à renflouer le grand capital, à utiliser simultanément l'attaque sournoise ou brutale contre la classe ouvrière, à prolonger la grande conspiration contre le premier Etat socialiste et les pays de démocratie populaire, à tenter d'étouffer le mouvement démocratique en Italie, en Grèce.

L'offensive se mène aussi sur le plan idéologique, de façon beaucoup plus insidieuse. Elle peut désarmer les masses populaires et les militants ouvriers, s'ils ne sont pas bien préparés à y répondre.

L'essentiel de cette lutte idéologique des trusts et de leurs plumitifs est de détruire, dans la classe ouvrière et dans le peuple, la volonté de lutter pour une vie meilleure et la confiance dans l'action collective.

Ce n'est pas pur hasard si le vieux Parti Catholique réactionnaire s'est flanqué de la nouvelle étiquette de Parti Social-Chrétien et s'il fait un gros effort pour faire admettre sa démagogie sociale. Il s'efforce particulièrement de cacher l'action de ses bâilleurs de fonds en essayant de faire pénétrer dans la classe ouvrière des utopies telles que **« la femme au foyer »** et **« le salaire familial », « la réforme des sociétés anonymes »** et **« la participation aux bénéfices »**; les réformes paternalistes telles que **« les conseils d'entreprises en tant qu'organismes collaborateurs du patronat. »**

Ce n'est pas un hasard non plus, si la social-démocratie de droite emboîte le pas au P.S.C. sous le signe de **« l'union de la civilisation chrétienne et du socialisme »**. Elle se prépare à faire adopter des mesures d'organisation des trusts capitalistes qu'elle intitule pompeusement « réformes de structure » à la place des nationalisations des industries-clés dont seraient exclus les magnats de la haute finance.

Que penser des déclarations faciles d'un P.-H. SPAAK qui ne sachant comment s'y prendre pour tuer le vif esprit d'indépendance de notre peuple, s'en va déclarant qu'il est impossible de vivre harmonieusement avec les autres pays sans abandonner quelque peu notre indépendance nationale ? C'est cela le véritable esprit internationaliste, ajoute-t-il.

Rien n'est épargné pour jeter le trouble dans la conscience et les sympathies des travailleurs, y compris cette déclaration que faisait en substance MAX BUSET, à la Chambre, le 4 mars dernier : **« L'URSS est respectable pour les aspects économiques et sociaux de son régime, mais elle est détestable pour son manque de respect de la liberté de l'homme. »**

Par surcroît, les entreprises des réactionnaires d'Amérique, en vue de dominer l'économie et la politique de notre pays, s'accompagnent d'un expansionnisme virulent en matière idéologique. Les trusts d'Outre-Atlantique estiment que la subordination du monde à leur idéologie réactionnaire est une des voies de sa subordination économique et politique.

Il serait faux de croire que cette offensive américaine prend seulement les formes d'un anticommunisme rabique. A-t-on songé déjà aux ravages que fait la diffusion à grand tirage et à bas prix d'une sélection de la revue américaine **« Reader's Digest »** ? Habilement, avec l'appât de chroniques scientifiques et techni-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ques, de récits d'aventures, cette revue se livre à une propagande systématique de l'idéologie cléricale, antisoviétique, individualiste et réactionnaire.

A-t-on songé aux ravages que font dans notre jeunesse la plupart des films américains ? C'est une véritable entreprise de dégradation de l'esprit public dans notre pays.

Ainsi on constate, que l'effort de la réaction, sur le plan idéologique, tout comme sur les autres plans, va grandissant.

C'est contre toute cette idéologie réactionnaire que nous devons être avertis. Nous devons être capables d'en désintoxiquer notre peuple.

Nous devons être à même de mener notre propre combat idéologique afin que notre pays ne reste pas en retard sur le développement de l'Histoire.

La plus grande faute que les communistes puissent commettre, c'est de croire à l'éclaircissement spontané de tous les problèmes dans le cerveau des masses populaires. Nous sommes leur guide dans la lutte contre le capital et pour l'instauration d'une société nouvelle. Aussi, devons-nous agir en conséquence, former théoriquement nos membres, afin qu'ils puissent expliquer et éclairer toutes les questions politiques devant les travailleurs.

LE CARACTERE ACTUEL DU PARTI.

Une autre raison qui milite en faveur de la formation théorique urgente, c'est la composition et l'état actuels des cadres du Parti.

La guerre a fait des coupes sombres parmi nos militants aguerris. Près de 2.000 communistes ont été fusillés ou massacrés dans les camps de concentration. Cette perte en hommes a été sérieuse pour notre Parti.

Par contre, la lutte sans merci que nous avons menée contre l'oppression étrangère et pour l'indépendance de notre pays, nous a valu une riche moisson de nouveaux membres. Nos effectifs étaient décuplés après la libération. Nombreux sont ceux qui se sont levés avec énormément de dévouement pour prendre la place des absents.

Cet afflux de nouveaux membres venus de différents horizons politiques, (social-démocrate, chrétien et libéral) a permis au Parti de devenir un grand parti de masse. Mais le dévouement ne remplace que très partiellement la formation politique et la préparation aux formes révolutionnaires de lutte d'après-guerre.

Les tâches sont complexes pour un Parti Communiste qui n'entend pas limiter uniquement son action au légalisme permis par la grande bourgeoisie au pouvoir, qui lutte, un contre dix, sur le terrain parlementaire, un contre cinquante, sur le terrain de la propagande.

Pour les partis bourgeois et social-démocrate qui gèrent les affaires capitalistes, la question est moins complexe : il leur suffit d'avoir de bons bailleurs de fonds, de monter d'habiles combinaisons parlementaires, de maintenir la démagogie sociale et l'anticommunisme à un degré suffisamment élevé pour en faire des écrans de fumée qui cachent leur politique réactionnaire à leurs électeurs bafoués.

Quant à notre Parti Communiste, il doit mener une action permanente dans tous les domaines, sans de puissantes ressources

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

financières, sans l'appui de l'Etat ni de la police. Notre seul appui est constitué par les masses populaires, nos seules armes sont une organisation bien mise au point, la clairvoyance politique et le dévouement des militants.

Le grand problème, c'est de donner la clairvoyance, la capacité de diriger la lutte de classe à tous nos cadres, aux membres du Comité Central, des Comités fédéraux, aux hommes de confiance, ainsi qu'à la masse de nos adhérents.

Les difficultés de la tâche sont apparues nombreuses après la libération. Chacun le sait. Ces difficultés de la lutte ont souvent été une source de sectarisme pour certains; de mépris envers les nouveaux cadres et les nouveaux membres, pour d'autres.

Tout le monde n'a pas compris chez nous la leçon que le grand humaniste de la société socialiste, STALINE, nous donne quand il dit **« qu'il faut élever les cadres, comme un jardinier soigne son arbre fruitier préféré ».**

Tous ceux qui répètent à longueur de journée que les tâches sont irréalisables parce que les cadres manquent, devraient s'imprégner de cette autre pensée de STALINE : **« Le rôle du Parti est d'apprécier les hommes, d'apprécier les cadres, d'apprécier chaque travailleur capable d'être utile à notre cause commune ».**

C'est dans cet esprit que notre Parti doit comprendre la nécessité impérieuse de former et d'éduquer ses membres.

La formation théorique devient d'autant plus nécessaire que les luttes décisives approchent. Nous avons à lutter contre le grand capital, contre les trusts qui ne reculeront devant rien pour faire supporter par les travailleurs les frais de la crise économique qui approche, qui ne reculeront pas devant le déclenchement d'une troisième guerre mondiale. Mais nous devons songer également que l'avenir du socialisme n'est plus un rêve lointain. Il s'édifie en Europe. Les pays de démocratie populaire sont à trois heures de vol de Bruxelles.

A leurs tâches présentes, nos militants doivent se préparer à en ajouter d'autres qui sont de loin plus difficiles, parce qu'elles revêtent un caractère tout à fait nouveau.

De précieuses expériences internationales nous ont été apportées dans le domaine de l'éducation par nos partis frères de l'Union Soviétique, des pays de démocratie populaire, de France et d'Italie.

En URSS, les effectifs du Parti bolchévik sont passés de 3.800.000 membres à 6.300.000. Une des tâches principales intérieures du Parti, consiste dans l'éducation marxiste-léniniste à tous les échelons.

> **« Les nouvelles tâches de la construction économique et culturelle qui ont surgi devant notre patrie** — a déclaré MALENKOV, secretaire du Parti bolchévik à la Conférence de Varsovie — **ainsi que toute la situation internationale actuelle, exigent d'une manière pressante de la part du P.C. de l'URSS le relèvement constant du niveau de tout le travail idéologique et éducatif du Parti. »**

Des opinions identiques ont été émises par les dirigeants responsables des Partis communistes des pays de démocratie populaire. Là, l'éducation s'oriente vers la formation intensive des cadres pour diriger l'accomplissement des plans industriels et les usines nationalisées, la réforme agraire, le gouvernement des nouveaux Etats populaires, l'éducation des peuples pour les

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

nouvelles formes de vie sans exploitation et sans oppression.

L'effort des Partis communistes de France et d'Italie sont aussi d'un grand enseignement, parce que leurs tâches sont sensiblement analogues aux nôtres.

Si ces Partis communistes, les plus puissants d'Europe, groupant ensemble dans leurs rangs quelques 15 millions d'adhérents, comprennent toute l'importance de la formation des combattants prolétariens pour édifier un monde nouveau, nous n'avons vraiment pas le droit de sous-estimer cette tâche de premier plan.

Nous devons former des cadres capables de diriger toutes les luttes populaires dans la situation actuelle, mais nous ne pouvons non plus perdre de vue la perspective que demain, nous devrons être à même de former les cadres pour diriger un nouvel Etat populaire, tant dans ses rouages économiques que sociaux.

NOS TACHES EDUCATIVES ET IDEOLOGIQUES.

Nous avons essayé d'établir :

1°) Que la formation marxiste-léniniste du Parti, l'élévation de son niveau idéologique, représentent, en toutes circonstances, une tâche essentielle;

2°) Que cette tâche revêt aujourd'hui une importance et une urgence particulières en raison du développement des effectifs du Parti, de l'étendue de ses responsabilités et de l'accentuation de la bataille idéologique entre la réaction et la démocratie.

Voyons, pour finir, quelles sont nos tâches concrêtes.

La direction du Parti s'est donné comme objectif de liquider en grande partie en 1948, le retard dans la formation théorique.

Quatre problèmes sont à résoudre pour réaliser cette tâche :

1°) Etablir un réseau permanent d'écoles dans nos sections, dans les fédérations, et à l'échelon national.

2°) Créer, pour ces écoles, un cadre de moniteurs et de professeurs suffisamment aptes à encadrer les élèves.

3°) Développer la formation personnelle de nos effectifs militants.

4°) Intéresser l'ensemble du Parti à la solution de ces problèmes.

Le plus gros effort est porté, en commençant, sur la lecture et l'étude du **« Cours de l'Ecole élémentaire »** publié au début de cette année par le Parti. Le **« Cours élémentaire »** ne se donne pas comme but d'envisager tous les problèmes où de les approfondir. Il se borne a présenter une vue d'ensemble des problèmes théoriques et politiques, de préparer ses élèves à l'étude ultérieure et supérieure.

Les premiers cours de sections qui ont eu lieu dans diverses fédérations demontrent combien ce **« Cours élémentaire »** répondait à un besoin, combien il a été accueilli avec enthousiasme par les moniteurs d'éducation et leurs élèves.

Ces premières expériences seront multipliées dans les mois qui viennent, afin qu'un dixième de notre effectif passe par les écoles élémentaires, les meilleurs militants suivant les cours des écoles supérieures, fédérales et nationales au cours de cette même année.

Nos directions fédérales devront prendre toutes les mesures pour amener les adhérents à s'instruire dans les écoles et à se

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

former personnellement. Il est utile que dans chaque fédération soit institué un jour spécial pour la tenue des écoles.

La formation dans les écoles doit être appuyée par l'étude des classiques du marxisme-léninisme, de notre revue théorique **« Rénovation »** du **« Guide du militant »**, ainsi que des principaux discours des dirigeants du Parti.

Ce serait en effet une grave erreur de croire que tout va se résoudre par la tenue des écoles. Celles-ci ne toucheront qu'une partie de nos militants. Le passage dans les études du Parti n'est pleinement efficace que s'il s'insère dans un effort d'éducation continu, si ce qu'on a appris à l'école est ensuite sans cesse enrichi et renouvelé par l'étude dans la vie, si les methodes acquises servent sans trêve à cette étude personnelle.

La solution complète du problème réside dans une vie intérieure active de nos organisations du point de vue idéologique et politique.

*
* *

A quelques exceptions près, nous sommes encore loin du compte.

Or, le manque de vie politique dans nos organisations de base aboutit à écarter les communistes de la lutte idéologique. Elle leur en cache l'importance et elle les prive des armes nécessaires pour la mener.

Elle favorise ensuite, — et c'est le plus grave — une certaine cécité politique dans nombre de nos organisations et chez beaucoup de militants. Faute d'un travail théorique suffisant, ils perdent la perspective. Ils se laissent dominer par l'événement du jour, par un praticisme étroit.

Ils considèrent la formation politique et théorique comme l'apanage des spécialistes.

En perfectionnant notre travail éducatif, en entamant notre offensive de 1948 pour liquider le retard existant dans ce domaine, nous répétons à tous nos adhérents, en leur demandant d'y réfléchir, cette pensée lapidaire de KARL MARX, le créateur génial du socialisme scientifique : **« L'ignorance n'a jamais profité à personne ».**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Paul LIBOIS
Professeur à l'U.L.B.
Sénateur de Bruxelles.

La Cogestion dans l'Enseignement

Il y a aujourd'hui, en matière d'enseignement, comme en tout autre domaine, deux camps qui s'opposent : le camp démocratique et le camp impérialiste, anti-démocratique.

Le camp démocratique veut le développement quantitatif et qualitatif de l'enseignement, c'est-à-dire un enseignement qui s'adresse à un nombre toujours plus élévé d'individus et qui enrichisse à tous égards ces individus. Un enseignement qui les libère de toutes les habitudes de passivité acquises dans une société basée sur l'oppression de l'homme par l'homme, qui les conduise — en pleine connaissance du passé et du présent — vers la société sans classes, la société qui se construit et s'ébauche en U.R.S.S. et dans les pays de démocratie populaire.

Le camp impérialiste, au contraire, veut l'arrêt et même souvent la régression de l'enseignement. Le capitalisme est dans la situation où se trouvait le régime féodal lorsque ses représentants les plus qualifiés condamnèrent GALILEE. Plus les profiteurs de ce régime voient leur fin prochaine, et plus ils exigent que les maîtres disent aux jeunes : « Le monde ne bouge pas. Le capitalisme est éternel ». Les idéologues du capitalisme propagent sans scrupule le mythe du statu-quo tandis que, abrités par ce mythe et par de verbeux discours sur l'égalité, la liberté et la pureté de l'âme de l'enfant, des hommes de mains frappent traîtreusement l'école nationale et démocratique.

Certes, l'Eglise Catholique Romaine n'est plus, comme elle l'était encore au 17e siècle, une puissance financière de premier ordre. Mais, afin de conserver au maximum sa puissance idéologique, elle offre sans honte ses services à ceux qui lui ont succédé comme puissance économique. L'offensive contre l'école nationale et démocratique parut souvent menée, en Belgique, par l'Eglise Catholique Romaine et son appareil politique, mais l'aspect religieux ou philosophique n'est qu'un masque recouvrant une réalité inavouée. Les cadres du Parti

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Catholique — ou du Parti Social-Chrétien — ne songent pas souvent à servir leur Dieu ou le Dieu des hommes et des femmes qui les ont élus, ils recherchent la pérennité d'un monde moribond, condamné à ne plus pouvoir engendrer que guerres, crises et fascisme. Et c'est ainsi que le Parti Social-Chrétien est rejoint, dans la lutte contre l'école nationale et démocratique, par des hommes qui n'ont rien de religieux mais qui lient leur carrière politique à l'espoir d'une survivance suffisante du régime capitaliste dont ils vivent.

Il n'est pas, en matière d'enseignement comme ailleurs, de *troisième force*. Les néfastes défenseurs d'un mauvais *statu quo* et les maladroits équilibristes en quête de malhonnête « compromis » ne font qu'abuser, ou tenter d'abuser les hommes simples.

Il n'est que deux voies. L'une est celle de la défense, du développement de l'école nationale et démocratique, l'autre va vers l'étouffement hypocrite de cette école, vers le renforcement de l'école autoritaire dont l'objet double est de former d'une part des sujets dociles et souples et, d'autre part, *l'élite*, les *chefs* dont la mission sera d'ordonner au nom de Dieu. La première mène à la société où cesse l'exploitation de l'homme par l'homme. La deuxième n'est qu'une impasse.

* * *

Les partisans de l'école nationale et démocratique doivent être conscients de la situation actuelle, du danger que court l'école officielle en Belgique. Il est indispensable qu'ils se rendent compte de l'exact rapport des forces en présence. Il importe surtout qu'ils associent l'action à la conscience et qu'ainsi ils modifient à la fois ce rapport des forces et la situation elle-même.

Diverses organisations — Parti Communiste, Secteur enseignement de la C.G.S.P., C.P.D.E., Ligue de l'Enseignement, etc... — se sont efforcées d'étudier la situation, de rechercher des remèdes, d'indiquer des mots d'ordre d'action. Je me bornerai, dans cet article, à une question relativement négligée : LA COGESTION.

***

Il emporte en effet que cette question soit posée dans les établissements d'enseignement et cela pour les mêmes raisons générales qui la mettent à l'ordre du jour dans les entreprises économiques.

Il est cependant évident que des raisons générales identiques et dont l'ensemble conduit à la notion de cogestion, doivent

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

mener à des expressions concrètes diverses dans une entreprise industrielle, une ferme, une école. Des différences sensibles s'imposent même entre les divers types d'établissements scolaires.

La notion de cogestion s'affirme comme une rupture avec la tradition selon laquelle c'est celui qui possède l'argent, celui qui achète les bâtiments, les outils et la main-d'œuvre, qui décide seul, sans appel et ne rend compte à personne. Il s'agit de faire participer à la gestion, de façon, toujours plus active et plus effective — et sous des formes adaptées au mode d'entreprise, c'est-à-dire qui conduisent réellement au développement de cette entreprise — tous ceux qui œuvrent à la marche de l'entreprise et même, dans une certaine mesure, tous ceux qui ont intérêt au bon fonctionnement de l'entreprise.

Appliquons d'abord ces principes généraux à une école primaire, communale et nous verrons immédiatement la nécessité d'un nouvel équilibre où chaque individu, chaque groupe joue le rôle qui lui convient.

Certes nous ne demanderons pas aux enfants de 3 ans — ni même de 12 ans — de diriger l'école. Mais nous ne perdrons pas de vue que l'enfant, en entrant à l'école, devient jeune citoyen d'une petite société que nous voulons démocratique. L'enfant ne pourra donc être considéré comme un automate qui se bornerait à exécuter des ordres : *Essuie le tableau, Récite ta leçon.* L'enfant doit avoir toutes occasions de développer sa personnalité par son effort individuel, son activité propre, et aussi d'acquérir, à l'occasion de la vie en groupe, les vertus civiques élémentaires, le sens de l'action collective et de la participation à l'organisation du groupe auquel il appartient. Nous voulons donc l'enfant actif, la classe active, l'école active liée étroitement à la vie de la commune et, de ce fait même, en contact étroit avec la famille de l'enfant.

Il me paraît que ce sont les maîtres qui doivent être les principaux gérants d'une école communale. Encore faut-il que ces maîtres soient bien au courant des besoins des enfants actifs et qu'ils soient mandatés par les parents. Ils exerceront leur gestion en liaison étroite avec les parents, sous la direction des autorités pédagogiques et administratives. Le rôle de l'inspecteur cantonal peut être particulièrement important : il connaît la vie de l'instituteur, les besoins de l'école, et d'autre part il représente l'Etat, c'est-à-dire le principal pouvoir subsidiant. Un inspecteur cantonal qui se considère comme responsable vis-à-vis de la Nation du bon fonctionnement de l'enseignement national et démocratique de son canton peut réaliser

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

de grandes choses. Quant aux inspecteurs qui ne comprennent pas qu'ils ont à défendre et à promouvoir l'enseignement officiel, il importe que de sérieux avertissements leur soient adressés aussi bien par les autorités supérieures que par les amis de l'enseignement officiel organisés. Et que ces avertissements soient rapidement suivis, si nécessaire, de sanctions.

Il est désirable, et même nécessaire, que les amis de l'enseignement officiel s'organisent dans chaque commune — en tant que section du C.P.D.E. par exemple — et constituent un organisme démocratique qui aide les Conseils communaux conscients de leurs devoirs, qui critique les Conseils communaux incompétents ou adversaires de l'enseignement officiel et au besoin se substitue à eux pour l'accomplissement des tâches qu'ils négligent. Des propositions de lois favorables à l'enseignement national et démocratique — telles les propositions FISCHER-MUNDELEER et MISSIAEN — ne triompheront que grâce à l'action, organisée dès l'échelon communal, des amis de l'enseignement officiel.

* * *

Dans quelle mesure les indications précédentes, relatives à l'école primaire communale, doivent-elles être modifiées lorsqu'il s'agit d'écoles groupant des élèves de 12 à 18 ans ?

Il est clair que l'âge des enfants augmentant, leur rôle dans l'organisation de l'école peut et doit être accru. Je ne m'étendrai pas sur ce point, me bornant à signaler que les deux meilleures réalisations que je connaisse dans ce domaine, ECOLE DECROLY à Bruxelles et UNIVERSITE DU TRAVAIL à Charleroi, pourraient être utilement popularisées et généralisées.

Le rôle des parents reste très important. Leur liaison avec l'école est fructueuse et désirable, mais il est certain qu'il faut tenir compte, d'une part de l'indépendance croissante de l'adolescent et d'autre part de ce que, dans de nombreux cas, la compétence des parents diminue à mesure qu'augmente la complexité des études.

Il est nécessaire que les écoles *de 12 à 18 ans* entretiennent des contacts réguliers avec des milieux extra-scolaires variant d'ailleurs suivant le type d'école. Les écoles techniques ont toujours eu des rapports étroits avec l'industrie et ce contact est indispensable. Ce qui est condamnable et doit être modifié, c'est que, dans de trop nombreux cas, ces rapports n'ont pas été uniquement d'ordre technique mais ont conduit à une véritable sujétion de l'école vis-à-vis de certains industriels trop

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

soucieux de leurs seuls intérêts et inattentifs aux intérêts des enfants, c'est-à-dire de la Nation. Une proposition de loi, relative à la gestion des athénées et écoles moyennes a été déposée en juin 1917 par le sénateur MISSIAEN et contre-signée, entre autres, par P. MICHOT et moi-même. Cette proposition pourrait être utilement discutée par les maîtres directement intéressés. De telles discussions constituent une excellente méthode de démocratisation du travail parlementaire.

Sans entrer dans le détail de la gestion des écoles techniques, je veux cependant souligner le danger que représente le renforcement du front uni clérico-patronal dans ce domaine, et la prétention incroyable de ce front réactionnaire qui voudrait écarter de la gestion les pouvoirs subsidiants — Etat, province, commune — et le corps enseignant et se réserver exclusivement la direction sans même intervenir sérieusement du point de vue financier.

* * *

Les éléments qui modifient la notion de cogestion lorsqu'on passe de l'enseignement primaire à l'enseignement *de 12 à 18 ans* jouent encore lorsqu'on passe de cet enseignement à l'enseignement supérieur.

Il est évident, tout d'abord, que les étudiants et étudiantes de plus de 18 ans sont, à bien des égards, comparables à de jeunes travailleurs d'autres professions. Et les éléments communs ne pourront que se renforcer avec la démocratisation de l'enseignement supérieur. Dans les pays de démocratie populaire, les étudiants ont, par exemple, un rôle de premier plan dans la distribution des bourses d'étude ou dans l'établissement du niveau des présalaires. Il est inadmissible que, dans notre pays, des préjugés vieillis qui ne sont que vestiges d'une idéologie correspondant à une époque dépassée ne permettent pas à nos jeunes de mettre en œuvre, dans la paix reconquise, les magnifiques qualités dont beaucoup ont fait preuve pendant la guerre.

Il existe, à l'UNIVERSITE DE BRUXELLES, dans plusieurs Facultés, des Commissions consultatives où se rencontrent les délégués des étudiants et des professeurs. Ces commissions ont fonctionné, jusqu'à présent, dans de bonnes conditions et il est probable que leur rôle ira en se développant.

Il est également certain que, tout autant sinon plus que les écoles techniques, les établissements d'enseignement supérieur doivent être en communication, par des liens nombreux et étroits, avec divers groupes sociaux. Encore faut-il, ici aussi, que ces liens ne soient, en aucune sorte, des liens de sujétion.

Il n'est pas difficile de préciser, si l'on est d'accord avec les

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

principes ci-dessus, ce que doit être l'organe de gestion d'un établissement d'enseignement supérieur. Chose qui peut paraître curieuse : les organes de gestion des diverses universités du pays s'écartent tous, plus ou moins, des principes cependant fort simples que j'ai énoncés. Comment comprendre, par exemple, qu'à l'organe de gestion de l'Université catholique de Louvain, ne sont représentés ni le corps professoral, ni les pouvoirs subsidiants, ni les anciens étudiants, ni les étudiants ?

La gestion, la cogestion des établissements d'enseignement supérieur ne se pose pas seulement pour chaque établissement pris isolément : elle se pose également pour l'ensemble de ces établissements.

Ce n'est faire injure à quiconque, qu'il soit Ministre, Secrétaire Général ou Directeur Général à l'Enseignement supérieur, que de constater qu'un homme ne peut, isolé, avoir une vue d'ensemble des problèmes posés par l'enseignement supérieur et la recherche scientifique. C'est, au contraire, aider ces hommes isolés que d'indiquer leurs responsabilités beaucoup trop lourdes et de proposer de les faire reposer sur un corps qui soit l'émanation — réelle et non formelle et étriquée — de l'élite intellectuelle — au sens le plus large du mot — de la nation.

Plusieurs faits récents, éminemment regrettables, ont souligné la nécessité d'un Comité National de la Recherche Scientifique composé d'hommes compétents et indépendants et disposant de prérogatives et de pouvoirs soigneusement définis.

* * *

Je me suis limité à indiquer des ébauches de solutions à des problèmes qui me paraissent urgents. Je crois que ces ébauches peuvent être menées à bonne fin par un travail collectif au sein des divers organismes compétents et intéressés.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Antonio BANFI
Professeur à l'Université de Milan
Membre du C.C. du P.C.I.

La Lutte électorale en Italie

UN PEU D'HISTOIRE.

Le 18 avril, le peuple italien sera appelé à élire, selon la nouvelle Constitution, ses représentants à la Chambre des Députés et au Sénat. Pour comprendre la situation dans laquelle la lutte électorale se développe, et en saisir la gravité, il est nécessaire de revenir aux causes qui l'ont déterminée. Après la libération de toute la Péninsule, on constitua un gouvernement fondé sur les trois partis de masse qui étaient sortis vainqueurs des élections pour l'Assemblée Constituante : la Démocratie Chrétienne, le Parti Socialiste Italien et le Parti Communiste Italien. Ces trois partis s'étaient présentés aux électeurs avec des programmes qui permettaient, entre eux, une très large collaboration. Ils comprenaient, outre des lois pour l'établissement et la défense des libertés démocratiques et pour le séquestre au profit de l'Etat des profits illicites de régime et de guerre, des réformes fondamentales de structure; comme la réforme agraire, basée sur le partage de la grande propriété foncière (latifundia); la reconnaissance des conseils d'entreprises pour le contrôle de la production industrielle et agraire; le contrôle national des grandes industries de base et des principaux instituts de crédit; et des dispositions précises dans le domaine syndical et de l'assistance.

LA REACTION A L'ŒUVRE.

Dès le début il a été évident que le capitalisme italien se rangeait contre cette politique de réformes. Pendant qu'on fondait l'un après l'autre des journaux « indépendants » (aujourd'hui, sur 100 quotidiens, 70 au moins sont soutenus par la Confédération Générale de l'Industrie, à part ceux qui dépendent directement de groupements capitalistes déterminés), on finançait les mouvements néo-fascistes et monarchistes; on essayait, au sein de l' « **Uomo Qualunque** » de regrouper, au service de la réaction, les masses de mécontents et d'indécis; on alimentait les partis de droite, sortis battus des élections de juin 1946.

Ce mouvement de régression, dont le ton fut donné par l'ignoble campagne contre la guerre des partisans qui avait libéré le pays, et par la suppression de fait de toute épuration antifascite, pouvait compter sur l'appui de la haute et moyenne bureaucratie (compromise avec le régime aboli), des Alliés (fort

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

méfiants à l'égard de la nouvelle démocratie italienne) et, finalement, du Vatican, intéressé à maintenir et à consolider les privilèges obtenus du régime fasciste et à empêcher, sur le terrain politique, le progrès des forces du travail. Les derniers événements ont d'ailleurs montré que la politique réactionnaire de la haute hiérarchie ecclésiastique se fondait non seulement sur des motifs institutionnels, politiques ou idéologiques, mais sur des motifs bien plus matériels et concrets.

LE VATICAN.

Le Vatican est aujourd'hui encore une grande entreprise financière, intéressée directement ou indirectement dans plusieurs institutions de crédit (Ne notons pour mémoire que le **Banco di Roma**, le **Banco Ambrosiano**, le **Banco di S. Spirito**) ainsi que dans plusieurs grandes industries et grandes entreprises agricoles. Comme le récent scandale de Mgr CIPPICO et GUIDETTI l'a montré, il est devenu le centre d'une vaste entreprise d'exportation de capitaux et de commerce de devises, au grand préjudice de l'économie italienne.

C'est précisément l'accord intervenu entre le Vatican, le capital financier italien et les forces de l'impérialisme américain qui a permis à DE GASPERI, déjà tout désigné à cette fonction d'ailleurs, par son passé de député réactionnaire et antiitalien au Parlement de Vienne, et de soutien avoué du régime mussolinien, chef actuel de la Démocratie Chrétienne, d'imposer à son parti une orientation réactionnaire malgré les décisions de ses congrès.

COMBINAISONS DE COULOIR.

Cela commença par le sabotage, de la part des ministre Démocrates-chrétiens, des réformes contenues dans le programme d'action commune du gouvernement. Je cite en exemple le « **lodo DE GASPERI** » **(arbitrage DE GASPERI)** rédigé par le Président du Conseil lui-même au sujet des conditions de partage des produits agricoles entre les paysans travaillant sur les terres d'un patron **(mezzadria)**. Le sabotage continua, après les consultations de DE GASPERI aux Etats-Unis, par une crise extraparlementaire, qui lui permit d'éliminer du gouvernement les représentants des partis communiste et socialiste. Le nouveau gouvernement ne fut pas constitué par les cadres politiques de la Démocratie Chrétienne, mais par les représentants les plus influents du capitalisme terrien et financier, dont la plupart d'ailleurs s'étaient compromis avec le régime fasciste. Comme récompense de son déloyal concours, le parti libéral obtint d'introduire au Ministère, comme expert financier, le vieux professeur EINAUDI. Dans la réalité, les partis de droite, privés du financement du capital, qui s'orientait exclusivement sur la Démocratie Chrétienne, capable de manœuvrer une masse arriérée plus importante, perdaient graduellement de leur influence. Ils se fractionnèrent par des luttes internes. Le parti libéral subit une grave scission, et son leader, le philosophe âgé de 80 ans CROCE, fut renvoyé à ses chères études et eut ainsi le loisir de méditer sur la « **religion de la liberté** ». L' « **Uomo Qualunque** » se brisa, au cours de polémiques et d'accusations réciproques, en trois courants; le parti monarchiste essaya de se définir individuellement, tandis

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

que le M.S.I. (Mouvement Social Italien) à caractère néo-fasciste, recruta les épurés, les inciviques et les criminels fascistes amnistiés.

LA CAMPAGNE ANTICOMMUNISTE.

Cependant, ces forces incohérentes et dispersées de la droite, ont été enchaînées à la politique réactionnaire de la Démocratie Chrétienne, par le mot d'ordre de l'anticommunisme. Ce mot d'ordre fut renforcé et étendu par la propagande ecclésiastique. De la condamnation générale en termes soigneusement voilés, prononcée par le Pape, on en est arrivé à proclamer de la Place Saint-Pierre, une sorte de croisade anticommuniste : **« avec le Christ, ou contre le Christ ».** Plus tard, de la périphérie, firent écho les pastorales des Archevêques. Le premier a été le Cardinal SCHUSTER de Milan, bien connu pour ses sympathies mussoliniennes, pour ses bénédictions accordées à des milliers de drapeaux fascistes et pour les communions solennelles distribuées pendant la période la plus cruelle de l'oppression, aux fascistes sanglants de la brigade **« Muti ».** C'est ce même cardinal SCHUSTER qui a interdit l'administration des sacrements, non seulement aux membres du parti communiste, mais à tous ceux qui collaborent politiquement avec ce parti, ne fusse que par le bulletin de vote.

On entendit dans les églises, au lieu de l'Evangile, les slogans les plus obscènes de la propagande fasciste contre le communisme. On vit des groupes de femmes et de jeunes paysans fanatisés et encadrés par des curés gesticulants, traverser les rues comme un troupeau fatigué, répétant : **« Cri-sto, Cri-sto »** comme, jadis, les « squadristi » (troupes fascistes de choc) scandaient **« Du-ce, Du-ce ».** Le chantage s'ajouta au terrorisme moral, ainsi que la menace économique.

METHODES TOTALITAIRES ET SCANDALES FINANCIERS .

Après avoir mis en scène cette action de masse, après avoir orchestré la presse « indépendante », y compris les revues, les illustrés et les hebdomadaires humoristiques, après s'être assurée l'appui des œuvres vaticanes et des groupements capitalistes italiens et américains, la Démocratie Chrétienne instaura, au gouvernement, des méthodes totalitaires. La police a été réorganisée sur des bases fascistes. Les méthodes de repression féroce du régime passé ont été reprises. La bureaucratie a été asservie et corrompue. L'Assistance et les écoles ont été inféodées à l'Action Catholique. On a renouvelé le type du **« gerarca »** (hiérarche) fasciste, devenu désormais démocrate-chrétien : l'homme dévoué aux intérêts des grands hobereaux du capital, le valet prêt à tout à condition qu'on lui laisse les mains libres pour gérer ses propres affaires.

Une enquête parlementaire montra l'étroite liaison qui existe entre le monde politique démocrate-chrétien et la spéculation financière la plus éhontée. On a du procéder à la mise en jugement de ministres comme VANNONI et CAMPILLI, qui n'ont pu se sauver que grâce à la complaisance d'une majorité compromise. Des scandales gros et petits, qui vont du jeu en bourse à la vente au marché noir des produits destinés à l'Assistance Publique, ont signalé l'activité du gouvernement du « Chancelier » DE GASPERI. Le scandale qui a éclaté, ces jours derniers, au Vatican, a découvert l'étendue des responsabilités ecclésiastiques et

r Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

politiques dans le trafic clandestin des devises et dans l'exportation des capitaux à l'étranger.

UNE POLITIQUE DE FAILLITE.

La politique économique du gouvernement DE GASPERI, qui s'est installé désormais comme arbitre de la vie nationale, a été un véritable renversement de ce qui avait été le programme originaire de la Démocratie Chrétienne elle-même. Les profits de guerre et de régime ont été libérés de toute menace. La liberté la plus étendue a été rendue à la spéculation financière. L'exportation des capitaux a été tolérée. Par contre, aucun plan organique n'a été établi pour la reconstruction de l'économie nationale. Celle-ci a été laissée en proie à l' « initiative privée », c'est-à-dire aux intérêts particuliers. La réforme agraire a été désavouée, ainsi que la nationalisation des industries de base et du crédit. Les revendications des salariés agricoles et des paysans ont été sabotées, ainsi que celles des petits propriétaires, au profit des grands propriétaires, qui dominent la Confédération Générale de l'Agriculture. La reconnaissance des Conseils d'entreprises a été refusée. On a même essayé de restituer à la spéculation privée les industries groupées dans l'I.R.I. **(Institut de Reconstruction Italien)** qui avaient été assainies aux frais des contribuables. Contrairement à tous les engagements antérieurs, l'émission de papier-monnaie n'a cessé d'augmenter. Cela n'a pas manqué d'entraîner l'inflation et la dévaluation de la lire. Pour remédier à cette situation on a eu recours à la restriction des crédits. Cette mesure a entraîné la ruine des industries petites et moyennes, qui étaient fortement engagées dans la production. Pratiquement les prix sont aujourd'hui tellement élevés et les salaires et traitements tellement bas, que même une baisse marquée ne saurait garantir l'absorption des marchandises. Les industries ferment ou réduisent leur production. Cependant le chômage s'étend. Et la situation serait aujourd'hui encore bien plus grave, si la Confédération Générale du Travail ne menait pas une lutte tenace pour la défense des travailleurs de toutes catégories. L'offensive de la réaction, persuadée désormais d'avoir les mains libres, a été tellement violente que les travailleurs, malgré les pressions, les menaces, et les tentatives scissionnistes de la Démocratie Chrétienne, on pris pleinement conscience de l'importance de leur unité syndicale. Celle-ci reste sans doute une des garanties les plus sûres de la classe ouvrière et elle résiste aujourd'hui encore à des violentes attaques, fière d'avoir conduit, à travers des milliers de différends et de grèves, l'armée des travailleurs à la victoire.

La faillite de la politique économique du gouvernement DE GASPERI est tellement évidente que, dans sa propagande électorale, la Démocratie Chrétienne en est réduite à ne plus compter que sur le miracle de l'aide américaine, seule capable, d'après ses imprudents défenseurs, de sauver l'Italie de la ruine.

LES ALLIES DE LA ONZIEME HEURE.

Cependant, bien que la Démocratie Chrétienne puisse compter sur l'appui du capitalisme étranger et italien, sur le soutien du Vatican et de l'Action Catholique, sur la compromission de la haute bureaucratie, sur l'adhésion de toutes les forces de la droite, elle voit, jour après jour et toujours plus nettement, se ran-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ger contre elle les forces productrices du pays. C'est pourquoi, malgré l'opposition de l'organisation catholique, (qui ne prétendait pas collaborer avec des éléments notoirement francmaçons et anticléricaux) le Président DE GASPERI a été forcé — sous la pression américaine — d'introduire dans son cabinet les représentants des partis républicain et socialiste autonome. Ils ont apporté au gouvernement l'appui des capitalistes étrangers au groupement catholique et menacés par la puissance politique de celui-ci. Par cette manœuvre, DE GASPERI espérait, en outre, s'assurer l'appui des classes moyennes de tradition laïque, et des éléments sociaux-démocrates, non organisés dans le parti de NENNI. Politiquement les deux partis qui viennent d'accéder au pouvoir n'ont pas un grand nombre d'adhérents, et manquent de toute indépendance d'initiative vis-à-vis de la Démocratie Chrétienne, dont ils partagent l'aveugle anticommunisme, les méthodes de répression policière, et la responsabilité d'une politique économique chaotique et antidémocratique. Pour les PACCIARDI et les SARAGAT, traîtres à la démocratie républicaine et au socialisme, l'idéalisme de MAZZINI et l'idéologie socialréformiste ne sont qu'un masque dont ils usent pour tromper les électeurs et servir, plus efficacement, leurs patrons d'Outre-Atlantique.

On a découvert, il y a quelques semaines, une lettre de FARAVELLI, authentique et non démentie, envoyée d'Amérique — où il s'était mis en rapport avec ANTONINI et d'autres représentants des syndicats jaunes. Cette lettre, adressée à SARAGAT, disait textuellement : **« Si tu veux des dollars, il importe que tu fasses vite »**. Que tu fasses vite, c'est-à-dire, que tu réalises rapidement la scission du Parti Socialiste Italien.

LES FORCES SAINES DU PAYS.

Contre la coalition gouvernementale qui présente un aussi lamentable bilan d'autocratisme politique, de désordre économique, de complaisance vis-à-vis de la spéculation capitaliste nationale, de soumission à l'impérialisme étranger et de menaces envers la culture (1); les forces saines du pays se sont dressées. Ce sont d'abord, les paysans, que la **« Constituante de la Terre »** a réunis en congrès il y a deux mois, et qui comprennent toute la gamme des travailleurs de la terre, depuis les salariés jusqu'aux petits propriétaires, unis dans la défense de leurs intérêts contre la grande propriété féodale. Ce sont les ouvriers, les techniciens, les propriétaires d'industries petites et moyennes, qui luttent contre la spéculation financière, pour la défense et l'accroissement de la production, sur la base des conseils d'entreprises. Ce sont certains groupes des classes moyennes : commerçants petits et moyens, employés, artisans, atteints par la politique inflationniste et par les injustices fiscales du **« Gouvernement noir »**. Ce sont les intellectuels qui voient leur activité gravement compromise non seulement par les directives économiques, mais aussi par le sectarisme clérical de la classe dominante.

Nous devons ajouter à ces forces de l'opposition, tous ceux que l'occupation des terres incultes, que la reprise de l'organisation ouvrière, que les débuts d'une réelle démocratie communale (qui s'est manifestée dans les Conseils du Peuple) ont éveil-

(1) La censure des films et des spectacles s'en donne à cœur joie. Les représentations de *La Mandragore* de MACHIAVEL ont été interdites.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

lés dans l'Italie du Sud et dans les îles. Ces forces se regroupent sur le plan national. Elles sont appuyées par les partis communiste, socialiste, social-chrétien (catholiques de gauche), et demolaburiste (travailliste). Elles sont soutenues par l'adhésion de nombreux indépendants. Toutes ensembles, elles ont formé le **Front Démocratique Populaire.**

LE FRONT DEMOCRATIQUE POPULAIRE ET SON PROGRAMME.

Celui-ci se présente donc comme une grande coalition des partis de gauche et des forces démocratiques de la production. Il n'est pas une simple formation électorale. Il veut être un organisme démocratique qui fonctionnera, même après les élections, comme force progressive, qui assurera le contrôle populaire de la vie politique, et qui s'érigera en organisme de défense des libertés et des droits du travail. Il veut être, en d'autres termes, l'ossature solide qui permettra au pays de s'acheminer sur la voie d'une démocratie progressive.

Son programme, le seul programme réel (les partis de droite n'ayant d'autre programme que leur commune haine du communisme), peut se résumer en quelques lignes.

D'abord, garantie d'une effective démocratisation de l'appareil de l'Etat : réforme bureaucratique, contrôle des forces armées et de police, reconnaissance de l'autonomie administrative aux Communes.

En deuxième lieu, réformes générales de structure, garantissant une vie démocratique, permettant de reconstruire économiquement le pays, et assurant la défense et l'accroissenment de la production, par toutes les forces du travail. Réforme fiscale qui soulagera les petits contribuables. Réforme agraire : abolition de la grande propriété féodale, remise de la terre aux paysans, révision des contrats agricoles en faveur des salariés agricoles et des métayers, aide par le crédit, diffusion des formes coopératives pour la petite et moyenne propriété. Réforme industrielle, basée sur la reconnaissance des Conseils d'entreprises, sur la défense des petites et moyennes industries, sur l'aide financière à l'artisanat et au petit et moyen commerce, sur l'instauration du contrôle national de certaines industries de base. Réforme démocratique du crédit.

En troisième lieu, des réformes d'ordre social dans le domaine de l'Assistance, spécialement pour les femmes et les jeunes, et dans le domaine de l'enseignement et de la culture, afin d'en relever le niveau et d'en réaliser la fonction sociale, en y faisant accéder les nouvelles forces du travail.

Enfin, une politique d'indépendance nationale, de paix, de rapports amicaux et d'échanges avec tous les pays.

L'INTERVENTION ETRANGERE.

Et ceci nous amène à parler d'un nouvel aspect de la lutte politique actuelle en Italie : l'aspect international. Il est constant que la pression des Etats-Unis d'Amérique sur la péninsule italienne, fait partie d'un vaste programme impérialiste, dont il est inutile de tracer ici les lignes essentielles. Et il est évident que la position géographique de l'Italie lui donne une importance toute particulière dans le dispositif stratégique des forces impérialistes autour de la Méditerranée. Cette « position

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

privilégiée » est d'ailleurs encore augmentée par l'importance des anciennes possessions italiennes en Afrique et par celle du territoire libre de Trieste. Au cours de la première occupation déjà (que le commandement anglais a maintenue avec une maladroite sévérité militaire) il devint évident que le commandement américain et ses fonctionnaire civils étaient essentiellement des chargés d'affaires Ils se mirent rapidement en rapport avec les capitalistes et les hommes d'affaires italiens. Ils remplacèrent partout les capitalistes allemands. Ils pénétrèrent dans les industries italiennes, y participèrent ou les absorbèrent. Ils se servirent pour consolider leur positions, des secours UNRRA, habilement distribués.

Il ne fait plus de doute aujourd'hui, qu'Outre-Atlantique, on pensait à une concentration de centre, dont l'axe aurait été le Parti d'Action, étroitement lié, par ses représentants les plus qualifiés, à la « civilisation » américaine. Cette concentration se serait étendue des socialistes aux libéraux. Toutefois la dissolution du Parti d'Action, le refus du Parti Socialiste Italien de suivre l'exemple et le sort de ses confrères de France et de Belgique, la solidité et la combattivité de la Confédération Générale du Travail, la pression du Vatican vers une politique de droite, et l'appui de l'Action Catholique, contribuèrent à modifier le plan originaire. On axa la coalition sur la Démocratie Chrétienne. Puis, on essaya d'arracher aux gauches quelques lambeaux. On savait bien qu'il ne s'agissait que de chiffons, mais leur vert et leur rose, varièrent en quelque sorte le drapeau noir trop uniformément clérico-fasciste de la Démocratie Chrétienne. Le parti républicain, ou mieux ce qu'il en est resté après une série de démissions retentissantes, la racaille « autonomiste », de profiteurs et de traîtres, « l'Union socialiste » et le groupe « idéaliste » de SILONE, lié au travaillisme anglais, tout cela entra dans la coalition ministérielle, comme larbins des forces réactionnaires, en se faisant pardonner sa démagogie et son anticléricalisme par sa violence et son acharnement anticommunistes.

L'intervention ouverte de l'Amérique dans la vie politique italienne commença par la convocation à Washington de DE GASPERI. Puis suivit l'éloignement des représentants des partis communiste et socialiste du gouvernement. Vinrent ensuite les menaces et le chantage de la majorité de la presse des Etats-Unis, et des hommes d'Etat américains. Le plan TRUMAN ravala ouvertement l'Italie (au même titre que la Turquie et la Grèce) au rang de pion de l'impérialisme d'Outre-Atlantique. On en vint aux « visites amicales », dans les ports italiens, de la flotte des Etats-Unis, qui considérait désormais la Méditerranée comme un lac américain. On assista au débarquement et à la parade bouffonne des fusiliers américains. On entendit enfin le discours électoral, en faveur du bloc gouvernemental, de l'Ambassadeur des Etats-Unis. Cependant que l'opinion publique réagissait violemment, le gouvernement, par la voix de l'ambitieux et vétuste Comte SFORZA, assurait que tout ce déploiement de force rentrait dans le cadre des **« rapports traditionnels entre pays souverains ».**

L'AIDE AMERICAINE.

Entretemps débutait la propagande de l' « aide américaine ». Le peuple italien sait naturellement que la reconstruction dé-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

pend de la collaboration internationale, et il est disposé à y contribuer par son travail et ses capacités organisatrices. Il exprime sa gratitude pour toute aide, qui apporte un remède à une situation difficile momentanée. Mais il n'est pas disposé à payer cette « aide » de sa propre indépendance économique ou politique. L'aide américaine a eu, dès le début, un caractère assez particulier. Les cadeaux distribués par les œuvres vaticanes (**Opera Pontificia**) ont alimenté l'oisiveté des « frères » et des « sœurs », assuré le ravitaillement des paroisses et entretenu la propagande de la Démocratie Chrétienne. Les secours UNRRA n'ont pas été destinés à la protection des industries les plus saines, mais à l'américanisation des industries les plus rentables. Le plan MARSHALL, au fur et à mesure qu'on en apprend les détails, apparaît, même aux économistes indépendants (pour n'en citer qu'un : le professeur DE MARIA, Directeur de l'Université Commerciale de Milan, qu'on ne peut certes pas soupçonner de communisme ou d'antiaméricanisme de principe), comme un instrument, non pas d'organisation de la vie économique italienne, et de remède au chômage, mais de domination arbitraire. En voici quelques exemples : Le plan prévoit l'octroi à l'Italie d'un demi-million de tonnes de mitraille, alors que le besoin normal est de 12 millions. Et comme il empêche l'industrie italienne de s'en procurer à d'autres sources, cela signifie que cet octroi est destiné à tuer la sidérurgie italienne et à réduire la métallurgie au minimum. Le plan prévoit l'attribution à l'Italie, à un prix de faveur, d'un certain nombre de navires marchands, ce qui signifie la fermeture de nos chantiers, la dispersion de la main-d'œuvre spécialisée et, pour cette branche fondamentale, la dépendance de l'industrie étrangère. Finalement l'envoi de céréales ne se fera pas en froment, mais sous forme de farine et de pâtes alimentaires, ce qui causera la mort de l'industrie meunière et des pâtes alimentaires italiennes. On pourrait, bien entendu, multiplier ces exemples.

Il est donc évident que cette « aide » n'est qu'une forme d'impérialisme économique tendant à s'emparer de l'économie de notre pays et à y exporter le chômage américain. Et cela est encore plus évident, si l'on considère les obstacles créés par le gouvernement DE GASPERI, agissant pour le compte des impérialistes des Etats-Unis, à la conclusion de traités avec d'autres pays. L'invitation à traiter de l'U.R.S.S. a été repoussée sous des prétextes enfantins. On a allégué — ce qui a été formellement démenti — la prétention du gouvernement soviétique d'exiger une anticipation au paiement des réparations. Le traité avec la Yougoslavie, déjà défini par une commission présidée par M. MATTIOLI, conseiller délégué de la Banque Commerciale, attend depuis huit mois d'être ratifié. Et il convient de remarquer que ce traité, les deux économies étant complémentaires, nous est particulièrement favorable. Il nous permettrait, en effet, d'exporter des produits finis et d'importer des matières premières et des produits alimentaires. Au contraire, on a conclu, à l'improviste, un accord avec la France, pays où nous n'avons rien à donner ni à prendre. Dans la réalité ce traité n'est qu'un accord en vue de la formation d'un grand strust capitaliste pour l'exploitation conjointe des deux pays.

On aperçoit de plus en plus clairement ce qui se passe dans les coulisses de cet impérialisme économique. Les discours de TRUMAN et de ses satellites, la campagne de presse, la production renouvelée de matériel de guerre, les lois sur la conscrip-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tion militaire, sont les symptômes les plus clairs d'une politique de guerre, dans laquelle on veut entraîner l'Europe occidentale, et dans le cadre de laquelle on veut faire de l'Italie un poste avancé. La dernière maœuvre autour de Trieste est claire et nette : L'occupation alliée y a provoqué une tension extrême, et les alliés occidentaux déclarent être disposés à renoncer à l'établissement du territoire libre, et à en reconnaître l'annexion par l'Italie. Il y a moins d'un an, quand TOGLIATTI avait rapporté de son voyage à Belgrade la proposition du Maréchal TITO concernant un accord italo-yougoslave, sur la base du retour de Trieste à l'Italie, les milieux gouvernementaux avaient poussé les hauts cris à cause de cette intervention « non officielle », et les alliés occidentaux avaient déclaré que le traité ne pouvait pas être revisé. Aujourd'hui on parle d'un retour de Trieste à l'Italie, non pas en accord avec la Yougoslavie, mais contre elle. Dans le fait, on veut tout simplement maintenir l'occupation de la ville par les Américains.

Le gouvernement de l'autrichien DE GASPERI met en scène, sous la protection de la police, comme au temps des fascistes, des manifestations de forcenés réclamant la guerre. Les ouvriers de Milan ont répondu à ces provocations avec une telle énergie, que le mouvement clérico-américo-fasciste a été coupé définitivement.

Le peuple italien répondra le 18 avril aux impérialistes fauteurs de guerre, en levant bien haut le drapeau de l'indépendance nationale et de la paix. Il sait qu'il se bat non seulement pour sa propre liberté, mais pour la démocratie et la paix de toute l'Europe. Il compte, dans cette lutte engagée contre l'impérialisme, sur la solidarité et sur l'appui moral de tous les peuples civilisés, épris de liberté et qui aspirent au progrès.

LES FORCES EN PRESENCE.

La lutte électorale est donc engagée sur un vaste horizon de politique intérieure et internationale. D'un côté se rangent les forces, différemment orchestrées, de l'impérialisme capitaliste financé par le capital américain.

Au centre de ces forces se trouve le parti de la Démocratie Chrétienne. Le Vatican cherche à lui apporter les voix des masses politiquement les plus arriérées. Il fanatise le clergé. Il use du terrorisme moral le plus caractérisé. Des chaires de « vérité », des feuilles paroissiales montent les injures les plus absurdes et les plus vulgaires. Les fidèles sont menacés des peines éternelles et matérielles. On use du chantage envers les hommes. On terrorise les femmes. On suscite des miracles. On fait circuler les images saintes. On tend à créer une atmosphère d'Apocalypse.

A ses côtés nous voyons : A sa droite, le ramassis des partis de la réaction : néo-fascistes, monarchistes, qualunquistes, libéraux qui ont proclamé (Qu'en pense M. BENEDETTO CROCE, qui nie jusqu'à l'existence des classes ?) la lutte de classe, groupés pour la plupart dans le **« Bloc National »**. A sa gauche, les républicains de PACCIARDI, les socialréformistes de SARAGAT, le marais où confluent les rigoles de l'idéalisme inconsistant, du petit affairisme, de l'ambition politique, de la corruption civile, de la trahison à la république et à la cause des travailleurs.

Ce déploiement réactionnaire n'a pas de programme, ne veut pas avoir de programme. Il compte laisser le pays aller à la

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

dérive pour briser ses forces démocratique et le faire, ainsi, tomber entre les mains du capitalisme national et de l'impérialisme étranger. Sa propagande est une propagande de peur : peur de la faim, peur du courroux américain, peur du communisme, peur de l'excommunication, peur des tourments de l'enfer. On y cherche en vain un appel aux énergies du pays, un plan positif et autonome de reconstruction, un raisonnement paisible, un peu de confiance dans le peuple italien, dont ces gens n'ont partagé ni la résistance, ni la guerre de libération.

De l'autre côté se range le **« Front Démocratique Populaire »**, sous l'effigie de GARIBALDI Il groupe, comme nous l'avons dit, les forces des travailleurs, et en général les énergies saines et productives du pays, les partisans et les organisations de démocratie populaire, comme les **« Conseils du Peuple »**. Il encadre les partis communiste, socialiste, démolaburiste, social-chrétien, une partie des républicains, les ex-adhérants au Parti d'Action, et de nombreux indépendants.

Il se présente aux électeurs avec un programme de démocratie constructive, tendant à réaliser et à développer les principes contenus dans la Constitution et qui font du nouvel Etat une République de travailleurs. Il propose une série de réformes de structure dans l'agriculture, l'industrie et le crédit. Il garantit les bases économiques de la démocratie et la reconstruction du pays par l'augmentation de toutes les forces productives. Il demande et il offre une large collaboration internationale qui puisse garantir la reprise des rapports normaux, l'indépendance et la paix. Le « Front » est ainsi réellement une grande union des forces démocratiques italiennes. Il aspire à devenir un organisme de contrôle et de propulsion politique.

Il s'est constitué spontanément dans toutes les villes, même dans les plus petits villages. Il est l'Italie nouvelle qui a confiance en elle-même, dans son travail, dans les principes de liberté et de démocratie. Sa naissance a renversé la situation surtout dans le Sud et dans les îles. Elle a brisé l'ancien joug féodal et les camarillas locales. Elle a créé une nouvelle conscience politique progressive, qui éclaire à la fois le paysan libéré de l'asservissement au seigneur et qui aspire à la possession stable de la terre, et le bourgeois de la ville, à qui se présente un développement tout nouveau de la vie commerciale et industrielle. Malgré les menaces de ses adversaires le « Front » a suscité une atmosphère d'enthousiasme, de confiance, une volonté combattive et réalisatrice. Il engage l'ennemi et en dévoile les secrets. Il entraîne les énergies actives. La joie et la ferveur de vie qu'il a suscité sont caractéristiques. Dans son sillage, tout en restant indépendante, une Alliance de la culture s'est constituée pour la défense et le développement des organes de l'activité intellectuelle, jusqu'ici inhibés par l'inertie gouvernementale, par la pression des exportateurs de culture américaine, par la censure et la propagande cléricales.

*
* *

Il n'y a pas lieu de faire des pronostics. Il est facile de prévoir une concentration des voix de la réaction sur la Démocratie Chrétienne, aux frais des partis qui sont ses alliés. La vieille classe dirigeante italienne, compromise en partie avec le fascisme, court de cette façon au suicide. Mais il n'y a pas de doute

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

que, malgré la trahison des socialréformistes de SARAGAT que le labourisme anglais essaie vainement de revigorer, le « Front » recueillera un nombre de voix supérieur à celui que les deux partis de gauche ont obtenu aux dernières élections. Dans le Sud surtout, les forces démocratiques progressent rapidement. Dans le Nord, et surtout dans la Lombardie haute et dans la Vénétie, la Démocratie Chrétienne a engagé toutes ses forces. La lutte est dure et brûlante.

Une chose est certaine : Si même le « Front » devait ne conserver que ses positions anciennes, malgré l'action concertée du gouvernement, des milieux dirigeants américains, du Vatican et de la réaction intérieure, les armes de ses adversaires se seraient brisées dans leurs mains : la force de la démocratie s'imposerait. Mais dans le cœur de tous les démocrates d'Italie, hommes et femmes qui aiment leur pays et demandent une politique de liberté, de justice et de paix, vit l'espoir d'une victoire bien plus imposante, d'une victoire qui signifiera le salut d'Italie, et de sa civilisation.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Pierre JOYE

La Victoire de la Démocratie Populaire en Tchécoslovaquie

DURANT deux semaines, pendant la seconde moitié du mois de février, la crise politique survenue en Tchécoslovaquie a attiré l'attention du monde entier sur ce bastion, le plus occidental, des démocraties nouvelles.

Et, depuis lors, les « événements de Tchécoslovaquie » ont servi de prétexte aux dirigeants des puissances occidentales pour justifier leurs préparatifs belliqueux et une recrudescence de mesures réactionnaires (Pacte à Cinq, programme de réarmement renforcé aux Etats-Unis, intensification des mesures d'exception anti-communistes en Amérique et en Grande-Bretagne, etc...)

Il nous paraît donc indispensable d'examiner rapidement les caractères de la démocratie populaire tchécoslovaque et d'essayer de déterminer la portée de la victoire éclatante que les travailleurs de Tchécoslovaquie viennent de remporter sur la réaction.

Nous nous proposons d'examiner successivement :

I. — le développement de la Tchécoslovaquie depuis la Révolution nationale et démocratique de 1945.

II. — les événements de février 1947.

III. — le nouveau Front National.

I. — LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE TCHECOSLOVAQUE

LA Tchécoslovaquie fut le dernier pays à être libéré des Allemands : la libération de Prague fut achevée le 9 mai 1945, le jour de la victoire sur l'Allemagne.

Ceci ne signifie pourtant pas que les Tchécoslovaques aient attendu passivement l'écrasement de l'ennemi.

La Résistance fut active pendant la guerre et la lutte des masses mena à la révolte ouverte en Bohême comme en Slova-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

quie : la révolte de Banska Bystrica (29 août 1944) et la révolte de Prague (5 mai 1945) aboutirent l'une et l'autre à la libération avec l'aide de l'Armée Rouge : elles constituent la révolution nationale et démocratique des peuples tchèque et slovaque.

La révolution de 1918 avait été *une révolution nationale dirigée par la bourgeoisie :* elle aboutit à la formation de la première République, d'un *Etat Tchécoslovaque bourgeois.*

La révolution de 1944-45 fut une *révolution nationale et démocratique* entreprise sous la conduite de la classe ouvrière et des travailleurs qui avaient intérêt à ce que le peuple mène cette révolution avec bien plus de fermeté. Au cours de cette révolution, la classe ouvrière s'assura une série de positions-clés. Après avoir chassé l'envahisseur, le peuple entreprit une série de réformes de structure dans la vie politique et économique du pays. C'est pour cela que la nouvelle République tchécoslovaque s'orienta vers *un régime de démocratie populaire.*

LE PROGRAMME DE KOSICE

Ces caractères de la nouvelle République tchécoslovaque s'expriment dans le *Programme de Kosice.*

En avril 1945, les représentants des grands partis démocratiques tchèque et slovaque, formant le FRONT NATIONAL, se réunirent à Kosice, première ville tchécoslovaque libérée par l'Armée Rouge.

Ils y adoptèrent un programme d'action en 15 points, inspiré d'un esprit démocratique et progressiste et qui proposait notamment :

1. — La formation de *Comités Nationaux* fonctionnant comme organismes d'administration du pays.
2. — Le châtiment des traîtres et la confiscation des biens de l'ennemi et des collaborateurs.
3. — La nationalisation de l'industrie lourde et du crédit.
4. — La réforme agraire et une politique nouvelle à l'égard des campagnes.
5. — Une politique sociale visant à l'élévation du niveau de vie des masses populaires.
6. — La transformation du système scolaire et des institutions culturelles dans un esprit de démocratie et de progrès.
7. — L'établissement de rapports nouveaux entre Tchèques et Slovaques sur la base de l'égalité des deux peuples.
8. — Le transfert des populations allemandes.
9. — Une politique extérieure d'amitié avec l'U.R.S.S. basée sur le traité d'aide et de collaboration soviéto-tchécoslovaque conclu en décembre 1943.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Ce *Programme de Kosice* constitue la base du nouveau régime : il avait été proposé par le Parti Communiste tchécoslovaque et fut signé par tous les partis du Front National.

Le fait que le Parti Communiste ait été l'initateur de ce *Programme de Kosice* n'a rien d'étonnant.

Le Parti Communiste tchécoslovaque jouit, dès les années de la guerre, d'un prestige considérable. Il avait été le *seul parti* à lutter jusqu'au bout contre la politique de Munich.

Il fut l'organisateur principal du mouvement de Résistance, de la lutte directe contre les Allemands au cours de laquelle il perdit la moitié de ses membres.

Il fut l'organisateur du Front National avant de devenir la force dirigante de la reconstruction d'après-guerre.

Dans ce pays relativement industrialisé mais comprenant néanmoins une paysannerie importante (la Tchécoslovaquie compte 2½ millions d'ouvriers et d'employés et 1 million de paysans), le Parti Communiste n'est pas seulement soutenu par la grosse majorité de la classe ouvrière : il est *aussi* le premier parti dans les campagnes.

LA NOUVELLE CONSTITUTION

La guerre avait apporté des modificatons si profondes en Tchécoslovaquie qu'il s'avéra dès la libération qu'il ne pourrait être question de repartir purement et simplement de la situation existant en 1938.

Déjà en 1941, le Président BENES avait exprimé l'avis que l'après-guerre verrait une modification profonde de la structure de l'Etat.

« *La démocratie bourgeoise libérale,* écrivit-il à cette époque, *devra tirer des événements un enseignement pertinent... Elle ne pourra, après la guerre mondiale actuelle, revenir à ses anciennes positions.* »

Il apparut donc clairement, dès le début, que la nouvelle Constitution devait être *une Constitution nouvelle* destinée à « *codifier les conquêtes du peuple* » et non point un simple amendement à la Constitution tchécoslovaque de 1920.

La nouvelle Constitution maintiendrait le principe de la Constitution de 1920 : « *Le peuple est seule et unique source de pouvoir dans l'Etat* ». Mais ce pouvoir serait assuré de façon plus directe et plus profonde.

L'administration publique serait fondée sur le système des Conseils nationaux élus directement au sein du peuple.

Et les modifications seraient particulièrement importantes sur le plan des droits sociaux. L'expérience avait en effet montré que la seule définition des droits civiques et de l'égalité devant la loi ne suffisent pas. Il fallait, par conséquent, faire

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

un pas de plus : nationaliser les richesses naturelles, les sources d'énergie et les industries-clés; donner la terre à celui qui la cultivent en fixant l'étendue maximum d'un domaine à 50 hectares; assurer le droit au travail, aux loisirs après le travail, à l'assistance en cas d 'incapacité de travailler.

En un mot, il fallait démocratiser profondément la vie publique, aménager sur une base nouvelle les rapports entre Tchèques et Slovaques, réformer la structure du pays sur la base de nationalisations, d'un nouveau régime foncier et d'un planisme économique.

La Constitution de 1920 avait été l'expression juridique du fait que les nations tchèque et slovaque avaient reconquis leur indépendance nationale au cours de la première guerre mondiale et qu'elles s'étaient unies dans le cadre d'une république démocratique moderne.

Mais cette Constitution de simple *démocratie politique parlementaire* était désormais jugée insuffisante, comme telle, par la majorité du peuple.

Il s'agissait, par conséquent, maintenant, d'approfondir l'ancienne démocratie politique pour en faire *une démocratie économique et sociale.*

Il s'agissait de passer d'une démocratie seulement parlementaire à *une démocratie populaire.*

PREMIERES REFORMES DE STRUCTURE : LES COMITES NATIONAUX ET LES NATIONALISATIONS

Dès les débuts de la nouvelle République, diverses réformes de structure vinrent apporter, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique, des garanties que le nouveau régime serait vraiment démocratique.

En premier lieu, il convient de citer l'instauration des *Comités nationaux* et les premières *nationalisations.*

a) *Les Comités nationaux :*

Les *Comités nationaux populaires* apportèrent, dans le domaine politique, un premier élément de démocratie populaire.

Contrairement à ce qui se passe dans les régimes de démocratie parlementaire formelle (où les lois sont votées par le parlement mais où le pouvoir exécutif se trouve dans une large mesure entre les mains d'une bureaucratie), grâce aux Comités nationaux, le pouvoir exécutif se trouva véritablement entre les mains des représentants du peuple à tous les échelons inférieurs.

Les Comités nationaux sont nés pendant la lutte libératrice comme organismes populaires et clandestins.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Avant la libération du territoire, le gouvernement en exil promulgua, sur la proposition de GOTTWALD, un décret constituant ces Comités nationaux en organismes administratifs de canton, d'arrondissement et de département pour remplacer les préfets et sous-préfets dès la fin de l'occupation.

Au lendemain de la libération, ces Comités nationaux jouèrent un rôle considérable, notamment dans le domaine du ravitaillement, du contrôle des prix, de la police populaire : les autres organismes administratifs se trouvant dans leur secteur, leur sont en effet subordonnés.

Ces Comités nationaux, qui apportèrent un élément nouveau dans l'administration, initièrent les masses à la gestion des affaires publiques. Des dixaines de milliers de travailleurs font en effet partie, à tous les échelons, de ces Comités élus au suffrage universel et appelés par la loi à rendre compte de leur mandat deux fois par an à leurs électeurs.

Le Parti Communiste y détient partout de très fortes positions : les 3 présidents des Comités provinciaux sont communistes; sur 163 Comités d'arrondissement, 128 sont dirigés par des communistes; et il en va de même dans 6.350 des 11.512 Comités locaux.

b) *Les Nationalisations :*

Dès octobre 1945, le décret sur la nationalisation de l'industrie lourde et du crédit acquit force de loi.

La lutte pour obtenir cette décision fut acharnée.

Certains proposaient en effet que les nationalisations se fassent « par étapes », en commençant par les stations thermales, les mines, etc. Il s'agissait en réalité, pour eux, d'éviter la nationalisation de l'industrie lourde.

Les socialistes-nationaux, de leur côté, s'opposaient à la nationalisation des banques.

En fin de compte, le Parti Communiste et les syndicats obtinrent que l'on nationalisât *d'un seul coup* les banques, les assurances, les industries-clés (mines, sidérurgie, électricité) ainsi que les entreprises occupant (suivant le genre d'industrie) plus de 300 ou de 500 personnes.

Ces nationalisations donnèrent une *base économique* à la démocratie nouvelle : la Tchécoslovaqui devint un Etat d'un type nouveau où les moyens de production essentiels étaient enlevés à la grande bourgeoisie pour être confiés à l'Etat.

c) *Les Réformes agraires :*

Enfin, le transfert des 3 millions d'Allemands qui habitaient la Tchecoslovaquie et la confiscation des terres qui leur appar-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tenaient permirent de partager 1.700.000 hectares de terres arables et de les distribuer à 170.000 familles de journaliers et de paysans pauvres.

UN PREMIER ECHEC DE LA REACTION

Il va de soi que toutes ces mesures progressistes ne furent pas sans provoquer un mécontement sérieux dans les milieux capitalistes qui avaient malgré tout conservé de solides positions.

Dans l'industrie, un secteur privé important subsistait, notamment pour la quasi-totalité de l'industrie alimentaire, de la meunerie, de l'industrie de construction et même, pour une part, dans la métallurgie, la construction mécanique et l'industrie chimique.

Le commerce de gros et de détail restait également dans le secteur privé, dans sa quasi-totalité.

Beaucoup de spéculateurs étaient, par ailleurs, parvenus à réaliser de gros bénéfices illicites en mettant à profit les difficultés de ravitaillement inhérents à la guerre.

Enfin, beaucoup d'éléments réactionnaires, voire carrément philo-fascistes avaient pu se soustraire à l'épuration.

Il avait, certes, été décidé que les partis qui s'étaient ouvertement compromis par leur collaboration avec les nazis (le Parti Agrarien Tchèque, le Parti d'Unité Nationale Tchèque, le Mouvement Populiste Slovaque, et d'autres groupements fascistes slovaques) ne pourraient plus se reconstituer. Mais, après s'être montrés prudents au lendemain de la libération, beaucoup de leurs anciens adhérents parvinrent à se faufiler dans les partis adhérent au Front National, en particulier dans le Parti démocrate slovaque et même dans les partis populiste tchèque et socialiste-national.

Le 9 avril 1945, quelques semaines avant la libération définitive du territoire, le gouvernement FIERLINGER avait été constitué avec GOTTWALD comme vice-président du Conseil et des représentants de tous les partis du Front National. (Ce gouvernement comptait 3 communistes tchèques, 3 communistes slovaques, 3 social-démocrates, 3 socialistes-nationaux, 3 populistes tchèques, 3 démocrates slovaques et 4 ministres n'appartenant à aucun parti.)

La réaction plaça donc ses espoirs dans les élections fixées au 26 mai 1946.

La première République lui avait déjà montré qu'un régime inauguré sous le signe de la démocratie pouvait parfois se retourner contre le peuple qui avait placé sa confiance en lui.

En 1920, le gouvernement présidé par le social-démocrate

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

TUSAR s'était engagé, en collaborant avec la bourgeoisie réactionnaire, dans la voie qui mena d'abord à l'adoption de lois anti-ouvrières et au chômage, plus tard, à la veille de Munich, aux accords conclus entre le ministre agrarien BERAN et des ennemis avérés de la République, tels le nazi sudète HENLEIN et le fasciste slovaque HLINKA, enfin, à la trahison directe au profit de l'ennemi. (Lors de la crise de Munich, en 1938, les ministres agrariens menacèrent M. BENES de faire un coup d'Etat s'il acceptait l'appui que l'U.R.S.S. lui offrait malgré la capitulation des puissances occidentales. « *Nous aimons mieux être occupés par HITLER que défendus par VOROCHILOV* », déclara cyniquement l'un de ces ministres.)

La réaction espéra donc que les résultats des élections de 1946 permettraient d'évincer les communistes du gouvernement et de détruire les réformes démocratiques opérées depuis la libération.

Il lui fallut déchanter : les résultats électoraux confirmèrent au contraire que le Parti Communiste était, de très loin, le premier parti du pays.

LES ELECTIONS DE 1946

Les élections pour l'Assemblée Nationale Constituante eurent lieu, au suffrage universel, direct et secret de tous les citoyens — hommes et femmes — âgés de plus de 18 ans, le 26 mai 1946.

Le Parti Communiste arriva très nettement en tête, les résultats suivants étant enregistrés pour l'ensemble de la République :

Nombre total d'électeurs : 7.300.000.

Communistes	2.702.452 voix	(38 p.c.)	114 sièges
Socialistes-nationaux	1.303.463	(18,3 »)	55 sièges
Populistes tchèques	1.126707	(15,8 »)	47 sièges
Démocrates slovaques	982.924	(13,8 »)	43 sièges
Sociaux-démocr. tchèques	862.494	(12,1 »)	36 sièges
Parti de la liberté (slov.)	59.651	(0,8 »)	3 sièges
Parti du Travail (slov.) (fusionnera en 1947 avec le parti social-démocrate)	49.760	(0,7 »)	2 sièges
Bulletins blancs	32.159	(0,4 »)	

En Bohême-Moravie, le Parti Communiste obtenait 2 millions 217.11 voix sur 5.529.960 suffrages (41 p.c.) et 93 députés. Il distançait de très loin les trois autres partis tchèques (socialiste-national, populiste-catholique, social-démocrate).

En Slovaquie, (qui ne groupe que 23 p.c. du corps électoral), le parti démocrate-slovaque — dont nous reparlerons plus loin — obtenait 62 p.c. des suffrages. Le Parti Commu-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

niste slovaque, avec 490.000 voix (30,2 p.c. des suffrages) avait été pratiquement seul à s'opposer à cette coalition des survivants des anciens partis bourgeois, les deux autres partis slovaques n'ayant obtenu que des chiffres infimes.

A la suite de ces élections, CLEMENT GOTTWALD constitua, le 3 juillet 1946, un gouvernement comprenant 6 communistes tchèques, 3 communistes slovaques, 3 sociaux-démocrates, 4 socialistes-nationaux, 4 populistes tchèques, 4 démocrates slovaques et 2 sans-parti.

LES REALISATIONS DU PREMIER GOUVERNEMENT GOTTWALD

Sous la direction de CLEMENT GOTTWALD,la République tchécoslovaque s'engagea résolument dans la voie du progrès et du bien-être.

Les difficultés qu'elle rencontra au cours des premiers mois de son existence n'étaient certes pas négligeables.

La guerre avait causé pour environ 300 milliards de couronnes de dommages matériels. (La couronne tchecoslovaque vaut environ 90 centimes belges).

De plus, la sècheresse désastreuse qui sévit dans toute l'Europe centrale au cours de l'été dernier, provoqua de graves difficultés de ravitaillement et contrecarra sérieusement l'effort entrepris dans les campagnes. (La récolte n'atteignit que 63 p.c. de la moyenne pour les céréales, 48 p.c. pour les pommes de terre, 53 p.c. pour la betterave sucrière.) Les exportations massives de blé consenties par l'Union Soviétique — qui fournit une livraison supplémentaire de 600.000 t. de blé et de fourrage — permirent heureusement de rétablir dans une large mesure la situation alimentaire.

Caractérisons les réalisations essentielles de ces 18 mois.

a) *Le Plan biennal*

Dès le début de l'année 1946, le Parti communiste tchécoslovaque prit l'initiative de proposer un *Plan biennal.*

Ce plan fut admis à l'unanimité par l'Assemblée Nationale le 25 octobre 1946 et promulgué le 28 octobre, jour anniversaire de la République tchécoslovaque.

Le *Plan biennal* ne constitue pas un plan d'ensemble pour toute l'activité économique du pays : il détermine seulement les *secteurs les plus importants de l'activité nationale.*

Le *Plan biennal* portera, pour la fin de l'année 1948, la production industrielle à 110 p.c. du niveau d'avant-guerre (à 130 et même à 140 p.c. dans certaines branches).

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Les premiers résultats ont été tout à fait concluants : au cours des 8 premiers mois, les prévisions générales du plan furent exécutés et la production moyenne fut portée à 95 p.c. du niveau d'avant-guerre.

Au cours de la première année du plan (janvier-décembre 1947), les objectifs furent atteints, dans leur ensemble à 100,9 p.c.

Voici les pourcentages d'exécution pour les principaux secteurs :

Mines	99,8 %	Métallurgie	94,4 %
Fonderies	111 %	Verreries	92 %
Chimiques	89 %	Pierre, briques,	
Papeteries	113 %	céramique	100,4 %
Energie	98,9 %	Bois	110,1 %
Textiles	99,4 %	Cuirs et peaux	106,8 %

En janvier 1948, les prévisions furent réalisées à 103,6%. Ces succès sont, bien entendu, étroitement liés aux mesures de nationalisation qui avaient été prises.

Au printemps 1947, les mesures de nationalisation furent étendues à *toutes* les entreprises confisquées aux Allemands et aux traîtres. De ce fait, 66 p.c. des ouvriers et employés occupés dans l'industrie travaillaient désormais dans l'industrie nationalisée qui produisait par ailleurs 75 p.c. de la production industrielle.

A la fin de l'année 1947, devant la carence et le sabotage des grossistes dans le secteur des textiles, le ministre communiste du Commerce Intérieur, le Dr. A. CEPICKA, fit accepter la nationalisation de la distribution en gros du textile.

b) *Les prix et les salaires*

La Réforme monétaire entreprise en mai 1943 permit de maintenir l'équilibre entre les prix et les salaires.

Grâce à un contrôle rigoureux, le pouvoir d'achat de la couronne tchécoslovaque est resté nettement supérieur à celui du franc belge. Par rapport à 1939, l'indice des prix des produits de consommation essentiels atteint seulement 286.

Contrairement à ce qui s'est passé en Belgique, l'écart entre prix et salaires s'est opéré EN FAVEUR DES SALAIRES.

Comme le tableau ci-dessous le montre, les salaires réels des travailleurs tchécoslovaques sont aujourd'hui SUPERIEURS à ce qu'ils étaient avant la guerre :

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

	Gain hebdomadaire (en couronnes)	Indice du salaire nominal	Indice du salaire réel
1939 : mars	185,15	100	100
1946 : février	562,60	314,7	98,1
: octobre	703.08	379,7	119,7
1947 : mai	770,95	416,4	135,3
: août	783.88	423,4	144,9

Les salaires réels sont donc, d'après les derniers relevés, supérieurs de 45 p.c. environ au niveau d'avant-guerre.

c) *Le Revenu national et la Part du travail*

Grâce au plan biennal, le revenu national tchécoslovaque a augmenté de 15 p.c. au cours de l'année 1947.

De plus, grâce à la politique sociale menée en Tchécoslovaquie, la part des travailleurs dans ce revenu national est nettement plus grande qu'avant la guerre et elle augmente d'année en année :

	Revenu national global (en couronnes)	Salaires (en couronnes)	Part des salaires dans le revenu national
1937	56,8 milliards	34,4 milliards	58,6 p.c.
1946	155,4 milliards	103,2 milliards	66,4 p.c.
1947	178 milliards	122,2 milliards	69 p.c.

d) *Les mesures en faveur de l'agriculture*

Signalons enfin les mesures prises dans le domaine de l'agriculture.

Outre la répartition de la terre confisquée aux Allemands transférés, le ministre communiste de l'Agriculture, DURIS, entreprit la revision de la réforme agraire opérée sous la première République. Au mépris de la loi, quelque 3000 gros propriétaires fonciers avaient en effet conservé d'énormes latifundia. De plus l'Eglise avait également conservé des propriétés foncières considérables.

D'autre part, à l'initiative de M. DURIS, un système de prix différentiels fut établi pour l'achat des produits agricoles. D'après ce système, les prix payés aux producteurs étaient plus élevés pour les agriculteurs cultivant une propriété inférieure à 20 hectares, plus bas pour ceux qui cultivaient de 20 à 50 ha. et encore plus bas pour les propriétaires de plus de 50 ha.

M. DURIS prépara aussi une réforme agraire prévoyant la limitation des propriétés à 50 hectares maximum et diverses

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

mesures favorables aux agriculteurs (démocratisation des coopératives agricoles, octroi de crédits aux agriculteurs, etc.).

Des subsides importants furent par ailleurs octroyés aux producteurs agricoles pour les aider à faire face aux pertes qu'ils avaient essuyées par suite de la sêcheresse de l'été 1947.

Toutes ces mesures augmentèrent l'hostilité que la réaction éprouvait pour les communistes.

D'abord parce que certaines de ces mesures (la nouvelle réforme agraire, par exemple) portaient directement atteinte aux privilèges des propriétaires fonciers.

Ensuite parce qu'elles augmentaient considérablement la sympathie qu'éprouvaient pour les communistes les masses paysannes qui constituaient, avant la guerre, la base de masse essentielle des partis réactionnaires, en premier lieu du parti agrarien.

VERS LE SOCIALISME PAR LA VOIE PROGRESSIVE

Les succès remportés dans le domaine économique, l'amélioration du niveau de vie des travailleurs, les résultats du travail entrepris dans les campagnes, tout cela augmentait, de mois en mois, la confiance que les travailleurs tchécoslovaques plaçaient dans le Parti Communiste.

Ils le montrèrent en confiant à des communistes connus la direction des grandes organisations de masse tchécoslovaques : les syndicats ouvriers, l'Union des Paysans, les coopératives, l'Union de la Jeunesse, etc.

Ils le montrèrent aussi en ralliant, nombreux, les rangs du Parti Communiste.

Répondant aux aspirations de la majorité du peuple, tchécoslovaque, le Parti Communiste ne cacha pas qu'en s'appuyant sur les principes de la Révolution nationale, il s'assignait pour tâche de transformer peu à peu la démocratie populaire tchécoslovaque en un Etat socialiste.

Il ne cacha pas non plus qu'il entendait gagner la majorité de la population à son programme.

LE PRESTIGE CROISSANT DU PARTI COMMUNISTE

Rien n'est plus inepte que l'affirmation, reprise au cours de ces dernières semaines par la plupart des journaux belges, et qui s'efforce de faire croire que le Parti Communiste tchécoslovaque était « en perte de vitesse » et qu'il craignait d'essuyer un échec aux élections de 1948.

Rien n'est plus différent de la réalité.

En effet, le Parti Communiste l'avait hautement proclamé lors de l'ouverture de la campagne électorale : il se faisait fort

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

de rallier, dès les prochaines élections, les suffrages d'au moins 51 p.c. du corps électoral.

Et l'augmentation constante — fortement accélérée au cours de ces derniers mois — du nombre de ses adhérents, justifiait amplement cette ambition.

Le Parti Communiste tchécoslovaque comptait environ 50.000 membres avant la guerre.

Près de 25.000 de ses adhérents tombèrent dans la lutte contre les nazis (dont 42 membres du Comité Central).

Grâce au prestige que lui avait valu sa lutte contre l'occupant, le P.C. tchécoslovaque groupait pourtant déjà 500.000 membres trois mois après la libération.

En 1946, au moment des élections, il en groupait environ 1 million et au 1er janvier 1947, au moment de l'échange des cartes, il en comptait 1.043.754.

Au 28 novembre 1947, il en comptait 1.281.138, ayant gagné 237.384 membres en 11 mois, dont 63.000 pendant le seul mois de novembre.

(A l'occasion du 51e anniversaire du président du Parti, une journée spéciale de recrutement avait été organisée. Ce « *dimanche* GOTTWALD » apporta 34.573 nouvelles adhésions).

Le Parti Communiste tchécoslovaque comptait ainsi, dès la fin de l'année dernière, plus d'adhérents que les trois autres partis politiques tchèques réunis. (Ces chiffres ne concernent que les régions tchèques. Le Parti Communiste slovaque, organisé de façon distincte, comptait 200.000 membres à la fin de l'année 1947).

C'est précisément cette progression du Parti Communiste qui inquiétait les autres partis.

Et le secrétaire général du parti socialiste-national, le Dr. KRAJNA, ne l'avait pas caché car il avait protesté à l'avance contre les conséquences de la conquête de la majorité absolue par le Parti Communiste aux prochaines élections.

« *La revendication des 51% n'a pu être inventée que par la classe des gens qui veulent se débarrasser du contrôle démocratique* », avait-il déclaré au Parlement.

« *Si le fait de gagner la confiance de la majorité de la nation était anti-démocratique,* répondit à ce propos *ZAPOTOCKY, il faudrait introduire dans notre Constitution une clause fixant le pourcentage des voix que le Parti Communiste peut obtenir au cours des élections. Tout ce qui dépasserait les 49 p.c. devrait être abandonné par le Parti Communiste aux partis qui ont fait une telle politique qu'on a eu peu confiance en eux et auxquels le peuple a, par conséquent, accordé peu de voix !* »

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

LE PLAN DE LA REACTION

Les succès du gouvernement GOTTWALD et le renforcement constant des forces progressistes devinrent de plus en plus dangereux pour la réaction intérieure et extérieure.

La réaction intérieure se voyait directement menacée.

Le succès du plan biennal confirmait la supériorité d'une économie planifiée et nationalisée sur l'initiative privée.

Les mesures energiques prises contre les accapareurs, notamment dans le secteur du textile, montraient aux pècheurs en en eau trouble que l'ère des spéculations illicites était sur le point de se terminer.

Les mesures prises dans l'agriculture, en particulier les projets de réformes agraires plus accentuées, constituaient une menace directe pour les grands propriétaires fonciers.

Enfin, le développement du Parti Communiste confirmait aux ennemis de la démocratie que le temps ne travaillait pas en leur faveur.

De son côté, la réaction étrangère considérait la consolidation de la démocratie tchécoslovaque avec un déplaisir évident.

Avant Munich, des groupes financiers français, britanniques et américains possédaient d'importants intérêts en Tchécoslovaquie. SCHNEIDER-CREUSOT avait des participations considérables dans les usines SKODA; une filiale de la STANDARD OIL possédait les raffineries de KOLIN; UNILEVER avait des installations sur le territoire de la République.

Ces groupes avaient en général cédé ces intérêts aux Allemands après la dislocation de la Tchécoslovaquie mais les anciens propriétaires de ces entreprises n'avaient pourtant pas abandonné tout espoir de réconquérir ces avantages.

D'autre part, les milieux réactionnaires américains conservèrent longtemps l'espoir de détacher la Tchécoslovaquie de l'U.R.S.S. et d'y rétablir leur influence car cela leur aurait permis d'enfoncer un coin dans l'union des nations slaves et des Etats populaires.

L'interview que CLEMENT GOTTWALD accorda au directeur de l'agence américaine *United Press* coupa court à toute illusion que les Américains pouvaient nourrir sur l'attitude d'une Tchécoslovaquie démocratique dans ce domaine.

« *La Tchécoslovaquie n'a jamais joué et n'entend pas jouer le rôle d'intermédiaire entre « l'Est » et « l'Ouest »*, déclara le Président du Conseil. *Elle est fermement pour la politique internationale pacifique et démocratique de l'U.R.S.S. et des démocraties populaires. J'estime que cette politique est la seule politique démocratique et pacifique possible aussi bien pour « l'Ouest » que pour « l'Est ». Je pense en outre que cette politique peut être comprise par tous les démocrates de bonne*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

foi et que les mésententes et les incompréhensions sont intentionnellement entretenues par les agents de la réaction qui ne souhaitent ni la paix ni le renforcement de la démocratie. »

Poussée dans ses derniers retranchements, la réaction sentit donc de plus en plus que, sous peine de perdre définitivement la partie, il lui était indispensable d'intensifier son action contre les forces progressistes en général et contre le Parti Communiste en particulier.

Elle développa cette action sous des formes diverses :

a) de la façon la plus directe, sous forme de complots, en Slovaquie ;

b) de façon indirecte, en freinant par tous les moyens le travail constructif au sein du gouvernement, en recourant aux bons offices de certains ministres des partis de droite et en essayant même de mettre à profit les sentiments anticommunistes dont certains dirigeants sociaux-démocrates ne s'étaient pas encore débarrassés.

Ces méthodes ayant donné très peu de résultats, les porte-paroles de la réaction au sein du gouvernement passèrent carrément à l'offensive au mois de février dans une tentative, aussi maladroite que désespérée, de brusquer les choses avant la tenue des élections.

LES COMPLOTS SLOVAQUES

Pour comprendre l'origine des différents complots découverts en Slovaquie, il convient de dire quelques mots de ce pays.

La Slovaquie, qui couvre près des deux-cinquièmes du territoire de la République, compte à peine 3½ millions d'habitants (sur une population totale de 12.200.000).

Les langues tchèques et slovaques ont une origine commune. Mais si les deux peuples furent unis, au 9e siècle, au sein de l'empire morave, ils furent bientôt séparés : dès le 10e siècle, les Slovaques furent soumis aux Hongrois, tandis que les Tchèques ne passèrent, après des fortunes diverses, qu'au 17e siècle, sous la domination des HABSBOURGS.

Si Tchèques et Slovaques continuèrent néanmoins à se considérer comme des peuples frères, leur évolution économique fut fort différente : tandis que la Bohème s'industrialisa fort, la Slovaquie resta essentiellement agricole.

Il en résulta que, lorsque les deux peuples se trouvèrent réunis dans le République Tchécoslovaque de 1918 à 1938, les capitalistes tchèques considérèrent à peu près la Slovaquie comme une demi-colonie, comme un pays économiquement complémentaire de la Bohême et de la Moravie.

La première République ne détruisit pas la base sociale de

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

la réaction tchèque : les grandes propriétés foncières quasi-féodales dont l'Eglise possédait une grande partie. Et les mesures maladroites adoptées à Prague favorisèrent par ailleurs en Slovaquie l'éveil d'un courant en faveur de l'autonomie, voire de la séparation.

Après Munich, les Allemands flattèrent ces tendances en créant un « Etat slovaque », théoriquement indépendant. Les grands propriétaires fonciers collaborèrent sans aucune hésitation. Mgr. TISO créa un gouvernement ouvertement fasciste et HLINKA organisa un « parti unique » sur le type hitlérien.

La Résistance surgit néanmoins en Slovaquie et, en 1944, les partisans gagnèrent la montagne.

TISO appela la Wehrmacht contre eux mais, le 3 avril 1945, à la veille de l'occupation de Bratislava par l'Armée Rouge, il se réfugia en Autriche.

Après la libération, le pays fut gouverné par un *Conseil national slovaque*, émanation des Conseils nationaux des villages, etc.

Mais les réactionnaires slovaques regrettaient le « bon temps » de TISO et ils le regrettaient d'autant plus que les travailleurs slovaques s'étaient rapidement organisés. (Leurs syndicats comptent 200.000 membres).

Le « Parti démocrate slovaque » rassembla dans son sein tous les ennemis du progrès social.

A l'origine, ce parti avait été fondé par un petit groupe de protestants pour lutter contre l'occupant. La réaction catholique, terriblement compromise après l'équipée de TISO, n'osa pas fonder un parti à elle après la libération. A la veille des élections un accord fut conclu entre les leaders des « démocrates » protestants et des « néo-démocrates » (catholiques réactionnaires) dans le but de rassembler autour d'un seul parti de la bourgeoisie la masse des électeurs paysans et petit-bourgeois.

La campagne fut menée avec acharnement contre le Parti communiste (avec lequel l'ancien parti social-démocrate slovaque avait fusionné). Et les évêques slovaques — qui n'ont jamais désavoué TISO — adressèrent même une lettre circulaire aux fidèles en les avertissant qu'en s'abstenant de voter ou qu'on votant pour un parti non-chrétien, ils commettraient un péché.

C'est dans ces conditions qu'une majorité de 60 pour cent se porta sur la liste de ce parti « démocrate », parti hétérogène s'il en fut.

Comme le reconnaît l'hebdomadaire modéré français, « Une semaine dans le Monde » : « *Désireux de battre les communistes qui, seuls, se présentaient contre eux, les démocrates ne*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

purent le faire que grâce aux voix des milliers de Slovaques catholiques parmi lesquels se glissèrent naturellement la plupart des collaborateurs. »

La lutte pour la démocratisation de la Slovaquie s'engagea néanmoins.

Notons, en passant, que, pour combler le retard économique de cette province, le plan biennal y procédera à des investissements considérables : 27,4 p.c. des investissements industriels totaux seront faits en Slovaquie (quoique l'industrie slovaque ne représente à l'heure actuelle que 15 p.c. à peine de l'industrie nationale). Pour 1948, le nombre des ouvriers occupés dans l'industrie slovaque aura augmenté de 15 p.c.

Industrialiser la Slovaquie, c'est en effet détruire les bases économiques et sociales des amis de TISO.

En attendant, les forces progressistes slovaques ont fait des progrès si considérables au cours des derniers mois, que le rapport des forces s'est complètement modifié : non seulement parmi les travailleurs des usines mais aussi chez les paysans qui se sont aperçus, sur la base de leur propre expérience, que ce ne sont pas les « démocrates » mais bien les communistes qui leur apporteront la solution qu'ils cherchent depuis si longtemps. (Les Unions paysannes, notamment, très puissantes, sont dirigées par des communistes).

Et cette évolution rapide vers la gauche qui s'est manifestée parmi les masses ouvrières et paysannes slovaques a pour résultat que certaines formes de démocratie populaire se sont fait jour à Bratislava, à côté des formes strictement parlementaires, plusieurs mois avant que le même phénomène se produise à Prague.

Après les élections générales de mai 1946, il avait été décidé que les partis se partageraient les sièges au Conseil national slovaque et au Conseil des Commissaires (qui constitue l'organe exécutif du Conseil national), proportionnellement au nombre des voix obtenues à ces élections.

De ce fait, les démocrates-slovaques y obtinrent de part et d'autre la majorité absolue.

Mais la mauvaise gestion de certains Commissaires démocrates qui sabotèrent notamment systématiquement le ravitaillement afin de discréditer la République, incita les organisations de masse (syndicats, délégués d'usine, union paysanne, mouvement de résistance, etc) à organiser de puissantes démonstration qui forcèrent, en maintes occasions, la majorité « démocrate » — majorité purement formelle qui ne concordait pas avec la situation réelle — à renoncer à ses projets pour donner satisfaction aux organisations de masses et aux milliers de travailleurs groupés dans leur sein.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Un conflit de ce genre, particulièrement grave, éclata en novembre 1947 lors de la découverte d'un complot dans lequel une série de personnalités dirigeantes du parti démocrate-slovaque étaient directement impliquées.

Plusieurs complots avaient déjà été découverts précédemment en Slovaquie mais, cette fois, les preuves que des liens unissaient des groupes fascistes slovaques réfugiés à l'étranger (DURCANSKY) et des dirigeants en vue du parti démocrate-slovaque. Le secrétaire-général et le secrétaire de ce parti (KEMPNY et BUGAR) figuraient parmi les personnes arrêtées et le vice-président slovaque du Conseil des ministres, de Tchécoslovaquie, J. URSINY, fut obligé de démissionner, son secrétaire personnel ayant aussi été arrêté.

A Bratislava, les organisations de la Résistance, les syndicats, exigèrent impérieusement un remaniement du Collège des Commissaires et le remplacement des éléments réactionnaires par des représentants des organisations de masse.

A Prague, les démocrates-slovaques trouvèrent par contre des alliés chez les ministres populistes et socialistes-nationaux.

En fin de compte, un compromis fut accepté.

Les délégués des organisations de masse ne furent pas nommés au Collège des Commissaires où le principe de la représentation des seuls partis politiques fut maintenu.

Mais les quatre Commissaires les plus compromis furent remplacés par des membres d'autres partis de sorte que le parti démocrate-slovaque y perdit sa majorité absolue.

LE SABOTAGE DU TRAVAIL GOUVERNEMENTAL

Les 27 et 28 novembre 1947, le Comité Central du Parti Communiste de Tchécoslovaquie tint une session à Prague.

A la suite de cette réunion, il adressa une lettre ouverte à tous les membres du Parti pour attirer leur attention sur la vigilance dont il fallait faire preuve à l'égard des menées de la réaction.

Il est visible, exposait ce document, que la situation devient tendue au sein du Front National et au sein du gouvernement.

« *Les mois qui viennent de s'écouler ont été marqués par la lutte avec les éléments réactionnaires dans tous les secteurs de la vie publique.* »

Et le document rappelait une série de symptomes de cette tension croissante.

La lutte qu'il avait fallu mener pour faire décider « *l'impôt sur les millionnaires* » avait déjà montré la résistance que la réaction opposait à toute mesure progressiste. Cet impôt, signalons-le, avait été proposé par le Parti Communiste pour obte-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

nir les fonds nécessaires au versement d'une indemnité aux agriculteurs victimes de la sêcheresse.

Au sein du gouvernement, le projet avait soulevé de violentes protestations. Le Parti Communiste avait alors franchement porté la discussion devant le peuple, publiant le nom des onze ministres de droite qui s'étaient opposés à la loi.

L'immense majorité de l'opinion s'étant rangée derrière le Parti Communiste, l'ensemble du gouvernement s'était alors rallié au projet.

La *crise slovaque* avait ensuite montré les responsabilités des dirigeants du parti démocrate-slovaque qui n'avaient pas hésité à couvrir une organisation de traîtres et d'espions.

Fait plus grave, les dirigeants réactionnaires du parti démocrate-slovaque avaient trouvé des appuis parmi les dirigeants des partis populiste-tchèque et socialiste-national.

Au lieu de réclamer le châtiment sévère des auteurs du complot, slovaques, les éléments de droite avaient entamé une campagne contre la Sûreté Nationale !

De plus, alors que l'on constatait, au cours de ces événements, que les organisations de masse, les syndicats, l'Union des Agriculteurs, les mouvements de la Résistance se trouvaient aux premiers rangs pour défendre la République, certains partis politiques déniaient à ces organisations le droit de faire partie intégrante du Front National.

Et le Comité Central du Parti Communiste insistait sur le fait qu'il ne fallait pas restreindre le Front National à n'être qu'une simple coalition de partis.

« *Il n'est pas vrai que les partis politiques soient les seuls représentants de la volonté populaire. Les organisations de masse représentent une fraction beaucoup plus large de la population que les partis politiques. Dans la démocratie populaire, la participation des organisations de masse signifie la réalisation de la volonté des travailleurs groupés dans ces organisations.* »

Le document dénonçait enfin le fait qu'au sein du Front National et du gouvernement, les partis de la droite, les populistes-tchèques, les socialistes-nationaux et les démocrates-slovaques, concluaient des accords secrets dans le but d'obtenir des majorités mécaniques et de repousser toutes les initiatives progressistes.

« *Il ne suffit pas de parler du Front National, il est nécessaire d'en revenir à la conception du Front National telle qu'elle a été créée dans la lutte contre l'occupant et après la libération* », avait dit GOTTWALD, dans son rapport. « *Nous sommes fidèles et nous resterons fidèles, et, avec nous, le peuple tout entier, à une telle conception de Front National.* »

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Les semaines qui suivirent confirmèrent que les dirigeants des partis de droite étaient décidés à retarder par tous les moyens le travail constructif du gouvernement.

La réaction, il faut le noter, avait trouvé un encouragement précieux dans le fait que le Congrès du Parti social-démocrate qui s'était tenu quelques semaines plus tôt à Brno (14 novembre 1947), s'était terminée par une défaite de l'aile gauche de ce parti.

Le leader de l'aile gauche, Z. FIERLINGER sous les auspices duquel le Parti social-démocrate avait conclu, au mois de septembre, un accord d'unité d'action avec le Parti Communiste, avait seulement rallié 40 p.c. des voix à ses thèses.

Il avait dû céder la présidence à LAUSMAN, partisan de l' « indépendance » du parti. Celui-ci s'était certes gardé de prendre des positions ouvertement anti-unitaires mais il n'en était pas moins certain que son succès provenait avant tout de l'appui que lui avaient accordé des éléments nettement anti-communistes comme MAJER, qui plaçaient leur espoir dans le leader « centriste » pour imprimer à l'ensemble du parti social-démocrate une orientation moins favorable à l'unité socialiste-communiste.

Et il ne fait pas de doute non plus que les éléments réactionnaires des partis socialiste-national et populiste avaient trouvé un encouragement précieux dans les résultats du Congrès de Brno.

Leur attitude se raidit en effet progressivement au cours des semaines ultérieures. Non seulement ils s'ingénièrent à retarder par tous les moyens la discussion et d'adoption d'une série de réformes importantes qui devaient encore être incorporées dans la nouvelle Constitution mais, au mois de janvier, ils lancèrent l'idée que rien n'obligeait de régler ces questions litigieuses avant les élections.

En l'occurence, il s'agissait d'une série de réformes de la plus haute importance (l'assurance nationale, notamment, ainsi que plusieurs mesures destinées à aider les agriculteurs) que l'Assemblée Nationale avait été unanime à approuver en juillet 1946 quand elles lui furent présentées dans le programme gouvernemental.

En l'espèce, la réaction cherchait visiblement à gagner du temps afin de retarder l'exécution de mesures qui heurtaient ses sentiments de classe.

Une fois de plus, le Parti Communiste posa franchement le problème devant l'opinion, en marquant qu'il lui paraissait nécessaire d'adopter ces mesures le plus vite possible.

Sentant combien il lui serait difficile d'expliquer à l'opinion que l'adoption de mesures aussi importantes devait être remi-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

se jusqu'après la consultation électorale, la réaction modifia alors sa tactique.

C'est contre la Sûreté nationale — coupable de rechercher les complots avec trop de zèle, — c'est contre le ministre communiste de l'Intérieur, V. NOSEK, qu'elle décida finalement de porter un grand coup.

Un coup qui devait lui être fatal.

II. — LA CRISE DE FEVRIER ET SA SOLUTION

(Film des événements du 17 au 27 février)

MARDI 17 FEVRIER

La Campagne contre M. Nosek

Depuis quelques jours, divers milieux non-communistes avaient engagé une campagne contre le ministre de l'Intérieur NOSEK en prenant comme prétexte un incident insignifiant : le déplacement de huit hauts fonctionnaires de la police. Ils exigeaient que cette décision fût annulée et qu'il fût interdit au ministre NOSEK d'opérer des changements dans le personnel de son département.

Intensifiant cette offensive, le *Svobodné Slovo* (socialiste-national) écrit :

« *Nous reprochons au ministère de l'Intérieur d'abuser de son pouvoir d'une manière partisane... Nous appelons à la lutte tous nos partis politiques et en général tous les gens raisonnables y compris les membres raisonnables du parti communité tchécoslovaque.* »

Offensive concertée

Le *Rude Pravo* (communiste) publie de son côté un document qui montre que la campagne déclenchée contre M. NOSEK constitue en réalité le début d'une offensive générale contre le Parti Communiste.

Ce journal révèle en effet que, d'après des informations qui lui sont parvenues, un accord secret aurait été conclu entre les présidents des partis socialiste-national (Dr. ZENKL) et social-démocrate (LAUSMAN). Cet accord aurait notamment porté sur les points suivants :

1. Au cours de la campagne électorale, les deux partis ne s'attaqueront pas mais concentreront leur feu contre les communistes.
2. Une campagne commune sera déclenchée contre le minis-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tère de l'Intérieur en demandant la création d'une commission spéciale d'enquête.

3. Les deux partis s'opposeront au projet prévoyant une seconde réforme agraire.
4. Les deux partis mèneront campagne contre la C.G.T. et le prochain Congrès des Conseils d'usine auquel ils contesteront le droit de parler au nom du syndicalisme.
5. Invoquant l'impossibilité d'un accord sur les points litigieux, les deux partis réclameront que l'on anticipe la date des élections.

Incidents au Conseil de Cabinet :

Bien que le ministre de l'Intérieur, V. NOSEK soit absent pour cause de maladie, les représentants des partis socialiste-national, populiste et démocrate-slovaque exigent que la question de la Sûreté nationale soit discutée le jour-même et refusent de reporter la question au vendredi suivant comme le propose le président du Conseil, CLEMENT GOTTWALD.

Celui-ci lève la séance.

MERCREDI 18 FEVRIER

La Droite voudrait un « Gouvernement de fonctionnaires »

Le communiqué officiel publié à la suite de la réunion du conseil de la veille signale qu'au cours de cette séance « *s'est dévoilée une tendance réactionnaire visant à forcer le gouvernement actuel présidé par GOTTWALD à démissionner afin de le remplacer par un cabinet de fonctionnaires qui aurait pour tâche de « préparer » les élections dans le but d'assurer le succès de la droite. Il s'est aussi avéré que certains partis voulaient empêcher à tout prix le vote, avant les élections des lois sur l'assurance nationale, la réforme agraire, les allégements fiscaux en faveur des paysans et des artisans ainsi que d'autres lois entrant dans le programme que tous les partis s'étaient engagés à appliquer.* »

Le Parti Communiste appelle à la vigilance :

De son côte, le Bureau présidentiel du Parti Communiste publie une déclaration qui affirme que « *l'attitude des représentants de certains partis gouvernementaux est liée au désir d'instaurer, avant les élections, d'une manière anti-démocratique et anti-constitutionnelle, un gouvernement de fonctionnaires non-parlementaires qui devraient s'efforcer d'arracher le pouvoir des mains du peuple et de préparer les élections*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

dans une atmosphère de chaos politique et économique. »

« *A cet instant grave,* ajoute la déclaration, *il est indispensable que tout le peuple travailleur, ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, tous les hommes imbus d'idées démocratiques et progressistes, sans distinction de parti, Tchèques et Slovaques unis, soient en alerte et préparés avec toutes leurs forces à anéantir le germe de toute tendance subversive de réaction et à sauvegarder l'intérêt de l'Etat et de la nation.* »

« *Malgré toutes les tentatives de la réaction et de ses séides pour détruire le Front National et l'unité du peuple, un vrai Front National sera prêt à défendre le régime de la démocratie populaire, ce Front National représentant toutes les couches du peuple travailleur des villes et des campagnes sous la direction de CLEMENT GOTTWALD.* »

« *En connection avec cette évolution de la situation politique, le Congrès des Conseils d'usines et des organisations syndicales, convoqué pour le 22 février, ainsi que le Congrès des Commissions agricoles, convoqué pour les 28 et 29 février, prennent d'autant plus d'importance.* »

Echec de la séance du Front National

La Commission restreinte du Front National chargée d'examiner les questions non-résolues de la constitution se réunit sous la présidence de CLEMENT GOTTWALD. Par suite de l'atmosphère qui y règne comme conséquence des incidents survenus au Conseil de cabinet, il s'avère impossible d'y discuter les questions à l'ordre du jour et la séance est levée.

JEUDI 19 FEVRIER

Pour un véritable Front National

Au cours d'une allocution prononcée à l'assemblée syndicale de l'usine *Ceskomoravské-Kolben-Danek,* le député Z. FIERLINGER, leader de l'aile gauche du parti social-démocrate, déclare que les événements qui viennent de se produire ont supprimé les illusions relatives à la possibilité de rendre une vie véritable à l'ancien Front National. Un nouveau Front National doit surgir, déclare-t-il. Il doit englober tous les citoyens vraiment patriotiques, à quelque parti qu'ils appartiennent et il doit se constituer au besoin contre la volonté des cliques réactionnaires qui dirigent maintenant certains partis.

VENDREDI 20 FEVRIER

Journée décisive pour le Cabinet

Toute la presse signale que la discussion qui doit avoir lieu

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

au Conseil extraordinaire des ministres convoquée pour ce jour sera décisive.

Mr NOSEK est inscrit pour faire un exposé sur le conflit surgi à propos des nominations à la Sûreté nationale.

On souligne que, l'avant-veille, les représentants des partis socialiste-national, populiste et social-démocrate ont refusé de se réunir à la présidence du Conseil en invoquant que les conditions de leur participation ultérieure au gouvernement n'étaient pas réalisées.

Vers un bloc anti-communiste ?

Le correspondant à Prague de l'agence américaine *Associated Press* annonce, dans une dépêche reprise avec enthousiasme par la plupart des journaux belges, « *qu'à la suite d'une série de réunions et d'entretiens avec le président BENES, les leaders sociaux-démocrates ont décidé de s'opposer aux tentatives du parti communiste pour dominer la coalition du Front National.* »

« *Cette décision des leaders sociaux-démocrates,* ajoute ce correspondant, *a pour résultat d'assurer au bloc anticommuniste 62 pour cent des voix contre 38 aux communistes, alors que ces derniers espéraient, grâce à l'appoint des voix des voix des sociaux-démocrates, constituer une majorité d'extrême-gauche de 52 pour cent.* »

Un démenti social-démocrate

Interrogé par un rédacteur de *Mlada Fronta,* M.B. LAUSMAN, président du parti social-démocrate dément l'affirmation que la social-démocrate fût devenue partie intégrante de ce qu'on appelle le bloc anticommuniste.

« *Il n'y a rien eu et il n'y aura jamais rien de tel* », déclara-t-il. « *La présidence du parti a déjà déclaré clairement jeudi que la social-démocratie ne fera jamais partie d'un front anticommuniste, comme elle n'entrera pas dans un front dirigé contre la majorité de la nation, car ce serait le début de frictions politiques dangereuses d'où pourrait sortir même une guerre civile.* »

La démission des ministres de droite

Le Conseil de Cabinet est convoqué pour 10 heures du matin.

M. NOSEK, ministre de l'Intérieur, doit y faire rapport sur la situation de la Sûreté Nationale et le général SVOBODA, ministre de la Défense, sur l'affaire d'espionnage de MOST.

Le Conseil ne peut se tenir parce que les représentants des partis socialiste-national, populiste et démocrate-slovaque refusent d'y assister.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

L'après-midi, les ministres socialistes-nationaux, démocrates-slovaques et populistes remettent tour à tour leurs démissions au président BENES.

Gottwald chez Benès

A 16 heures, CLEMENT GOTTWALD, président du Conseil, V. NOSEK, ministre de l'Intériur et le général SVOBODA, ministre de la Défense, se rendent chez le président BENES.

Les ministres de l'Intérieur et de la Défense attirent l'attention du président BENES sur les attaques publiées par le quotidien socialiste-national, *Svobodné Slovo,* dont les accusations contre la Sûreté nationale visent à soutenir quelques traîtres impliqués dans les complots découverts récemment.

De son côté CL. GOTTWALD fait part au président de la République de la nécessité d'une refonte rapide du gouvernement et lui propose de compléter le cabinet.

Le président BENES ne prend pas encore de décision au sujet de la démission des ministres populistes, socialistes-nationaux et démocrates-slovaques.

Il reçoit par la suite les représentants du parti social-démocrates ayant à leur tête M. LAUSMAN.

Les sociaux-démocrates préconisent un replatrage

Dans un communiqué, le Secrétariat du Parti social-démocrate déclare qu'il condamne la démission des ministres. Ajoutant qu'il prendra toutes mesures utiles au sujet de l'attitude ultérieure des ministres sociaux-démocrates, le secrétariat signale qu'il préférerait une solution sur la base du maintien de l'entente de tous les partis et qu'il a dès lors conseillé au président BENES de ne pas accepter les démissions qui lui avaient été présentées.

Un appel du Parti Communiste

Le Secrétariat du Parti communiste publie une déclaration pour informer la nation toute entière qu'un bloc anti-populaire a l'intention d'essayer de renverser le régime.

De nombreuses usines envoient des résolutions : *Les traîtres ne doivent pas revenir au gouvernement ! Nous soutenons GOTTWALD !*

Le Secrétariat de l'Union des Partisans déclare : *Les partisans défendront la démocratie populaire pour laquelle ils ont combattu.*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Les espoirs de l'ambassadeur américain

L'*agence Ceteka* signale qu'à son arrivée à Prague, l'ambassadeur des Etats-Unis, M. STEINHARDT, a déclaré : « *Je n'ai pas perdu tout espoir de voir la Tchécoslovaquie revenir sur sa décision et participer directement au plan MARSHALL.* »

L'agence ajoute que l'ambassadeur américain a insisté pour que cette déclaration soit publiée dans la presse.

SAMEDI 21 FEVRIER

200.000 manifestants à Prague

A Prague, 200.000 personnes, entassées sur la Place de l'Ancien Hôtel de Ville, acclament CLEMENT GOTTWALD qui expose les raisons de la crise ministérielle et trace la perspective d'une solution démocratique conforme à la volonté du peuple.

GOTTWALD rappelle que la majorité des ministres avait voulu interdire au ministre de l'Intérieur de nommer encore des communistes aux postes dirigeants de la police. Cette décision était contraire à la Constitution et c'est pour cela que V. NOSEK n'en a pas tenu compte « *car nous n'abandonnerons jamais la police aux mains de la réaction.* »

« *Il ne s'agissait pourtant là que d'un prétexte,* continue GOTTWALD. *La véritable raison du départ des ministres démissionnaires est que la réaction intérieure, soutenue par la réaction étrangère, veut empêcher l'œuvre constructive du Gouvernement et le vote d'une Constitution démocratique et briser nos liens fraternels avec l'U.R.S.S.* »

Des représentants du parti social-démocrate et des syndicats prennent également la parole à ce meeting.

Une délégation ouvrière chez M. Benès

Une délégation de 55 ouvriers de grandes usines de Prague, *Kladno* et *Plzen,* envoyée de la manifestation qui s'est tenue sur la Place de l'ancien Hôtel de Ville se rend au Château de Prague. Une députation de cinq de ses membres y est reçue par M. BENES.

Le chef de la députation fait part au Président du vœu des ouvriers, qui ont cessé le travail le matin pour se rendre à la manifestation. Ceux-ci demandent que la démission des ministres appartenant aux trois partis politiques soit acceptée afin que le nouveau gouvernement soit complété avec des représentants des organisations nationales qui s'engagent à continuer avec succès leurs efforts en vue de la restauration et de la construction de l'Etat, en vue de conserver à sa tête l'ancien

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

président GOTTWALD, lequel a la confiance des travailleurs. Ils demandent aussi que les ministres démissionnaires ne soient plus acceptés en aucun cas.

Pas de gouvernement sans les communistes déclare Benès

Répondant à la délégation ouvrière, le président de la République, M. EDOUARD BENES, affirme d'abord catégoriquement qu'il n'acceptera jamais de « cabinet de fonctionnaires ».

« *Dès que j'eus entendu parler de cela par le Président GOTTWALD, j'ai déclaré catégoriquement qu'il n'existe pas pour moi de « cabinet de fonctionnaires » et que je n'en nommerai jamais un. Je vous prie d'en prendre acte. Nous avons un Parlement, un régime parlementaire et un gouvernement parlementaire. Aussi y aura-t-il encore un gouvernement parlementaire et il n'y aura pas de « cabinet de fonctionnaires ». C'est mon point de vue d'aujourd'hui, qui vaut et vaudra pour l'avenir.*

» *Par la suite,* continue M. BENES, *j'ai entendu dire qu'on ferait une tentative pour forçer les communistes à démissionner. Une tentative de ce genre, je ne l'accepte pas plus que la première et je ne l'accepterai pas. Votre démission ai-je dit au collègue GOTTWALD, je ne l'accepterai pas. Puis, je lui ai dit : « Vous êtes ministre-président; je ne ferai rien sans entendre votre avis. Je peux certes avoir également le mien, mais je dois connaître celui du ministre-président. Et si l'on faisait, une tentative pour vous chasser du gouvernement, pour moi un gouvernement sans communistes n'existe pas. » Je vous prie de répéter ce que je viens de vous dire d'une manière aussi énergique à ceux qui vous ont envoyés. Je parle d'une manière claire franche et consciente. Je dois mener le gouvernement de telle manière que personne n'imagine que nous pouvons chasser du gouvernement le plus important parti parlementaire.*

» *Et j'ajouterai ceci : non seulement le futur gouvernement ne sera pas sans communistes, mais il ne sera pas sans GOTTWALD. GOTTWALD est le président du parti le plus fort et quand le nouveau gouvernement sera nommé c'est GOTTWALD qui sera à sa tête. Cela me paraît l'évidence même.* »

Abordant enfin la question de savoir s'il doit accepter la démission des ministres qui ont quitté le gouvernement, le président BENES refuse de se prononcer encore sur ce point :

« *Je n'ai pas encore parlé avec les ministres qui ont démissionné. Ils ont certainement leurs raisons, mais vous ne pouvez me demander de me prononcer dès à présent sur la question.*

En se retirant, la délégation affirme que le président de la

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

République a la confiance de la classe ouvrière, qu'il peut compter sur elle et que le peuple travailleur, en retour, compte sur le Président pour avoir dans la République le calme et la paix qui sont si nécessaires au travail.

En Slovaquie

Répondant au vœu que des délégations ouvrières lui ont présenté la vieille, le président du Conseil des Commissaires slovaques, Dr. HUSAK, signifie aux représentants du parti démocrate-slovaque au Conseil que la démission présenté par leurs représentants à Prague implique leur départ à Bratislava.

« *C'est la deuxième fois,* déclara le Dr. HUSAK, *que le parti démocrate-slovaque provoque une crise politique. Nous ne sommes plus une république bourgeoise mais une république populaire. J'invite tous les représentants des organisations de résistance et des mouvements ouvriers et paysans à établir définitivement les bases de la république.* »

Un appel du Parti Communiste au Parti social-démocrate

Dans une lettre adressée au Parti social-démocrate, le Parti communiste écrit :

« *Nous devons montrer, devant la nation toute entière que nos deux partis demeurent les soutiens fidèles de la République démocratique et populaire et nous devons constituer un bloc socialiste solide.* »

Et au Président Benès

« *Dans toutes les manifestations qui se sont tenues* », écrit le Parti communiste dans une lettre adressée au président BENES, « *on espère anxieusement qu'en ce moment crucial, vous prendrez une décision conforme à la volonté populaire dans l'intérêt de la République.* »

DIMANCHE 22 FEVRIER

Le Congrès des Conseils d'entreprise

Le Congrès des Conseils d'entreprise, réunissant 8.000 délégués, se tient à Prague.

Le Congrès décide de déclencher une grève d'avertissement d'une heure dans toutes les usines de Tchecoslovaquie le mardi suivant.

« *Nous n'admettrons aucun trouble. Nous n'avons pas tra-*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

vaillé et nous ne nous sommes pas privés pendant plus de deux ans pour que les forces neuves et anciennes de la réaction jouent avec notre avenir. Nous ne pouvons assurer notre indépendance et notre liberté qu'en écartant graduellement les parasites et en continuant consciencieusement notre route vers le socialisme, l'alliance fidèle avec les Etats Slaves et l'U.R.S.S.

Nous sommes fermement déterminés à mettre énergiquement un terme à toutes les intrigues réactionnaires, aux spéculations sur un putsch de droite et à d'autres aventures de haute trahison. Nous ne tolérerons la confusion et le sabotage ni dans le gouvernement, ni au Parlement. Le Gouvernement et le Parlement sont tenus de discuter d'une manière accélérée les points du programme gouvernemental que tous les partis gouvernementaux se sont engagés solennellement à discuter. »

« *Celui qui est aux côtés des travailleurs n'a rien à craindre, mais celui qui ne marche pas avec nous est contre nous,* » déclare E. ERBAN (social-démocrate), secrétaire-général du Conseil Central des Syndicats. « *Quand on passe à l'action, on ne peut pas permettre que la discipline soit brisée* », déclare, de son côté, A. ZAPOTOCKY (communiste), président de l'organisation.

Au parti social-démocrate

La direction du parti social-démocrate annonce par contre que tout membre du parti qui prendra la parole à une réunion organisée par les communistes sera l'objet de mesures disciplinaires.

LUNDI 23 FEVRIER

Le Président Benès appelle au calme

La Chancellerie de la Présidence de la Republique communique :

En réponse aux télégrammes et aux lettres que le Président de la République reçoit de milliers de citoyens au sujet de la crise gouvernementale et dans lesquels s'expriment les vœux et les demandes les plus divers en ce qui concerne la solution de la crise, M. le Président de la République fait savoir qu'il s'adressera dans les jours prochains à l'opinion publique et exposera clairement son point de vue.

Pour le moment, M. le Président de la République invite tous les citoyens au calme, à la réflexion et les assure tous qu'il restera fidèle comme toujours aux principes de la démocratie parlementaire et usera de son influence pour que tous les partis du Front National recherchent un accord en vue de restaurer la collaboration de tout le Front National.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Le communiqué signale enfin que le président BENES a reçu, au cours de la journée, M. GOTTWALD accompagné de M. NOSEK; les représentants des partis socialiste-national, populiste et social-démocrate.

Le calme règne partout

Le Ministère de l'Intérieur communique que, grâce à des mesures décisives de sûreté, le calme et l'ordre public n'ont été troublés nulle part sur le territoire. Des préparatifs de putsch auxquels se livraient certaines organisations socialistes-nationales ont pu être démasquées à temps. Quelques centaines d'étudiants qui étaient descendus dans la rue, ont été dispersés dès que sont apparues les colonnes ouvrières.

Hésitations chez les social-démocrates

Le Comité directeur du parti social-démocrate tient une réunion qui dure presque toute la journée.

Il devait d'abord se prononcer sur l'exclusion d'un certain nombre d'orateurs qui avaient participé à des manifestations organisées par le Parti communiste mais aucune décision ne put être prise sur ce point.

Concernant la crise, la direction du parti social-démocrate déclare finalement que ses représentants au gouvernement ne donneront pas leur démission mais il réitère son désir d'arriver à un accord avec les autres partis.

Il marque finalement son accord avec le Conseil des Syndicats concernant les nationalisations et la grève d'avertissement du lendemain.

Perquisitions au parti socialiste-national

Au cours d'une perquisition opérée l'après-midi au siège du parti socialiste-national, la police découvre des documents qui confirment que les « commissions militaires » de ce parti avait fait des préparatifs en vue de provoquer un « putsch » réactionnaire.

Des poursuites contre un leader démocrate-slovaque

La Sûreté Nationale engage des poursuites contre le député démocrate-slovaque JAN URSINY, inculpé d'avoir conservé des relations avec l'espion fasciste slovaque DURCANSKY et de lui avoir livré des secrets militaires.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Formation des comités d'action

Au cours de la soirée, 300 personnalités dirigeantes de tous les partis politiques se réunissent sous la présidence d'ANTONIN ZAPOTOCKY et constituent le Comité d'Action Central provisoire du Front National.

112 représentants d'organisations de masse assistent à cette conférence (la C.G.T., les Fédérations de Coopératives, des Partisans, des Associations culturelles, de l'Union des Agriculteurs, de l'Union des Ecrivains, de la Communauté des Légionnaires, de la Fédération des Prisonniers, Politiques, etc.) 175 personnalités des milieux scientifiques, économiques, artistiques, militaires, politiques y assistaient également.

Au cours de cette réunion, CLEMENT GOTTWALD expose son plan de solution de la crise gouvernementale :

« *Le choix des nouveaux membres du gouvernement ne peut résulter de négociations avec les dirigeants actuels des partis qui ont provoqué cette crise. Ne peuvent entrer au gouvernement que ceux qui ne sont pas d'accord avec les procédés de ces partis.* »

« *Un tel gouvernement établira lui-même son programme et se présentera devant le Parlement. J'ai des raisons de croire que le Président de la République acceptera la liste des nouveaux ministres que je vais lui soumettre.* »

A la fin de la réunion, l'assemblée unanime approuva une proclamation déclarant notamment :

« *Après avoir entendu l'appel unanime de notre peuple, fidèles aux principes énoncés dans le programme du Front National, nous nous groupons pour rénover le Front National sur des bases plus fermes et plus solides. Nous acceptons pour la collaboration toutes les forces positives de la nation. A côté des partis et des groupes politiques s'uniront pour une collaboration pleine de concorde dans le Front National, les grandes organisations nationales, les représentants de la culture et de l'Eglise ainsi que tous les hommes d'honneur, sans distinction de parti. Nous voulons que le Front National soit dans l'avenir un organisme beaucoup plus solide afin qu'il puisse appliquer son programme et assurer sa réalisation complète.* »

« *Pour cela nous nous donnons la main et formons le* Comité Central d'Action du Front National, *organe suprême de l'unité démocratique de notre peuple. Nous faisons appel à tous les patriotes honnêtes, démocrates et socialistes pour que, de même ils se donnent la main dans les usines, dans les localités, les districts et les régions, afin que, de cette manière, l'unité du peuple et de la nation se manifeste comme une puissante*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

force organisée. Veillez, afin que les partis politiques dont les éléments ont quitté la base du Front National, soient épurés des éléments réactionnaires et que, ainsi, il soit possible de découvrir la voie menant à une collaboration dans la concorde.»

MARDI 24 FEVRIER

La grève d'avertissement

Deux millions et demi de travailleurs suspendent le travail en guise d'avertissement.

Sur tout le territoire de la République, le travail est interrompu pendant une heure avec une discipline parfaite.

La volonté du monde du travail s'exprime dans cette demande unanime que la démission des ministres qui ont trahi la confiance populaire soit acceptée.

Dans toutes les réunions qui se tiennent, les travailleurs formulent la revendication que le gouvernement soit complété suivant les propositions du Premier ministre GOTTWALD car c'est la seule voie de solution rapide de la crise.

Les comités d'action à l'œuvre

A travers le pays, les Comités d'Action entrent en œuvre et prennent les mesures nécessaires dans l'intérêt de la sécurité de la République.

Le secrétaire-général du Conseil des Syndicats, E. ERBAN, déclare :

« *Si la réaction pense que notre pays peut être jeté dans le camp des forces impérialistes, quelque part entre Madrid, Athènes et Francfort, nous lui montrerons qu'elle s'est trompée.*

Un manifeste de l'aile gauche social-démocrate

Z. FIERLINGER, Madame JANKOVCOVA (ministre de l'Industrie) et 23 autres dirigeants du parti social-démocrate publient un manifeste en faveur de la collaboration entre sociaux-démocrates et communistes et pour l'adoption d'une politique socialiste conséquente au sein de leur parti.

Les entrevues du Président Benès

Au cours de la matinée, le président BENES reçoit les ministres démocrates-slovaques démissionnaires.

L'après-midi il reçoit Cl. GOTTWALD et examine avec lui

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

la possibilité de créer un nouveau gouvernement dont le point de départ serait le Comité d'Action du Front National.

Manifestations populaires

Dans la soirée, des milliers de travailleurs manifestent, à la sortie des usines et des bureaux, pour un nouveau gouvernement GOTTWALD et pour un nouveau Front National.

MERCREDI 25 FEVRIER

Les résolutions ouvrières affluent

Des ordres du jour affluent des usines où les ouvriers exigent que la démission des ministres réactionnaires soient acceptées.

Les travailleurs avertissent que si la volonté du peuple n'est pas accomplie, la grève générale sera déclarée.

Accord au parti social-démocrate

La direction du Parti social-démocrate adresse, à tous les membres de la social-démocratie tchécoslovaque l'appel suivant, signé par BOHUMIL LAUSMAN et ZDENEK FIERLINGER :

Les événements qui, au cours des derniers temps, ont pris une cadence toujours plus accélérée, ont provoqué dans notre parti des divergences d'opinion que l'on a réussi maintenant à effacer grâce à un accord et à une décision unifiée sur la base d'une collaboration socialiste sincère. Nous nous sommes décidés pour le projet de nouveau gouvernement et pour la création sur une large base d'un nouveau Front National actif. Nous invitons tous nos camarades, hommes et femmes à l'union et à une compréhension réciproque et demandons qu'ils adoptent une attitude calme et réfléchie et qu'ils se serrent étroitement autour du parti.

La crise est résolue.

A 16.30 h. le président EDOUARD BENES reçoit CLEMENT GOTTWALD et l'informe qu'il accepte la démission des ministres qui avaient quitté le gouvernement le 20 février ainsi que les propositions du Président du Conseil en vue du remaniement du gouvernement et de l'adjonction de nouveaux ministres dont il signe la nomination.

CLEMENT GOTTWALD se rend, sur-le-champ, à la place Venceslas où il annonce aux masses descendues dans la rue, la solution de la crise et la composition du nouveau gouvernement.

Le peuple accueille cette nouvelle avec une enthousiasme indescriptible.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT GOTTWALD :

Président : CLEMENT GOTTWALD *(communiste)*
Vice-présidents : V. SIROKY (*communiste slovaque*)
B. LAUSMAN (*social-démocrate)*
A. ZAPOTOCKY (*C.G.T., communiste).*

Affaires Etrangères	: J. MASARYK (*sans-parti)*
Défense nationale	: général SVOBODA (*sans-parti*)
Industrie	: Z. FIERLINGER (*social-démocrate*)
Finances	: J. DOLANSKY (*communiste*)
Justice	: A. CEPCIKA (*communiste*)
Information	: V. KOPECKY *(communiste*)
Prévoyance sociale	: E. ERBAN (*C.G.T., social-démocrate*)
Unification	: V. SROBAR (*Parti de la liberté slov.*)
P.T.T.	: A. NEUMANN (*socialiste national*)
Agriculture	: J. DURIS (*communiste slovaque*)
Commerce intérieur	: F. KRAJCIR (*communiste*)
Intérieur	: V. NOSEK (*communiste*)
Santé publique	: Mgr. J. PLOJHAR (*populiste*)
Communications	: A. PETR (*populiste*)
Technique	: E. SLECHTA (*socialiste national*)
Ravitaillement	: Mme L. JANKOVCOVA (*soc.-démocr.*)
Education	: Z. NEJEDLY (*communiste*)
Commerce extérieur	: A. GREGOR (*communiste*)
Secrét. d'Etat aux Affaires Etrangères	: V. CLEMENTIS (*communiste slov.*)
Secrétaire d'Etat à la Défense nationale	: J. SEVCIK *(démocrate slovaque).*

JEUDI 26 FEVRIER

Le travail des comités d'action

Les Comités d'Action qui se forment partout poursuivent des changements profonds dans l'administration (ministères et organismes de l'Etat), dans les usines, dans les coopératives, etc. où ils procèdent à l'élimination des éléments hostiles à la démocratie populaire.

Des gérants nationaux sont envoyés dans les usines occupant plus de 50 ouvriers et dont le Congrès des Conseils d'entreprise a demandé la nationalisation.

Les partis socialiste-national, populiste, démocrate-slovaque éliminent, de leur sein, les dirigeants qui s'étaient dressés contre un véritable Front National.

VENDREDI 27 FEVRIER

Gottwald remercie le président Benès d'avoir écouté la voix du peuple

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

En présentant les nouveaux ministres au président BENES, C. GOTTWALD lui a adressé ses remerciements pour la confiance qu'il fait aux membres du nouveau gouvernement.

« C'est votre grand mérite, M. le Président, d'avoir entendu la voix de notre peuple, d'avoir reconnu combien était juste son ressentiement et justifiées ses revendications, d'avoir contribué à une solution rapide de la crise dans l'esprit de la volonté de notre peuple, d'avoir contribué d'une façon notable à accélérer le cours des événements et à l'orienter désormais vers une voie strictement démocratique, constitutionnelle et parlementaire.

Le Gouvernement se présentera sous peu devant l'Assemblée Nationale et je suis persuadé qu'elle approuvera le nouveau gouvernement et son programme. Aussi pouvons-nous réfuter en toute consciences certaines déclarations étrangères qui parlent de menace à la liberté et aux méthodes parlementaires. Ils ne nous donnent pas une leçon de démocratie et de parlementarisme ceux qui ont Munich sur la conscience, ceux qui ont pactisé sur notre peau avec l'Allemagne hitlérienne et qui ont déchiré, à l'encontre de la démocratie et du droit, des traités d'alliance et d'amitié qu'ils avaient conclus avec nous. »

« Au contraire, et je le répète, c'est avec fierté que nous pouvons dire que, de nouveau, nous avons montré au monde entier le sens profond et sincère de la démocratie dont notre Etat est imbu ainsi que notre fidélité aux principes de la tranquillité et du bien-être du peuple. Aussi permettez-moi de vous exprimer notre très réelle gratitude pour votre appui si significatif qui nous a permis d'assurer la victoire à la cause du peuple et de la démocratie. »

La réponse du président Benès

Le président BENES répondit :

« J'ai accepté la démission des membres du gouvernement et j'ai signé les décrets de nomination. Vous avez eu raison de déclarer, Monsieur le Président, qu'il n'a pas été facile pour moi de prendre une décision et que, au contraire, comme vous l'avez reconnu vous-même, j'ai réfléchi longuement et sérieusement sur la crise. Je suis arrivé à la conclusion qu'il fallait accepter votre projet. Vous savez que nous nous sommes longuement entretenus sur l'ensemble des problèmes et que nous avons longtemps discuté sur leur solution. Mais j'ai vu que, autrement, la crise eût encore empiré et que, finalement, elle aurait pu aboutir à une scission de la nation qui eût pu dégénérer en un bouleversement général. Il faut pourtant bien que l'Etat soit dirigé et administré. Vous voulez mener l'Etat sur de nouvelles routes et créer une nouvelle forme de démo-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

cratie. Je souhaite pour vous, pour la nation et l'Etat que ce soit là une route qui apporte à tous le bonheur. »

A l'intention des « Trois »

Les gouvernements américain, anglais et français ayant jugé bon de protester contre la formation du nouveau gouvernement GOTTWALD, l'agence tchécoslovaque *Ceteka* annonce qu'elle est autorisée à déclarer : « *L'on peut difficilement croire qu'il s'agisse d'une déclaration officielle des gouvernements, car ils n'ont pas le moindre droit d'intervenir, ne serait-ce que par des critiques, dans la vie politique intérieure de la Tchécoslovaquie. La critique des trois est d'autant plus surprenante que justement ces gouvernements ne cessent de souligner l'application, dans les affaires internationales, de la démocratie dont un des premiers principes est la non-intervention dans les affaires intérieures des autres pays. La déclaration paraît d'autant plus incroyable qu'elle s'appuie sur des affirmations qui ne reposent sur aucun fondement. A la faveur d'une crise artificiellement et délibérément provoquée, on aurait employé chez nous « des méthodes déjà éprouvées en divers lieux et permettant de suspendre le libre exercice des institutions parlementaires et d'établir la dictature d'un seul parti sous couvert d'un gouvernement d'union nationale. » Or, il est de notoriété publique que la crise a éclaté à l'occasion de la démission des ministres appartenant à trois partis, démission destinée à empêcher l'examen de projets de lois de politique sociale. Si l'on veut parler d'intention et d'artifice, c'est seulement dans ce sens. La crise n'affaiblit en rien le système parlementaire et n'atteint pas sa liberté d'action. Elle a bien provoqué une crise dans tous les partis dont les ministres ont démissionné et elle n'est pas restée sans influence sur la représentation politique de ces partis dans le nouveau gouvernement. Il n'est pas le moins du monde douteux que l'évolution de la politique intérieure se poursuivra sur une voie strictement démocratique, constitutionnelle et parlementaire.* »

III. — LES TACHES DU NOUVEAU FRONT NATIONAL

LE 1er mars 1948, le secrétaire-général du Parti Communiste tchécoslovaque, RUDOLF SLANSKY, parlant à une réunion des cadres du Parti, fit le bilan des événements et exposa les tâches du nouveau Front National :

« *Notre pays est entré dans une nouvelle période de son histoire. Les forces réactionnaires ont tenté de renverser le Gou-*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

vernement mais elles ont été battues. La réaction ne se consolait pas de sa défaite de mai 1945. Elle s'infiltrait dans certains partis gouvernementaux et déterminait leur politique. Le signal de l'attaque fut pour elle le Congrès Social-démocrate de Brno où l'on chassa de la direction les éléments de gauche et où la droite, MAJER en tête, eut les mains libres. Ce qui contribua à précipiter les événements ce fut aussi la peur qu'avait la réaction du développement du Parti Communiste, la crainte qu'il n'obtienne la majorité aux élections. Elle s'efforça donc d'obtenir des transformation dans le rapport des forces avant les élections. »

« Le prétexte de la crise gouvernementale fut mesquin, les méthodes employées stupides; mais l'objectif était vaste. La réaction voulait renverser le Gouvernement, transformer le régime politique. Elle surestimait ses forces et sous-estimait celles du peuple. Elle ne connaissait pas le peuple qui avait commencé à goûter des bienfaits de la nouvelle vie et qui était prêt à combattre pour elle. Elle sous-estimait la force de la classe ouvrière unie; elle sous-estimait la force de notre Parti. Elle n'avait aucune idée de la cohésion existant dans la doctrine, la politique et l'organisation de notre Parti. Le Parti Communiste subit ces jours-là un test politique et nous sommes fiers de ce qu'il a montré. »

« Les forces réactionnaires furent durement battues. Les socialistes-nationaux et le parti populaire sont ébranlés dans leurs fondements et des transformations se sont produites à l'intérieur même de la social-démocratie. Le rapport des forces s'est modifié considérablement dans le pays, mais au détriment de la réaction et à l'avantage du peuple. »

« Le résultat c'est que la nation peut s'avancer fermement sur la voie où elle s'est engagée en mai 1945. La démocratie poulaire est sortie renforcée et consolidée. Des grandes décisions ont été prises légalement, constitutionnellement, sans violence et elles permettent d'aller démocratiquement et paisiblement vers le socialisme. Nous pouvons maintenant y aller plus rapidement, puisqu'un coup a été porté aux forces rétrogrades qui voulaient en fin de compte nous placer sous le coup des capitalistes du pays ou de l'étranger. »

« Ce sont ces mêmes forces de trahison qui, en 1938, ont capitulé et livré la République à HITLER. Elles ont tenté leur assaut à un moment où les Munichois de l'Occident édifient en Allemagne occidentale, sous la direction de l'impérialisme américain, un nouvel Etat impérialiste et voudraient préparer un nouveau Munich. Le dernier espoir de nos réactionnaires défaits est de faire courir l'idée d'une « troisième guerre ». Ils se placent ainsi au niveau de ces Allemands qui rêvent

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

également de revanche. Mais ils se trompent, comme ils se sont déjà trompés. Les forces de paix sont assez fortes pour anéantir les plans de guerre. »

Passant alors à l'examen des tâches du nouveau Front National, SLANSKY déclara :

« *La première tâche consiste à consolider le Front National rénové, à consolider les comités d'action comme organes permanents du peuple et de la démocratie populaire. Le nouveau Front National a une composition différente de celle de l'ancien Front National. Celui-ci ne réunissait que les éléments dirigeants des partis politiques. Le Front National nouveau comprendra toutes les organisations nationales, y compris les organisations culturelles et religieuses. On y compte aussi d'autres représentants des partis qui adhèrent au programme du Gouvernement et du Front National.* »

« *L'ancien Front National s'était transformé en club où l'accord devait être unanime... Et même quand un tel accord était réalisé, certains partis ne le consideraient pas comme obligatoire. Maintenant le Front National prend ses décisions à la majorité et ses déccisions sont obligatoires pour tous.* »

« *Le Front National est devenu l'organe suprême de la vie publique, en tant que représentant l'unité du peuple. Il devra effectuer l'épuration et contrôler l'activité des partis politiques et des organisations nationales. Les Comités d'action approuveront la composition des nouveaux organes du parti socialiste national et du parti démocrate populaire et participeront aux mesures d'épuration de la social-démocratie.* »

« *Les tâches du Front National peuvent être classées comme suit :*

1) — Le Front National sera l'organisateur de l'effort de reconstruction de notre peuple. Il veillera à ce que tous les partis politiques aient pour objectif de travailler pour la République.

2) — La deuxième tâche consiste à briser l'influence politique et les soutiens que la réaction possède dans les masses, à convaincre le peuple et à assurer son unification morale.

3) — La troisième tâche consiste en une épuration réfléchie mais profonde.

3) — Il faut s'attendre à ce que la réaction use de méthodes criminelles. On doit redoubler de vigilance, protéger les usines et les biens de la République, garantir la sécurité du peuple travailleur.

5) — Nous intensifierons encore l'effort de reconstruction. Nous satisferons à notre engagement d'honneur et nous don-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

d For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

nerons à la République 30 millions d'heures de travail. Nous organiserons « les équipes de la victoire ».

6) —Nous consoliderons et nous affermirons le Parti Communiste. Selon l'appel du Président du Conseil, CLEMENT GOTTWALD, nous nous fixerons la tâche de porter à deux millions le nombre de ses membres. »

LE PROGRAMME D'ACTION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT GOTTWALD

Le 10 mars 1948, CLEMENT GOTTWALD, président du Conseil, présenta à l'Assemblée Nationale Constituante le programme d'action du nouveau gouvernement tchécoslovaque.

« *Le programme gouvernemental peut se diviser en trois parties* », dit-il.

« *Premièrement : réaliser les parties du programme gouvernemental de juillet 1946 qui ne l'ont pas été jusqu'à présent.* »

« *Deuxièmement : réaliser les revendications formulées par le Congrès national des Conseils d'entreprise et des organisations syndicales du 22 février ainsi que par le Congrès des Commissions agricoles des 28 et 29 février.* »

« *Troisièmement : réaliser les revendications qui découlent de la liquidation du putsch réactionnaire tenté contre le gouvernement en février.* »

UNE CONSTITUTION NOUVELLE

« *Il est indispensable de donner à la République une Constitution nouvelle, dans l'esprit de la proclamation de programme gouvernemental du 8 juillet 1946. Cette constitution fixera toutes les conquêtes du peuple réalisées après la libération et, en même temps, ne constituera pas un frein à notre marche en avant sur la voie du socialisme. Pour la formulation constitutionnelle des relations de nos deux peuples tchèque et slovaque, nous insistons sur le programme gouvernemental de Kosice, sur la Magna Charta Slovaque, en tenant compte des expériences pratiques que nous avons faites depuis la Libération.*

Pour la propriété privée des masses laborieuses dans les villes et à la campagne, nous insistons sur le fait que la Constitution doit garantir aux cultivateurs la propriété privée du sol jusqu'à 50 ha; aux petits et moyens entrepreneurs, la Constitution garantira la propriété privée des entreprises employant jusqu'à 50 travailleurs, à l'exception des branches dont la nationalisation complète avait déjà été ou sera encore réalisée par une loi spéciale de la nouvelle Constitution. »

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R0009000

L'ASSURANCE NATIONALE

« Nous voulons aussi organiser, avant les élections, l'ASSURANCE NATIONALE, unique dans le monde entier. L'assurance nationale du revenu garantit toutes les couches travailleuses de la nation et leurs familles, ouvriers, cultivateurs, artisans et intellectuels, pour le cas d'invalidité et de vieillesse ainsi que pour le cas du déces de celui qui fait vivre la famille. Les ALLOCATIONS DE VIEILLESSE seront augmentées. Les cultivateurs et artisans économiquement faibles ou invalides recevront un revenu social. L'assurance nationale maladie sera étandue aux travailleurs indépendants, aux cultivateurs, aux artisans et aux membres des professions libérales. »

« Une modification de l'impôt agricole libérera totalement des impôts une partie des petits cultivateurs et diminuera le fardeau des impôts des petits et moyens cultivateurs. La loi sur le crédit agricole leur facilitera l'obtention de crédits à bon marché. »

« Nous voulons introduire pour nos artisans un impôt artisanal unifié qui diminuera ce fardeau et simplifiera toute la comptabilité fiscale. Et comme chez les cultivateurs nous voulons réaliser pour nos artisans une loi sur le crédit artisanal qui les libérera des usuriers. »

« Dans le domaine de l'éducation nous voulons mettre sur pied, encore au cours de cette période, la loi scolaire qui posera les bases de l'édification de l'école unifiée. »

DE NOUVELLES NATIONALISATIONS

« Quelles tâches découlent des résolutions des deux Congrès mémorables de Février : le Congrès des Conseils d'entreprise et des Organisations syndicales et le Congrès des Commissions agricoles ? »

« L'Organisation par l'Etat de l'ensemble du gros commerce intérieur. L'Organisation par l'Etat de l'importation et de l'exportation. »

« La nationalisation de toutes les entreprises capitalistes qui comprennent plus de 50 employés. Certains secteurs auxquels le public porte un intérêt considérable doivent être nationalisés complètement.

Cette mesure et justifiée par des considérations d'économie nationale : des dizaines de milliards qui, jusqu'à présent, ont été soutirés au revenu national et utilisés très souvent à des fins anti-nationales doivent être sauvés pour la nation, pour l'ensemble. Cette mesure s'impose aussi pour des raisons politiques. Les secteurs qui seront touchés par la nationalisation

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

étaient et sont le foyer de conspirations et ce sont eux qui constituent l'origine de la crise gouvernementale de Février. Il faut arracher les racines de ces conspirations dirigées contre le peuple et contre l'Etat. Elles seront arrachées ! »

POUR LE DEVELOPPEMENT PAISIBLE DE LA REPUBLIQUE

« Finalement il nous faut tirer les conséquences politiques de la crise de février. »

« Certains partis de l'ancien Front National se trouvaient entièrement sous l'influence de la réaction. Le Gouvernement, complété et reconstruit, constitue l'expression du Front National renouvelé. Les Comités d'action du Front National réalisent l'épuration de notre vie publique. Cette action ne doit pas avoir le caractère d'une vengeance politique, encore moins celui d'une action par laquelle se règlent des comptes personnels. Le Comité d'action central du Front National a émis des directives claires dans ce sens et le Gouvernement veillera à ce qu'elles soient suivies.

Au cours d'une telle action il est parfois impossible d'éviter certains malentendus. Je déclare solennellement que dans la mesure où ils se sont produits, une réparation équitable y sera apportée. Mais je déclare avec la même autorité : nous ne nous arrêterons pas au milieu de la route ! Les agents de la réaction qui avaient occupé les postes dirigeants de notre vie publique doivent être éliminés et leur retour doit être empêché. Notre peuple ne veut pas que le mois de Février 1948 se répète une nouvelle fois dans quelques mois.

« La tempête de Février a éclairci également l'horizon de notre politique étrangère.

Nous avons mis fin à l'illusion selon laquelle la République, au point de vue de la politique étrangère, est assise entre deux chaises. Nous le disons à l'adresse de tout le monde : la Tchécoslovaquie est et reste un membre fidèle de la famille slave et elle se considère également comme l'alliée des autres pays de démocratie populaire. Cette attitude n'exclut point le fait que nous voulons faire tout ce qui est dans notre pouvoir pour conserver de bonnes relations avec tous les autres Etats ce qui, bien entendu, doit se fonder sur la réciprocité. »

« Le peuple a manifesté clairement qu'il veut que tout le pouvoir dans cet Etat vienne du peuple. Vous êtes les représentants du peuple, vous connaissez sa volonté. Faites donc tout pour qu'elle soit réalisée. Et le peuple vous en sera reconnaissant. »

roved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

IV. — CONCLUSIONS

Les doeuments que nous avons reproduits sont assez clairs pour se passer de longs commentaires.

Avant de terminer, nous voudrions néanmoins examiner rapidement les arguments essentiels sur lesquels se sont basées les très vives attaques lancées par la plupart des journaux belges contre la démocratie populaire tchécoslovaque.

1) *Le rôle de l'U.R.S.S.*

Pour la réaction, et même pour la plupart des leaders socialistes, la crise tchécoslovaque fut « provoquée par l'Union Soviétique» : c'est la thèse de « l'agression » présentée par MM. TRUMAN et MARSHALL et reprise ici par tous les admirateurs des hommes d'Etat américains.

Les documents que nous avons reproduits montrent, sans contestation possible, que la lutte qui s'est déroulée en Tchécoslovaquie fut une lutte purement intérieure, une lutte sociale où les forces progressistes — groupées autour du Parti Communiste — remportèrent une victoire éclatante sur la réaction.

Puisqu'il existe pourtant des gens pour croire que c'est la présence de forces militaires soviétiques qui a permis à GOTTWALD de « prendre le pouvoir », profitons de l'occasion pour rappeler que l'Armée Rouge évacua le territoire tchécoslovaque dès novembre 1945, c'est-à-dire il y a près de 30 mois !

Comme le souligna récemment un porte-parole du Ministère tchécoslovaque des Affaires Etrangères : « *Les seuls soldats soviétiques qui se trouvent maintenant en Tchécoslovaquie sont les quelque 100.000 combattants de l'Armée Rouge qui sont tombés pour libérer la République. Ces héros reposent dans notre sol. Est-ce à eux que l'on reproche d'intervenir dans les affaires intérieures du pays ?* »

2) *Le rôle de la police*

Du côté socialiste, le fait que la police ait été aux côtés des forces populaires prouverait que nous ne nous trouvons pas en présence d'une victoire démocratique : la Tchécoslovaquie aurait été victime d'un « putsch communiste ».

M. VICTOR LAROCK, notamment, a fait un abondant usage de cet argument.

« *Singulière révolution* » s'est-il exclamé au Conseil Général du P.S.B. « *Les communistes ont pu imposer leurs volontés parce qu'ils étaient maîtres de l'armée, de la police et des syndicats. Certains manifestants criaient : « Vive la police ».*

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Il n'est pas superflu de préciser que la Tchécoslovaquie n'a pas été le théâtre d'une « révolution » mais de l'avortement d'un complot de la réaction et de la consolidation des forces sociales qui possédaient déjà le pouvoir.

La distinction est importante car c'est précisément parce que les positions-clés de l'appareil de l'Etat étaient, déjà avant les événements de février, entre les mains d'éléments dévoués à la classe ouvrière et aux travailleurs, que la police et l'armée se trouvèrent — à tous les échelons — aux côtés du peuple.

La réaction tchèque ne l'ignorait pas. Et ce n'est pas par hasard qu'elle déclencha précisément son attaque contre le ministre communiste de l'Intérieur, V. NOSEK, et contre la Sûreté Nationale. Le fait que beaucoup de communistes occupaient des postes dirigeants dans la police avait été pour beaucoup dans la découverte des complots tramés, en Slovaquie notamment, contre la République. Le fait que la police était de plus en plus composée d'éléments entièrement dévoués à la classe ouvrière enlevait par ailleurs — les événements l'ont prouvé — beaucoup de chances à la réaction pour le coup d'Etat qu'elle espérait réaliser.

Les travailleurs tchécoslovaques aussi le savaient. Et c'est bien pour cela qu'ils saluèrent les forces de la police et de l'armée, avec cet enthousiasme qui « *étonne* » tellement V. LAROCK.

LENINE l'avait déjà montré : « *L'Etat est un organisme de DOMINATION de classes; c'est la création d'un « ordre » qui légalise et affermit cette domination... L'armée permanente et la police sont les principaux instruments de la force du pouvoir de l'Etat* ». *(L'Etat et la Révolution).*

C'est vrai dans notre régime où les forces de l'Etat sont au service de la classe capitaliste.

C'est aussi vrai dans les régimes de démocratie populaire. Mais, là-bas, ce ne sont plus les capitalistes mais les travailleurs qui occupent les postes de commande dans l'Etat. Et, par conséquent, la police ne défend plus les privilèges capitalistes mais les droits des travailleurs et la cause du progrès.

Les événements de Tchécoslovaquie l'ont admirablement confirmé.

3) *Démocratie parlementaire et démocratie populaire*

Le dernier grief — fondamental celui-ci — que l'on rencontre, c'est que les règles formelles de la démocratie parlementaire n'ont pas été respectées en Tchécoslovaquie.

La crise tchécoslovaque, nous dit-on, ne fut pas dénouée suivant les principes parlementaires orthodoxes tels que nous les concevons en Belgique. Elle ne fut pas réglée à la suite de

pproved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

consultations entre les « chefs de groupe » des différents partis. Bien pis ! Si M. BENES accepta finalement les propositions de GOTTWALD, c'est à la suite de l'intervention — disons même, sous la pression — d'une série de groupements et d'organismes qui ne puisaient pas leur autorité dans le suffrage universel exprimé par bulletins de vote. Des meetings de masse furent organisés, le Congrès des Comités d'entreprise et des syndicats vota des résolutions, des « Comités d'action » furent formés, les syndicats ouvriers déclenchèrent une grève d'avertissement, les milices ouvrières parcoururent les rues et l'ensemble du peuple se livra à d'impressionnantes manifestations...

Tout cela est parfaitement vrai.

Et cette participation active des masses à la vie publique, (caractéristique essentielle de la démocratie populaire) constitue un progrès très net sur le régime parlementaire formel dont les principes dissimulent en réalité la domination, par des méthodes très peu démocratiques, du capitalisme financier.

Comment fonctionne en principe cette « démocratie parlementaire » qu'on veut nous présenter comme la seule démocratie possible quoique l'on ne la respecte nulle part ?

En gros, le système se présente comme suit :

Les électeurs choisissent périodiquement, parmi une série de candidats qui promettent de réaliser tel ou tel programme, ceux qui les « représenteront » jusqu'aux prochaines élections. Le ou les partis qui groupent suffisamment d'élus pour avoir la majorité au Parlement forment alors un gouvernement qui s'applique à réaliser leurs promesses.

Jusqu'aux électioans suivantes, les électeurs ont strictement le droit de se taire mais — toujours en principe — cela ne présente aucun inconvénient puisque leurs « représentants » sont là et qu'ils retireraient immédiatement leur confiance au gouvernement s'il prenait fantaisie à celui-ci de ne pas exécuter son programme.

Le seul rappel de ces principes montre que la « démocratie parlementaire formelle » constitue souvent une sinistre fumisterie.

Il suffit de regarder autour de nous pour nous en convaincre.

Aux Etats-Unis, M. TRUMAN, élu comme co-listier du président ROOSEVELT parce que la majorité des électeurs voulait voir se poursuivre la politique du grand président, s'est rapidement débarrassé de tous les collaborateurs de son prédécesseur afin de mener une politique diamétralement opposée à celle de ROOSEVELT.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

En Grande-Bretagne, le gouvernement travailliste, élu pour mener une politique opposée à celle de CHURCHILL, a repris à son compte toutes les thèses réactionnaires du leader conservateur.

Il en va de même en Belgique.

Quand nous passons en revue les crises ministérielles, survenues en Belgique au cours des trente dernières années, nous voyons que, dans la très grande majorité des cas, les gouvernements ne démissionnent pas à la suite d'un vote de méfiance du Parlement, mais parce que des influences extérieures ont joué. Les « règles » du jeu parlementaire sont presque toujours négligées.

Un exemple typique est fourni par la démission, en 1926, du « gouvernement démocratique » POULLET-VANDERVELDE qui s'écroula, tout en disposant d'une solide majorité au Parlement, parce que les milieux bancaires exigèrent « qu'il s'en allât » et recoururent, dans ce but, aux moyens de pression financiers adéquats.

Mais la plupart des autres « crises ministérielles », pour être moins spectaculaires, ne se passèrent pas autrement.

Regardons les événements survenus au cours de la législature actuelle.

Le Parlement fut élu le 17 février 1946.

Le sens des élections ne fut contesté par personne à l'époque.

« *Les gauches gardent la majorité* », déclara P.H. SPAAK, le soir même des élections. « *Les communistes et les socialistes réunis vont frôler la majorité absolue dans le pays... Je me réjouis de la grande poussée à gauche qui s'est produite* ».

Quand le président du P.S.C., M. DE SCHRYVER, tenta de former un cabinet qui ne tiendrait pas compte de ce résultat, le P.S.B. ne le suivit pas et « *Le Peuple* » expliqua fort bien pourquoi : « *Du côté socialiste* », écrivit-il, « *on opposera une fin de non-recevoir à toute combinaison gouvernementale qui ne comprendrait pas les communistes* ».

Et le 1er mars 1946, P.H. SPAAK précisa mieux la position de son parti dans une déclaration qui mérite d'être rappelée :

« *Nous avons fait les élections, la Droite contre le Parti socialiste* », déclara-t-il. « *La droite nous a vivement attaqués et nous avons vivement répondu. Il n'est pas de bonne politique de considérer que tout cela n'avait aucune importance... J'ai eu l'occasion de dire qu'il fallait tout faire pour faire comprendre à l'électeur que la lutte politique et l'opposition des partis étaient une réalité.* »

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

« *Puisque nous avons une possibilité technique de réaliser l'essentiel de notre programme et puisque nous en avons la force, il est de notre devoir de tenter de le faire... Il nous est très difficile d'avoir confiance dans le P.S.C. pour réaliser ce que nous estimons utile au pays. Nous voulons faire tout ce qui est en notre pouvoir pour rester fidèles à ce que nous avons promis pendant la campagne électorale.* »

Depuis lors, le corps électoral ne fut plus consulté au cours d'élections générales et la seule occasion qu'il eut de manifester ses sentiments fut lors des élections communales du 24 novembre 1946.

Le résultat fut convaincant et le Bureau du P.S.B. constata effectivement que « *ces élections dans lesquelles le P.S.C. a voulu voir une épreuve de force constituent une approbation de la politique générale du gouvernement des gauches.* »

Cela n'empêche que, moins de quatre mois plus tard, sans avoir songé un instant à demander l'avis de leurs électeurs, les mandataires socialistes modifièrent de fond en comble leur politique, provoquèrent le départ des membres communistes du gouvernement en décidant la hausse du prix du charbon qui devait déclencher la cascade d'augmentations de prix survenue depuis lors, tout cela pour réaliser l'alliance — honnie lors de la consultation électorale — du P.S.B. et du P.S.C.

Ce rappel de faits connus montre assez que la démocratie parlementaire formelle constitue un leurre dans la grande majorité des cas. L'expérience prouve en effet que, dans ce système, les leaders de la plupart des partis politiques marquent une déplorable tendance à perdre rapidement tout souvenir des volontés du corps électoral, une fois qu'ils sont élus.

Comme ils ne sont soumis à aucun contrôle de la part de leurs électeurs, jusqu'aux élections suivantes, ils sont dangereusement libres... de subir d'autres influences.

Des pressions extérieures faussent ainsi souvent le fonctionnement théorique des institutions parlementaires dans notre pays. Mais il s'agit de pressions occultes, de pressions qu'effectuent les milieux industriels ou financiers; de pressions dont l'on ne parle pas mais qui n'en sont pas moins effectives car elles expriment les volontés des véritables maîtres du pays; le grand capital.

Le peuple, lui est berné.

Dans les démocraties nouvelles de l'Est de l'Europe, c'est le peuple qui exerce au contraire cette pression et ce contrôle sur l'activité de ses mandataires.

Il l'exerce franchement et ouvertement, par l'intermédiaire des organisations de masse dans lesquelles le peuple tout en-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tier se retrouve : syndicats, comités d'entreprises, comités d'action, etc...

C'est pour cela que ces régimes sont appelés des démocraties populaires.

Et c'est pour cela que cette conception nouvelle de la démocratie constitue une réalisation plus complète du « *gouvernement du peuple, par le peuple, pour le peuple* » que le système que nous connaissons en Belgique.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Jean TERFVE
Député du Borinage
Ancien Ministre
Secrétaire National du P.C.B.

Le Bloc Occidental

Dans l'article que nous avons consacré le mois dernier aux **« Propositions BEVIN et aux essais de formation d'un Bloc Occidental »** (1) nous avons analysé l'orientation que les milieux officiels des pays de l'Ouest de l'Europe, encouragés et soutenus par les dirigeants américains, s'efforçaient de donner à leur politique étrangère.

Depuis lors, les événements se sont déroulés à une cadence extrêmement rapide. Les propositions de BEVIN sont du 22 janvier. C'est le 17 mars que le Pacte consacrant la formation du Bloc Occidental a été signé à Bruxelles.

LES EVENEMENTS DE TCHECOSLOVAQUIE.

Quelles sont les raisons de cette précipitation, réellement anormale dans les annales de l'histoire diplomatique. Les événements qui se sont déroulés en Tchécoslovaquie entre le 17 et le 27 février ont incontestablement joué un rôle déterminant.

La victoire écrasante remportée dans ce pays par les forces populaires constitue pour la politique des dirigeants américains et de leurs hommes de confiance européens (BEVIN, BIDAULT, SPAAK) un échec extrêmement dur.

Parmi les Démocraties Populaires de l'Europe Orientale et centrale, la Tchécoslovaquie était considérée dans les milieux impérialistes comme celle où leur influence était restée la plus grande, leurs attaches les plus profondes et où leur action de désagrégation pouvait être menée avec le plus de chances de succès. La bourgeoisie tchèque devait aux puissances occidentales sa reconstitution, en tant que classe dirigeante, au lendemain de la guerre 1914-18. Elle était sortie ébranlée de la guerre 40-45, et son inquiètude croissante devant la montée des forces populaires la conduisait à pardonner, sans trop de difficultés, l'abandon et la trahison dont elle avait été victime au moment de Munich.

C'est ce qui faisait dire dans certains milieux, que la Tchécoslovaquie était **« la plus occidentale »** des démocraties populaires. C'est ce qui leur permettait de caresser l'espoir qu'elle finirait bien par rejoindre le bloc des états européens soumis à l'emprise américaine.

Son refus de participer à la Conférence des 16 et d'accepter les offres MARSHALL avait été une grosse désillusion pour la réaction internationale. Le développement du Parti communiste tchécoslovaque, son emprise de plus en plus grande sur les mas-

(1) Rénovation n° 14, février 1948.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ses ouvrière et paysannes et la hardiesse des réalisations économiques et sociales du gouvernement GOTTWALD amenuisaient de plus en plus les chances de provoquer un renversement de situation.

C'est dans ces conditions que la réaction tchèque, conseillée, aidée et soutenue par ses protecteurs européens et américains, décida de raidir sa position et de machiner une crise gouvernementale destinée à éliminer les communistes du pouvoir. Ce devait être la réédition de la tactique utilisée en France, en Italie et en Belgique.

C'était sous-estimer la force réelle des masses tchèques, leur capacité et leur volonté de s'opposer à toute tentative de restauration réactionnaire.

L'ampleur, la rapidité et la fermeté de leur riposte stupéfia leurs adversaires et fit comprendre à ces derniers, de la manière la moins équivoque, que leurs espoirs de regagner les positions perdues étaient vains et qu'ils n'étaient pas plus capables d'abattre les démocraties populaires qu'ils n'avaient été en mesure d'écraser la jeune U.R.S.S. au lendemain de la guerre 1914-18.

L'échec subi à Prague, a incité les dirigeants du camp impérialiste à brûler les étapes et à réaliser, au plus tôt, le Bloc Occidental, instrument de leur politique dans les pays de l'Europe de l'Ouest.

Ils ont spéculé sur la peur qui s'est emparée d'une partie importante de la bourgeoisie occidentale pour vaincre les derniers obstacles et pour mettre sur pied une alliance politique et militaire nettement offensive présentée comme un instrument de défense et de protection contre « l'impérialisme soviétique ». Les dirigeants socialistes d'Angleterre, de France et de Belgique ne leur ont pas marchandé leur aide et, par anticommunisme forcené, ils se sont chargés d'essayer de convaincre la classe ouvrière de leurs pays respectifs de la nécessité et du caractère prétendument démocratique du Pacte occidental.

Les événements tchèques ne sont pas la cause du Bloc Occidental, ils en ont simplement hâté la réalisation.

LA CONFERENCE DE LONDRES.

Celle-ci avait déjà été facilitée par la **Conférence de Londres du 23 février** où se retrouvaient les délégués des U.S.A., de l'Angleterre et de la France. L'objet de cette réunion était d'adopter des dispositions communes à l'égard de l'Allemagne Occidentale, de réaliser, si possible, la fusion des trois zones d'occupation anglaise, française et américaine ou tout au moins leur intégration la plus étroite et d'examiner les possibilités de mettre sur pied, au moment opportun, un gouvernement de l'Allemagne de l'Ouest.

L'objectif essentiel poursuivi par les Américains était d'obtenir un accord pour l'intégration de l'Allemagne de l'Ouest dans les pays bénéficiaires du Plan MARSHALL, de lui faire accorder un traitement prioritaire pour sa reconstitution et de replacer la direction des principales industries de la Ruhr, entre les mains des anciens dirigeants nazis contrôlés et soutenus, financièrement en sous-main, par les hommes du grand capital des U.S.A.

Les pays de Benelux n'avaient pas été invités à la Conférence de Londres. Leur écartement s'inscrivait dans la politique poursuivie durant la guerre et continuée au lendemain de la libéra-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tion par les « 4 Grands ». Cette politique tendait à régler les principaux problèmes de la paix par des accords réalisés uniquement entre grandes puissances.

Elle avait été voulue aussi bien par les Etats-Unis que par l'U.R.S.S. en vue de maintenir entre eux un équilibre relatif et à ne pas modifier le rapport des forces par l'adjonction d'une série de petits pays qui auraient pu créer des majorités artificielles en obéissant aux pressions exercées sur eux par certains des partenaires.

On ne désirait pas retomber dans les méthodes faussement égalitaires de la défunte S.D.N. et l'on appliquait les règles qui avaient prévalu au moment de la création de l'O.N.U., règles dont le système de l'unanimité des grandes puissances, improprement appelé « droit de veto » est une des pièces maîtresses.

Invoquant le droit pour les états voisins de participer comme parties prenantes aux négociations relatives au statut de l'Allemagne, les pays de Benelux demandèrent à être admis aux négociations de Londres. Déjà antérieurement ils avaient soulevé des prétentions identiques, elles avaient jusque-là été repoussées. Mais les circonstances n'étaient plus les mêmes. L'U. R.S.S. était absente de la Conférence et les U.S.A., sûrs de voir leurs points de vue repris et défendus par les représentants de Benelux, ne sous-estimaient nullement la valeur de cet allié. Il leur permettait d'imposer plus facilement leurs volontés à l'Angleterre et à la France dans le cas où celles-ci auraient eu certaines velléités d'indépendance.

Or, la France tout particulièrement et l'Angleterre dans une moindre mesure, n'accueillaient les propositions américaines relatives au redressement de l'Allemagne qu'avec une certaine hésitation. Elles appréciaient assez peu la reconstitution trop rapide sous contrôle américain de leur ancien concurrent impérialiste, elles s'inquiétaient pour leur sécurité et elles craignaient de mécontenter une partie importante de leur opinion publique résolument dressé contre une Allemagne qui, par deux fois en vingt-cinq ans avait joué le rôle d'agresseur.

Après quelques jours de palabres, ce fut évidemment la thèse américaine qui l'emporta et Benelux fut invité à s'asseoir à la table.

L'Angleterre avait essayé une timide contre-offensive en demandant que les Etats scandinaves, sur lesquels elle exerce une certaine influence, fussent associés aux négociations et au contrôle de la Rhur. On avait aussi un instant mis en avant l'idée de faire participer l'Italie aux tractations. L'un et l'autre de ces projets furent abandonnés. Par contre, à aucun moment, il ne fut question de faire venir à Londres, la Pologne, la Tchécoslovaquie, pays eux aussi voisins de l'Allemagne et intéressés plus que quiconque au sort que lui serait réservé.

D'ailleurs, devant la tournure prise par les événements en Tchécoslovaquie, les négociations de Londres passèrent subitement au second plan. Les pays capitalistes de l'Europe occidentale, pris de peur, décidèrent de réaliser au plus tôt, le pacte politique et militaire qu'ils préparaient depuis longtemps déjà et de mettre sur pied, sans tarder, avec l'accord et l'appui de l'Amérique, un pacte Occidental dirigé contre l'U.R.S.S. et les Démocraties Populaires. Le souci d'arriver à un résultat rapide, les amena à accepter quasi sans discussion, la thèse américaine défendue à Londres et le 7 mars, la réunion des « Six » consacra :

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

l'intégration officielle de l'Allemagne dans le plan MARSHALL;
le contrôle conjoint de la Rhur par les U.S.A., l'Angleterre, la France, les pays de Benelux et **l'Allemagne occidentale elle-même.**

LES ENSEIGNEMENTS DE LA CONFERENCE DE LONDRES.

A travers ce jeu diplomatique compliqué, se dégage une série des constatations.

1. Il existe entre les intérêts des Etats-Unis et ceux des pays capitalistes de l'Europe occidentale, des contradictions profondes. La politique américaine à l'égard de l'Allemagne occidentale, va à l'encontre des intérêts stratégiques et économiques de l'Angleterre, de la France et de Benelux.
2. Chaque fois que cela leur paraît possible, l'impérialisme anglais, et dans une beaucoup plus faible mesure, l'impérialisme français, essayent de se dégager quelque peu de l'étreinte que font peser, sur eux, les U.S.A.
3. Toutefois la communauté des intérêts de classe qui existe entre les U.S.A. et les pays capitalistes de l'Europe occidentale, leur commune opposition au développement des forces démocratiques dans le monde, conduit les pays de l'Ouest à suivre servilement la politique américaine.
   Cette dépendance est accentuée encore par des raisons militaires et économiques immédiates. Les U.S.A. sont à l'heure actuelle le principal rempart militaire du monde capitaliste. Ils exercent, d'autre part, une véritable tutelle économique sur l'Europe occidentale.
4. Benelux joue, pour l'instant, un rôle d'une grande importance. Il est parmi les pays de l'Europe occidentale, celui dont l'inféodation aux U.S.A. est la plus poussée. Cette inféodation est explicable par une double raison :
   a) l'intérêt qu'il présente pour les U.S.A. au point de vue stratégique (tête de pont idéale, disposant d'un grand port à proximité de l'Allemagne, d'un réseau de moyens de transports extrêmement dense);
   — au point de vue économique : Colonies riches, fournissant les principaux minérais stratégiques (uranium, cobalt, etc.);
   — au point de vue politique : parti de droite fort, social-démocratie de droite puissante, exerçant encore une influence importante sur une partie de la classe ouvrière.
   b) Benelux, et plus spécialement la Belgique, sont des impérialismes mineurs.
   La Belgique, tête de file du Benelux n'a pas le passé de l'impérialisme britannique ou français et n'a pas la préoccupation constante de l'Angleterre et de la France de reconstituer leur ancienne puissance. D'autre part, Benelux poursuit le dessein, en jouant le rôle de servant fidèle des U.S.A., de renforcer sa position dans ses contacts avec la France et l'Angleterre et de s'assurer, au besoin, certains avantages.

LE PACTE OCCIDENTAL.

Le rôle réservé à Benelux est apparu, d'une manière particulièrement claire, aux cours des opérations de conclusion du Pacte Occidental.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Alors que les propositions initiales avaient été faites par BEVIN, c'est à P.-H. SPAAK — maître de la politique étrangère de Benelux — que fut laissé le soin de prendre l'initiative de la réunion des « Cinq » et de conduire à bien les négociations du Pacte de Bruxelles. Celui-ci s'est d'ailleurs avéré d'une réalisation aisée. Les partenaires étaient d'accord sur l'orientation politique du traité et désiraient avant tout aller vite, afin de lui donner les apparences d'une riposte énergique.

Les pourparlers se sont ouverts à Bruxelles le 4 mars, ils étaient terminés le 12. S'il a fallu une semaine pour rédiger les textes, ce n'est pas que ne se soient révélées aux cours des débats des divergences profondes de vue entre les contractants. C'est essentiellement, parce qu'il s'est avéré nécessaire de rédiger le pacte avec un soin tout particulier afin de lui enlever le plus possible ses apparences aggressives et de pouvoir le présenter à l'opinion publique comme un instrument de défense de la paix.

Avant d'en faire le commentaire, nous avons jugé utile de reproduire le texte du Pacte de Bruxelles.

Son Altesse Royale le Prince-Régent de Belgique, le Président de la République Française, Son Altesse Royale la Grande-Duchesse de Luxembourg, Sa Majesté la reine des Pays-Bas et Sa Majesté le roi de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord et des territoires britanniques au delà des mers.

Etant résolus

A affirmer leur foi dans les droits fondamentaux de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, ainsi que dans les autres principes proclamés par la Charte des Nations-Unies,

A confirmer et à défendre les principes démocratiques, les libertés civiques et individuelles, les traditions constitutionnelles et le respect de la loi, qui forment leur patrimoine commun,

A resserrer dans cet esprit les liens économiques, sociaux et culturels qui les unissent déjà,

A coopérer loyalement et à coordonner leurs efforts pour constituer en Europe Occidentale une base solide pour la reconstruction de l'économie européenne,

A se prêter mutuellement assistance, conformément à la Charte des Nations-Unies, pour assurer la paix et la sécurité internationales et faire obstacle à toute politique d'agression,

A prendre les mesures jugées nécessaires en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne,

A associer progressivement à leurs efforts d'autres Etats s'inspirant des mêmes principes et animés des mêmes résolutions,

Désireux de conclure à cet effet un traité réglant leur collaboration en matières économique, sociale et culturelle, et leur légitime défense collective,

Ont désigné leurs plénipotentiaires qui, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs trouvés en bonne et due forme, sont convenus des dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER

Convaincues de l'étroite solidarité de leurs intérêts et de la nécessité de s'unir pour hâter le redressement économique de l'Europe, les hautes parties contractantes organiseront et coor-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

donneront leurs activités économiques en vue d'en porter au plus haut point le rendement par l'élimination de toute divergence dans leur politique économique, par l'harmonisation de leur production et par le développement de leurs échanges commerciaux.

La coopération stipulée à l'alinéa précédent et qui s'exercera notamment par le conseil consultatif prévu à l'article VII, ne fera pas double emploi avec l'activité des autres organisations économiques dans lesquelles les hautes parties contractantes sont ou seront représentées et n'entravera en rien leurs travaux, mais apportera au contraire l'aide la plus efficace à l'activité de ces organisations.

ARTICLE DEUX

Les hautes parties contractantes associeront leurs efforts, par la voie de consultations directes et au sein des institutions spécialisées, afin d'élever le niveau de vie de leurs peuples et de faire progresser, d'une manière harmonieuse, les activités nationales dans le domaine social.

Les hautes parties contractantes se concerteront en vue d'appliquer le plus tôt possible les recommandations d'ordre social émanant d'institutions spécialisées auxquelles elles ont donné leur approbation au sein de ces institutions et qui présentent un intérêt immédiat. Elles s'efforceront de conclure entre elles, aussitôt que possible, des conventions de sécurité sociale.

ARTICLE TROIS

Les hautes parties contractantes associeront leurs efforts pour amener leurs peuples à une compréhension plus approfondie des principes qui sont à la base de leur civilisation commune et pour développer leurs échanges culturels notamment par le moyen de conventions entre elles.

ARTICLE QUATRE

Au cas où l'une des hautes parties contractantes serait l'objet d'une agression armée en Europe, les autres lui porteront, conformément aux dispositions de l'article 51 de la Charte des Nations-Unies, aide et assistance par tous les moyens en leur pouvoir, militaires et autres.

ARTICLE CINQ

Toutes les mesures prises en application de l'article précédent devront être immédiatement portées à la connaissance du Conseil de Sécurité. Elles seront levées aussitôt que le Conseil de Sécurité aura pris les mesures nécessaires pour maintenir ou rétablir la paix ou la sécurité internationales.

Le présent traité ne porte pas atteinte aux obligations résultant pour les hautes parties contractantes des dispositions de la Charte des Nations-Unies. Il ne sera pas interprété comme affectant en rien le pouvoir et le devoir du Conseil de Sécurité, en vertu de la Charte, d'agir à tout moment de la manière qu'il juge nécessaire pour maintenir ou rétablir la paix et la sécurité internationales.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ARTICLE SIX

Les hautes parties contractantes déclarent, chacune pour ce qui la concerne, qu'aucun des engagements en vigueur entre elles ou envers des Etats tiers n'est en opposition avec les dispositions du présent Traité.

Elles ne concluront aucune alliance et ne participeront à aucune coalition dirigée contre l'une d'entre elles.

ARTICLE SEPT

En vue de se concerter sur toutes les questions faisant l'objet du présent Traité, les hautes parties contractantes créeront un conseil consultatif qui sera organisé de manière à pouvoir exercer ses fonctions en permanence. Le conseil siègera chaque fois qu'il le jugera opportun.

A la demande de l'une d'entre elles, le Conseil consultatif sera immédiatement convoqué en vue de permettre aux hautes parties contractantes de se concerter sur l'attitude et les mesures à adopter en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne ou sur toute situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelqu'endroit qu'elle se produise, ou sur toute situation mettant en danger la stabilité économique.

ARTICLE HUIT

Fidèles à leur détermination de ne régler leurs différends que par des voies pacifiques, les hautes parties contractantes conviennent d'appliquer entre elles les dispositions suivantes :

Les hautes parties contractantes régleront, pendant la durée de l'application du présent traité, tous les différends visés par l'article 36, alinéa 2, du statut de la Cour Internationale de Justice, en les portant devant la Cour, sous les seules réserves que chacune d'entre elles a faites en acceptant la clause de juridiction obligatoire et pour autant qu'elles les maintiendraient.

Les hautes parties contractantes soumettront d'autre part, à une procédure de conciliation tous différends autres que ceux visés à l'article 36, alinéa 2, du statut de la Cour Internationale de Justice.

En cas de différends complexes dont certains éléments relèvent de la conciliation et d'autres du règlement judiciaire, chaque partie du différend aura le droit de demander que le règlement par la voie judiciaire des éléments juridiques du différend précède la procédure de conciliation.

Les stipulations qui précèdent ne portent pas atteinte aux dispositions ou accords applicables instituant toute autre procédure de règlement pacifique.

ARTICLE NEUF

Les hautes parties contractantes pourront décider, de commun accord, d'inviter tout autre Etat à adhérer au présent traité aux conditions qui seront convenues entre elles et l'Etat invité.

Tout Etat ainsi invité ne pourra devenir partie au présent traité par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du gouvernement belge.

Ce gouvernement informera les autres hautes parties contractantes du dépôt de chaque instrument d'adhésion.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ARTICLE DIX

1) Le présent traité sera ratifié et les instruments de ratification seront déposés aussitôt que faire se pourra auprès du gouvernement belge.
2) Il entrera en vigueur à la date du dépôt du dernier instrument de ratification et restera en vigueur pendant cinquante ans.
3) A l'expiration des cinquante ans, chaque haute partie contractante aura le droit de mettre fin au traité, en ce qui la concerne, à condition d'adresser une déclaration à cet effet au gouvernement belge, avec préavis d'un an.
4) Le gouvernement belge informera les autres hautes parties contractantes du dépôt de chaque instrument de ratification ainsi que de chaque déclaration de dénonciation.

LES ENSEIGNEMENTS DU PACTE DE BRUXELLES.

1. — Le préambule, contrairement à ce qui pourrait apparaître d'un examen superficiel, ne constitue nullement une introduction de parade. La reproduction des prétendus principes qui unissent les parties contractantes est une affirmation d'attachement à la démocratie bourgeoise et parlementaire. Elle est faite en vue de pouvoir écarter, sous un prétexte apparemment justifié, toute demande d'adhésion d'un pays qui ne considérerait pas cette démocratie parlementaire au sens occidental du mot, comme le seul mode valable de gouvernement.

En dépit des apparences, le Pacte n'est nullement ouvert à tous comme le sont la plupart des traités conclus entre les pays de l'Europe orientale et balkanique. L'article 9 stipule d'ailleurs, d'une façon expresse, que c'est aux « cinq » qu'il appartient éventuellement d'inviter d'autres Etats à adhérer. Encore faut-il que ces Etats **« s'inspirent des mêmes principes et soient animés des mêmes résolutions ».**

Ces stipulations ont été manifestement incorporées au traité afin de pouvoir écarter une éventuelle demande d'adhésion d'un pays de démocratie populaire.

2. — Le Pacte insiste, d'une manière toute particulière, sur la nécessité de la coopération économique. Dans le fait cependant, rien de concret n'a été prévu à cet égard. Il ne pouvait en être autrement. La coopération économique entre les cinq pays du Bloc occidental est un leurre. Les contradictions d'intérêts qui existent entre eux et l'opposition de leurs économies et de leurs situations financières respectives, rendent vaines toute espèce d'entente durable.

Au surplus, les U.S.A. verraient pareille entente avec déplaisir car elle risquerait de permettre à l'Europe occidentale de mener une politique économique dont ils n'auraient pas le contrôle.

L'aveu de cette situation se retrouve même dans les milieux de la grande industrie, cependant politiquement fort attachés au Bloc occidental. Sous le titre de **« Peut-on le dire ? »** on lira dans le n° 12 du **« Bulletin de la Fédération des Industries Belges »** un article pessimiste, constatant l'absence de résultats concrets du Pacte de Bruxelles L'auteur du papier n'hésite pas à écrire : **« Les cinq signataires ne sont pas tous également convaincus de la nécessité de réaliser entre eux un rapprochement plus étroit... où, s'ils en sont tous convaincus, ils n'osent pas**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tous prendre leurs responsabilités. » On n'avoue pas avec plus de candeur un échec et une absence d'indépendance réelle.

Les rédacteurs du Pacte connaissaient cette situation. Mais ils se sont rendus compte que la seule manière de faire admettre le « Traité de Bruxelles » par une partie importante de leur opinion publique était de faire miroiter les avantages économiques d'une entente. Ils savaient que, réduit à ses seuls aspects politiques et militaires, le pacte risquait fort de ne soulever aucun enthousiasme et même d'être considéré comme un instrument diplomatique inquiétant et dangereux. Nous sommes en présence d'une de ces manifestations typiques du camouflage de la politique impérialiste et réactionnaire des U.S.A. et des pays de l'Ouest européen, camouflage destiné à faciliter la tâche des socialistes de droite.

3. — En ce qui concerne les conditions dans lesquelles le traité doit jouer, la rédaction est particulièrement nuancée.

D'abord **« faire obstacle à toute politique d'agression ».** Ensuite **« prendre les mesures jugées nécessaires en cas de reprise d'une politique d'agression de la part de l'Allemagne ».**

Ces formulations n'ont été admises qu'après de longues hésitations.

Certains auraient voulu que le pacte se borne à envisager le cas d'une éventuelle agression allemande. C'était la formule du pacte anglo-français de Dunkerque.

Elle avait le gros avantage de donner au Pacte un caractère limité et défensif et de lui prêter les apparences d'un simple accord régional.

D'autre part, elle aurait permis de mieux défendre la thèse du parallélisme entre le Pacte Occidental et les traités conclus entre les démocraties populaires, ceux-ci étant tous dirigés contre une éventuelle agression allemande.

Toutefois cette rédaction, — à côté des grands avantages qu'elle comportait — risquait de restreindre la portée des accords et de faire disparaître complètement leur objectif antisoviétique et anticommuniste.

C'est ce que voulaient éviter les dirigeants américains.

P.-H. SPAAK s'est attelé à faire triompher leur thèse. Il y est parvenu au prix d'un compromis. On a prévu simultanément le cas de l'agression quelconque et celui de l'agression allemande.

Cette malice cousue de fil blanc ne peut abuser personne. Comment oser prétendre que le traité est dirigé contre l'Allemagne occidentale, quand une semaine plus tôt, à la Conférence de Londres, on l'a incorporée dans les pays bénéficiaires du Plan MARSHALL, qu'on a assuré son relèvement prioritaire et qu'on lui a confié, pour partie, le contrôle du Bassin de la Rhur.

Il saute aux yeux que le rappel de l'agression allemande figure dans le texte pour sauver les apparences et qu'en réalité, l'agresseur visé, est dans l'esprit des contractants, l'U.R.S.S. et les pays de démocratie populaire.

4. — L'article 7 prévoit l'organisation d'un conseil consultatif permanent.

Celui-ci jugera des dispositions à prendre en cas de **« situation pouvant constituer une menace contre la paix, en quelque endroit qu'elle se produise ».** C'est l'incorporation prudente, dans un traité, de la notion de **« l'agression politique »** théorie nouvelle dont M. P.-H. SPAAK se fait le défenseur.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

On en arrive à cette conception stupéfiante que toute transformation politique profonde, intervenant en quelque endroit du monde et remplaçant la démocratie parlementaire bourgeoise par une forme de gouvernement plus progressive, peut être considérée comme un acte d'agression dirigé contre les pays capitalistes et entraîner la mise en application des mesures prévues par le « Pacte de Bruxelles ».

Ceci n'est rien d'autre qu'une réédition de la politique de la **« Sainte Alliance »**. A l'initiative des socialistes de droite de l'Europe occidentale, on en arrive à considérer que toute atteinte portée au régime capitaliste peut être considérée comme une forme d'agression et devenir un « casus belli ».

5. — Les U.S.A. inspirateurs de la politique du Pacte de Bruxelles, ne sont pas partie au traité.

C'est évidemment une attitude délibérée.

Tout d'abord les nécessités de la politique intérieure incitent le gouvernement américain a être prudent en ce qui concerne ses engagements de politique étrangère. La participation directe des U.S.A. au Bloc occidental serait l'indice d'une intégration totale de leur politique dans celle des pays de l'Europe de l'Ouest. D'autre part, la limitation du traité de Bruxelles aux seuls pays de l'Europe occidentale et l'effacement apparent des U.S.A. favorisent, une fois de plus, le camouflage de la politique poursuivie et permettent de mieux la présenter comme indépendante et pacifique.

Cette absence des U.S.A. est toute illusoire.

Le Pacte de Bruxelles a été conclu avec leur accord, dans le sens et avec l'orientation désirée par eux. Il serait d'autre part, sans efficacité, s'il n'avait derrière lui l'engagement implicite de l'intervention armée américaine.

Il ne faut pas perdre de vue que, pour l'instant, les moyens militaires des « Cinq » sont fort réduits et qu'ils se trouvent dans l'impossibilité pratique d'entreprendre, seuls, une action armée de quelque envergure.

La déclaration faite par le Président TRUMAN le soir même de la signature du Pacte occidental ne permet pas d'avoir le moindre doute sur la portée qu'il revêt pour les U.S.A. et sur les intentions de ceux-ci d'accorder un appui total aux parties contractantes.

6. — L'accord politique étant chose faite, l'objectif du moment est de passer à la réalisation de la partie militaire et stratégique.

Un premier pas a été accompli. La visite toute récente du Maréchal MONTGOMERY en Belgique et les allusions qui ont été faites à ses fonctions de Chef de l'Etat-Major des puissances occidentales, sont des indices certains de l'effort entrepris pour unifier et renforcer les forces armées des pays de l'Ouest.

En fait, l'uniformisation d'équipement et d'armement des forces militaires anglaises, françaises, belges et hollandaises est déjà acquise, et cette uniformisation est en voie de s'étendre aux forces armées américaines.

D'autre part, le voyage de P.-H. SPAAK à Washington marque une étape nouvelle sur le chemin du renforcement des accords existant entre les « cinq » et les U.S.A.

La presse officielle ne songe quasi plus à dissimuler le jeu. Elle écrit sans sourciller **« qu'en cas de troisième guerre mon-**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

diale, les U.S.A. y participeraient dès le début et que la victoire américaine assurerait l'indépendance des pays de l'Europe occidentale ». Elle signale que les U.S.A. sont prêts à prendre des engagements militaires et que le Ministre des Affaires Etrangères de Benelux est allé discuter de leurs modalités.

Une fois de plus, toujours dans le dessein de ménager les susceptibilités de l'opinion et de faciliter la tâche aux sociaux démocrates de droite, on retrouve le souci de donner à ces négociations des apparences anodines.

On peut lire dans le **« Soir » du 6 avril : « Il faut éviter soigneusement tout ce qui pourrait rassembler à une pression quelconque d'ordre politique sur les pays de l'Europe occidentale qui souhaitent la protection américaine ».** Au même moment, d'ailleurs, les dirigeants américains laissent entendre qu'ils seraient prêts à remettre en vigueur la loi **« prêt bail »** et qu'ils envisageraient avec faveur, des prêts complémentaires destinés à assurer le réarmement massif des pays de l'Europe de l'Ouest.

Cette politique s'inscrit à merveille dans le cadre de la politique générale menée par les impérialistes américains.

Ceux-ci, après avoir essayé, sans grand succès, de la politique TRUMAN, se sont rabattus sur le Plan MARSHALL à forme principalement économique. Il s'avère impuissant à sortir les U.S.A. de leurs difficultés et à écarter le spectre de la crise qui les hante. Le remède n'est pas suffisant. L'impérialisme américain est acculé sinon à la guerre, tout au moins à se lancer dans une politique de réarmemant à outrance qui seul peut lui permettre de maintenir le niveau de sa production et de ses bénéfices.

Le Département d'Etat presse le Congrès de voter la conscription obligatoire. Il prévoit 70 milliards supplémentaires pour le budget de la défense nationale, il met tout en œuvre pour entraîner dans cette folle politique les Etats européens soumis à son influence.

LA CONFERENCE DES « SEIZE » DU 16 MARS 1948.

La Conférence de Londres et la conférence des « Cinq » à Bruxelles ont eu leur prolongement immédiat à la Conférence des « Seize » à Paris.

Celle-ci réunissait l'ensemble des pays ayant accepté le Plan MARSHALL.

Un point dominait l'ordre du jour de la réunion : la ratification, par les « Seize », des décisions de Londres et l'incorporation définitive de l'Allemagne occidentale parmi les pays bénéficiaires du Plan MARSHALL. La décision unanime fut acquise en quelques heures. Pas une puissance européenne n'était disposée à faire obstacle aux ordres américains.

Moins de trois ans après la prise de Berlin, l'Allemagne occidentale est admise à siéger sur un pied d'égalité parmi une série de nations dont elle a consacré la ruine.

Les U.S.A. emportés par leur succès auraient voulu, du même coup, faire recevoir l'Espagne de FRANCO dans le cercle des nations occidentales.

Celles-ci s'opposèrent; moins par hostilité à l'égard du régime franquiste que par souci de ne point indisposer leur opinion publique en prenant une décision en opposition aussi flagrante avec les principes démocratiques qu'elles prétendent défendre.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Conférence de Londres — Pacte de Bruxelles — Conférence des « Seize » — trois étapes qui nous conduisent vers une vassalisation de plus en plus étroite à l'égard de l'impérialisme américain. Trois étapes qui nous entraînent dans une politique de réarmément, de préparation à la guerre et à la croisade contre l'U.R.S.S., les démocraties populaires, et la montée des forces démocratiques dans le monde.

Le monde capitaliste est aux abois. Il est parvenu à entraîner dans son camp les dirigeants socialistes des principaux pays de l'Europe occidentale. Il dissimule hypocritement sa politique belliciste derrière les appels à la défense de la démocratie et de la liberté.

Il nous appartient à nous, communistes, de faire toute la lumière, de montrer vers quel cataclysme nouveau le monde capitaliste veut nous entraîner, et de rassembler derrière le mot d'ordre de défense de la paix, toutes les forces progressives.

Non, la guerre n'est pas inévitable. Mais à condition de vouloir qu'elle soit évitée et de lutter sans faiblesse.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Jean BORREMANS
Député de Nivelles
Ancien Ministre.

Plus que jamais, défendons l'Unité syndicale

Dans un article récent, après avoir fait l'historique des grandes luttes qui ont été menées pour l'Unité Syndicale tant à l'Echelle Mondiale que dans notre pays; après avoir montré le rôle de tout premier plan joué par la classe ouvrière dans la lutte contre le clan impérialiste, contre la réaction nationale et internationale; nous en arrivions, notamment, aux conclusions suivantes :

« 1°) Que le mouvement ouvrier dans chaque pays et sur le terrain international est, pour la défense de la démocratie et de la paix, la lutte pour la démocratie populaire, et la défense de l'indépendance nationale, l'élément le plus conscient dans la lutte contre l'impérialisme et ses agents.

» Ceux-ci ont saisi mieux que certains militants ouvriers, cet aspect du problème.

» 2°) Que les ennemis de la classe ouvrière ont compris que celle-ci, unie dans ses organisations syndicales nationales et internationales, était invincible. C'est pourquoi, avec hâte et brutalité, en s'entourant de tous les agents possibles, ils veulent absolument briser l'unité syndicale dans tous les pays, et la Fédération Syndicale Mondiale à l'échelon international.

» 3°) Que les agents de l'A.F.L. et leurs alliés en fait, poursuivent le même but que les impérialistes, et doivent être combattus comme eux.

» 4°) Que les militants ouvriers ne peuvent avoir d'autre position dans ce conflit, que celle de renforcer leur lutte contre l'impérialisme, et que la meilleure façon de le faire c'est de renforcer dans l'action, leur unité à tous les échelons. » (1)

(1) Voir *Rénovation*. N° 13 - Janvier 1948.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

. Quelques mois à peine ont passé et les événements ont montré mieux que de longues dissertations, la justesse de notre position.

La lutte qui oppose l'impérialisme américain aux forces démocratiques du monde entier, s'est rapidement aiguisée. Avec hâte et brutalité, il a tout mis en œuvre, pour scissionner les organisations syndicales, afin de plus aisément les détruire.

Dans cette lutte, les positions se sont affirmées. Les agents de la réaction dans le mouvement ouvrier se sont rapidement démasqués.

L'évolution la plus marquante a été incontestablement, celle de la plupart des dirigeants des Partis socialistes d'Europe Occidentale, et notamment du Parti Socialiste Belge.

Ils ont d'abord suivi l'impérialisme américain, et la réaction de leurs pays réciproques dans leur campagne anticommuniste. Ils n'ont pas tardé, après quelques hésitations, généralement de pure forme, à sombrer rapidement dans la collaboration la plus basse avec les pires ennemis de la classe ouvrière. Ils sont devenus enfin les agents les plus efficaces de cette réaction au sein du mouvement ouvrier.

Ces dirigeants de droite des Partis Socialistes, ont tout fait pour entraîner derrière eux les organisations syndicales, où ils sont majorité, dans leur rôle néfaste de défenseurs de l'impérialisme américain, de saboteurs des luttes ouvrières, de scissionnistes des organisations syndicales unifiées, notamment de la Fédération Syndicale Mondiale.

Les Dirigeants socialistes de droites ne peuvent évidemment pas se présenter ouvertement devant la classe ouvrière avec un tel programme.

Ils ne peuvent pas montrer, qu'en fait, ils sont devenus les meilleurs défenseurs des thèses de TRUMAN et consorts, dans les organisations ouvrières. Ils doivent camoufler de leur mieux, le fait qu'ils ont abandonné la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Pour cela, ils ont recours à une manœuvre devenue classique : la campagne anticommuniste.

Sur le plan syndical, cette campagne est surtout menée contre la soi-disant ingérence communiste dans les syndicats. Chaque fois qu'un militant syndicaliste défend une thèse juste, favorable aux intérêts de la classe ouvrière, on ne discute pas cette thèse, on la baptise « communiste », on la dénonce comme je ne sais quel mot d'ordre venant de l'étranger, on accuse le militant qui la défend d'aller prendre ses ordres auprès du Parti Communiste et, au nom de l'indépendance des syndicats, on condamne cette **« ingérence intolérable d'un Parti dans les affaires syndicales ».**

La manœuvre bien qu'un peu éculée trompe encore bien des ouvriers sincères. Il faut que ceux-ci comprennent que cette soi-disant lutte pour l'indépendance des organisations cache mal — dans la bouche de quelques-uns — une obéissance totale, sur le terrain international, aux mots d'ordres américains; dans le pays, aux mots d'ordre du Parti Socialiste Belge et, qui pis est, à ceux du gouvernement actuel.

Cette dépendance des syndicalistes de droite aux mots d'ordre américains et gouvernementaux, s'est révélée au travers des différents événements qui se sont déroulés au cours des derniers mois.

d For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Une analyse de ceux-ci nous le démontrera d'une façon lumineuse.

QUELQUES EXEMPLES A L'ECHELLE INTERNATIONALE :

1° — **La Défense du Plan MARSHALL.**

Il est certain que l'impérialisme américain a fait du Plan MARSHALL une carte majeure de sa pénétration économique et politique en Europe.

Pour parer à une méfiance par trop compréhensible de la classe ouvrière, il fallait absolument que cette pénétration fût défendue, autant que possible, non seulement par les réactionnaires, mais surtout par des hommes jouissant encore d'une certaine confiance auprès des grandes masses travailleuses. C'est l'A.F.L. — dont le rôle néfaste est mis en évidence dans l'article de JACQUES CLEMENT consacré aux syndicats américains — qui fut chargée de ce travail. Elle délégua en Europe un certain Monsieur IRVING BROWN. La tâche essentielle de celui-ci était d'amener les organisations syndicales européennes, à avaliser le Plan MARSHALL et de détruire, en les scissionnant, celles qui refuseraient de s'y rallier.

Est-ce pur hasard si, depuis ce moment, les socialistes de droite, dans le mouvement syndical, ont déclenché une lutte anticommuniste aussi rabique; qu'ils ont, en France, scissionné la C.G.T.; qu'ils ont, en Belgique, exclu les militants communistes, les uns après les autres, pour finir par les éliminer totalement du bureau de la F.G.T.B. ? Pour notre part nous ne pouvons pas voir là une simple coïncidence. Une chose en tous cas saute aux yeux, c'est que les mots d'ordre de Mr IRVING BROWN sont écoutés et réalisés avec une efficace servilité.

2° — **Autre exemple** : L'impérialisme américain décide après quelques tiraillements, la formation d'un **Bloc Occidental** politique et militaire. Ses consignes sont immédiatement exécutées par les socialistes BEVIN et SPAAK. Elles viennent d'avoir leur aboutissement dans le pacte de Bruxelles. Cela n'aurait pas pu se faire si l'on n'avait préalablement jeté le désarroi dans une partie de la classe ouvrière. S'il l'on n'avait essayé de faire croire à celle-ci que les pays d'Europe Occidentale avaient des intérêts communs à défendre.

On a ainsi voulu faire d'une pierre deux coups : 1°) entraîner la classe ouvrière de plusieurs pays d'Europe à la remorque de l'Impérialisme américain contre ses propres intérêts les plus évidents; 2°) faire sauter la Fédération Syndicale Mondiale, en créant une organisation syndicale dissidente, formée des Syndicats américains, et de quelques Organisations Syndicales des pays dits « MARSHALL ». C'est une fois de plus Mr IRVING BROWN qui lanca le mot d'ordre.

L'agence américaine, « **United Press** » nous annonce, dès le mois de novembre 1947, qu'IRVING BROWN espère que les syndicalistes européens anticommunistes se réuniront en Congrès. Mr BROWN dictait là ses directives.

Que constatons-nous quelques temps après ?

Une conférence des Partis Socialistes européens est convoquée à Londres pour discuter de la défense du Plan MARSHALL et de la lutte contre le communisme. Cette conférence

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R0009000

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

s'est tenue depuis. On en connaît les résultats : défense du Plan MARSHALL sans aucune condition, exclusion de la conférence des Partis Socialistes italien et tchèque qui, au nom de l'énorme majorité de la classe ouvrière de leur pays, n'avaient pas pu marquer leur accord.

Qui oserait nier qu'ici encore la directive américaine n'ait été suivie à la lettre ?

3° — Voyons maintenant ce qui se passe sur **le terrain syndical :**

Dès décembre 1947 l' « United Press» — toujours elle — nous apprend, que l'A.F.L. se déclare en faveur d'une nouvelle organisation syndicale internationale dans l'Ouest Européen.

» Les Syndicats Belges, ajoute la dépêche, **ont déjà pris l'initiative de réunir un congrès des syndicats anticommunistes et des nouvelles organisations syndicales françaises anticommunistes. »**

La réunion prévue à cette époque a eu lieu, convoquée, en effet, par les dirigeants droitiers de la F.G.T.B.

Voilà donc les faits. En novembre, le principal agent de l'impérialisme américain, Mr. BROWN, estime qu'il faut réunir les représentants du mouvement ouvrier anticommuniste des pays MARSHALL. Et, dès décembre, les dirigeants droitiers de la F.G.T.B. prennent « l'initiative » d'une telle conférence et ce en dehors de la F.S.M. dont ils sont membres. On a rarement vu consigne exécutée avec autant de célérité.

Et ce sont, bien entendu, ces même dirigeants qui prétendent défendre l'indépendance syndicale contre les « Agents de l'Etranger ».

Voyons maintenant les résolutions de ces conférences.

Que désirait l'Impérialisme américain ? Que les Partis Socialistes et la Conférence Syndicale de Londres, prennent la défense de son plan d'asservissement pour mieux tromper la classe ouvrière européenne. Ici encore, les directives ont été bien suivies. La Conférence Syndicale va même plus loin, elle prend non seulement la résolution de défendre le plan MARSHALL, mais elle estime que ce Plan est le seul moyen de sortir l'Europe de ses difficultés. Nous lisons en effet dans la résolution publiée dans « Le Peuple » du 12 mars 1948 :

« La conférence remercie le peuple des Etats-Unis de son effort de fraternité et de bonne volonté démontré par le Plan. Sans aide américaine, la Conférence prévoit des difficultés insurmontables dans la renaissance économique de l'Europe. La Conférence estime qu'aucune condition inacceptable n'est attachée à l'offre américaine, et qu'il n'y aura pas d'intervention dans la politique intérieure d'aucun des pays intéressés. »

On pouvait difficilement aller plus loin dans la soumission totale à la politique américaine et dans la flagornerie. La conférence de Londres et la résolution qui y fut votée, sont décidément un bel exemple de la façon dont les dirigeants syndicalistes de droite comprennent l'indépendance du mouvement syndical, vis-à-vis d'un gouvernement impérialiste étranger.

Une des prédictions de Mr BROWN ne s'est pourtant pas réalisée à cette conférence : l'on n'a pas osé faire sauter la F.S.M. en créant une nouvelle organisation syndicale internationale.

For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Ce n'est certes pas faute de l'avoir désiré. Mais... l'échec cuisant des scissionnistes en France et en Italie, la réaction vigoureuse de la classe ouvrière des différents pays intéressés, ont fait réfléchir les « conférenciers » et les ont momentanément empêché de perpétrer leur mauvais coup.

Que la classe ouvrière reste cependant vigilante. BROWN et ses agents n'ont pas renoncé à leur but. Ils espèrent y parvenir par d'autres moyens.

*
* *

Nous pensons avoir montre, par ces exemples, que, sur le plan international, l'évolution rapide des socialistes de droite, commencée par l'anticommunisme, a abouti à leur dépendance totale vis-à-vis de l'impérialisme américain.

Leur anticommunisme rabique ne les a pas seulement entraînés dans cette voie sur le plan international. Sur le plan intérieur belge, cette soumission à l'Impérialisme étranger devait inévitablement conduire ces mêmes hommes, à une dépendance de plus en plus complète vis-à-vis du Gouvernement SPAAK... qui n'a rien à refuser à Monsieur TRUMAN.

Cette dépendance a éclaté, dans ses moindres détails, au cours des événements des derniers mois. Elle ne fut ni moins rapide, ni moins brutale dans les problèmes intérieurs que dans les problèmes internationaux.

Quelques exemples nous éclaireront à ce sujet.

1°) Position dans la Politique des Prix et Salaires.

Un bref rappel est nécessaire à ce sujet. La Classe Ouvrière, avait accepté après la libération, à l'appel de ses organisations syndicales, de consentir de lourds sacrifices et de travailler à des salaires qui étaient loin de correspondre au coût réel de la vie. Il s'agissait, à ce moment là, d'arriver par l'augmentation de la production, à ramener celle-ci au niveau d'avant-guerre et de créer ainsi une des conditions nécessaires à l'augmentation du pouvoir d'achat des masses. Grâce aux efforts de la classe ouvrière, ce résultat put être atteint assez rapidement et, le Congrès Revendicatif de la F.G.T.B. en 1946, put enregistrer que dans tous les domaines, la production avait atteint 100 % de son niveau d'avant-guerre. Le pouvoir d'achat des salaires cependant restait à cette époque à 20 % en dessous de celui d'avant-guerre. Dès lors l'organisation syndicale se proposa comme but de combler ce fossé et de ramener, comme première étape, le pouvoir d'achat des masses à son niveau d'avant-guerre. Les organisations syndicales choisirent comme moyen d'action de demander au Gouvernement le contrôle de l'économie pour aboutir à une baisse rapide du coût de la vie.

Malgré les efforts des ministres communistes, le Gouvernement HUYSMANS ne prit pas, contre les trusts, les seuls mesures susceptibles de faire baisser les prix. Au contraire, sa capitulation devant les trusts charbonniers amena les communistes à quitter le Gouvernement. Cette capitulation et toute la politique qui suivit, entraîna la hausse inévitable du coût de la vie.

La preuve de cette hausse, depuis notre départ du Gouvernement, n'est plus à faire. Il n'est plus un ouvrier qui ne proclame que la politique des prix et salaires du Gouvernement a fait fail-

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R0009000

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

lite. La régionale F.G.T.B. de Bruxelles a chiffré l'augmentation du coût de la vie, depuis l'avènement du Gouvernement SPAAK à 17 % minimum. Il n'est donc pas exagéré de dire que, tenant compte de l'écart existant auparavant, le pouvoir d'achat de la classe ouvrière est actuellement inférieur de 25 à 30 % à ce qu'il était avant-guerre.

Quelle était il y a deux ans la position des dirigeants de la F.G.T.B. en cette matière ? Qu'est elle devenue aujourd'hui ?

Au Congrès de 1946, FINET, dans son rapport, après avoir constaté l'écart de 20 % qui subsistait à ce moment entre le pouvoir d'achat actuel et celui d'avant-guerre, indiquait, très nettement, que si les prix ne baissaient pas rapidement, il faudrait passer à l'augmentation des salaires.

Environ un an plus tard, le Congrès des Métallurgistes constatait une diminution accrue du pouvoir d'achat et prenait avec plus d'impatience encore, la même résolution. Au dernier Congrès, par contre, les droitiers de la F.G.T.B. viennent de poser les revendications de la classe ouvrière. Cette fois ils réclament une augmentation de 5 %, et ne parlent même plus de l'écart, qui n'a fait qu'augmenter entre les salaires et les prix. Pourquoi cette évolution ? Pourquoi, si ne n'est pour faire accepter par la classe ouvrière la propagande éhontée du Gouvernement SPAAK, et pour tenter de cacher, à ses yeux, la faillite de la collaboration du Parti Socialiste avec le Parti Catholique réactionnaire, dans le domaine social.

Constatons ici encore que les soi-disant grands défenseurs de l'indépendance syndicale, ont copié servilement leurs positions, sur celles du Parti Socialiste et celles du Gouvernement SPAAK et sont allés prendre leurs directives auprès d'eux.

2°) **En ce qui concerne les réformes de structure :**

Le Congrès de la F.G.T.B. avait été très net à ce sujet. FINET, dans une excellente brochure, avait proposé les textes des projets sur le **« Conseil Central de l'Economie »**, les **« Conseils Economiques »** et les **« Conseils d'Entreprises »**. Seuls les Communistes ont repris ces textes sous forme d'amendements. Ils n'ont pas été suivis. Le projet qui sortira bientôt de la commission, ne ressemblera en rien à celui que réclamait la F.G.T.B. L'entente P.S.C.-P.S.B. en a fait quelque chose de si inconsistant que les soi-disant réformes qu'il contient ne sont plus qu'un trompe-l'œil, un sommifère destiné à tromper la classe ouvrière, à l'endormir. Le projet a sombré dans le plus pur paternalisme.

Nous n'en voulons pour exemple que les pouvoirs de contrôle qu'il concède aux Conseils d'Entreprises. Les membres du Conseil disposeront, en fait de contrôle, du même droit que celui que la loi accorde aux actionnaires des Sociétés Anonymes. Cela signifie en fait, qu'ils pourront poser quelques vagues questions, auxquelles répondront, d'une façon encore plus vague, les membres du conseil d'administration. Ce « droit » s'exercera au cours de l'assemblée générale des actionnaires. C'est-à-dire, normalement, une fois l'an, au moment où l'on dresse le bilan de la société.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

C'est cela que l'on veut faire passer aujourd'hui pour un contrôle financier sérieux de la part des conseils d'entreprises !

On parle aussi, il est vrai, de nommer des « reviseurs d'entreprise », à qui les Conseils pourraient s'adresser pour obtenir d'autres renseignements, mais... ce sera pour plus tard !

Or la Commission a voté ce texte à l'unanimité, moins les abstentions communistes, et dans cette Commission siége MAJOR, secrétaire de la F.G.T.B. Nous avons été témoins, ici, une fois de plus, de l'alignement des socialistes, et des syndicalistes prétendument indépendants sur la politique antiouvrière du gouvernement SPAAK... qu'il s'agit avant tout de sauver et de soutenir.

*
* *

Une telle attitude n'a pas manqué de creuser rapidement un fossé entre les dirigeants syndicalistes de droite et la classe ouvrière.

Ce qui devait arriver arriva. Mémontents de leurs conditions de vie, les travailleurs sont partis en grève. Deux cent mille travailleurs ont suivi l'exemple des mineurs liégeois qui sont partis en lutte les premiers, pour l'amélioration de leurs conditions d'existence.

Au cours de cette action, le fossé s'élargit encore. Cette fois, sans hésitation, le Parti Socialiste, le Gouvernement, et les militants syndicaux de droite se coalisèrent contre la classe ouvrière en lutte.

Dès le début, le Gouvernement prit position, contre une grève, qu'il qualifiait de grève politique, de grève communiste, alors qu'il sautait aux yeux qu'il s'agissait d'une grève imposée à la classe ouvrière par l'abaissement constant de son standing de vie.

Le presse socialiste et syndicale le suivit à la quasi unanimité dans sa campagne odieuse contre les travailleurs en lutte.

C'est un ministre « socialiste » M. VAN ACKER, qui fit jouer contre les travailleurs, la mobilisation civile. Le Congrès de la F.G.T.B. avait pourtant dès 1946, demandé la suppression de la mobilisation civile. Nous avons eu néanmoins le spectacle lamentable de dirigeants droitiers du secteur Gazelco se rendant en délégation chez VAN ACKER, et demandant l'application de cette mesure de contrainte. Il est vrai que l'on tenta d'expliquer ensuite que les patrons aussi étaient mobilisés, et que, dès lors, la mesure prise n'avait aucun caractère de classe.

Les postiers de Bruxelles, se joignirent à la lutte pour protester contre cette véritable atteinte au droit de grève. Le syndicat des Services Publics, les condamna en pleine bataille, permettant ainsi au Ministre socialiste VAN ACKER de révoquer 500 d'entre eux. Il ne faisait d'ailleurs ainsi que rejoindre la tradition des plus réactionnaires ministres catholiques d'antan.

Il était certain cependant que ces 500 hommes ne pouvaient pas rester sur le pavé. Il fallait donc trouver des boucs émissaires. Ce sont les mêmes dirigeants syndicaux qui, consciemment ou inconsciemment, peu importe, fournirent au Ministre ces victimes expiatoires en sanctionnant, en pleine grève, quelques militants soigneusement choisis et, notamment, le permanent syndical de la Poste qui n'avait commis d'autre crime que de rester à la tête de ses hommes en lutte. Résultat : les postiers sont rentrés sauf, bien entendu, ceux qui avaient été frappés de

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

sanction syndicale. Un joli front unique s'est établi là entre le gouvernement et les dirigeants syndicalistes de droite, contre la classe ouvrière et contre les dirigeants qui lui sont restés fidèles. Aujourd'hui, les postiers ayant manifesté à deux reprises, qu'ils maintenaient leur confiance à leurs dirigeants révoqués, les grands « défenseurs de la Démocratie Syndicale », ont décidé, en petit comité, de dissoudre la section régionale des postiers de Bruxelles.

Voilà où mène l'anticommunisme : à la collaboration avec la réaction, à la destruction des organisations syndicales.

Et tout cela bien entendu, au nom de « la démocratie et de l'indépendance syndicales ».

*
* *

Les grèves furent suivies d'un congrès de la F.G.T.B. le dernier en date. Là aussi on savait d'avance ce qui allait se passer...

Une première constatation s'impose : les délégués au Congrès étaient, dans leur grosse majorité, des membres de comités, dont bien peu étaient mandatés par leurs entreprises, ou par des Assemblées Générales.

Au cours de la préparation du congrès déjà, on s'était rendu compte que la tendance C.G.-tiste, suivant les mots d'ordre du Parti américain, se mettant à la dévotion du Parti Socialiste, allait tout mettre en œuvre pour éliminer des postes de direction, les représentants de la tendance unitaire, mettant ainsi en danger l'unité syndicale elle-même.

Le Congrès fut bien plus orienté dans le sens de la lutte anticommuniste, que vers la défense des intérêts de la classe ouvrière.

Ici encore les mots d'ordre venaient du dehors. C'est BUSET qui, à la Tribune de la Chambre, crut bon d'avertir les communistes quelques jours avant le Congrès, que les socialistes étaient décidés à mettre tout dans la balance pour faire du Congrès de la F.G.T.B. un Congrès dirigé essentiellement contre eux. Il le répéta dans « **Le Peuple** » du 23 février 1948, dans un article intitulé « **Eux et nous** », véritable directive aux congressistes, pour faire du Congrès une bataille entre socialistes et communistes, article qu'il terminait par ces mots « **la classe ouvrière est maintenant en mesure de comparer et nous attendons son verdict avec une tranquille confiance** »... Puis KOULISCHER, récidiva quelques jours plus tard, dans un article intitulé « **Concordance parfaite entre les programmes de la F.G.T.B. et le Parti Socialiste Belge** ».

Le Congrès, soigneusement machiné, a en effet admis la plateforme du P.S.B. Premièrement l'anticommunisme en éliminant les syndicalistes unitaires du secrétariat et du bureau. Deuxièmement, la négation des revendications ouvrières qui entraîna cette résolution démobilisatrice de la majorité, qui proposait notamment une augmentation des salaires de 5 %.

S'il avait fallu encore confirmation des sources où s'était inspiré le Congrès, le « **Peuple** » du 1er mars les dévoila définitivement en triomphant, sur quatre colonnes dans un titre en caractères d'affiche, disant « **Le congrès de la F.G.T.B. confirme la défaite infligée par la classe ouvrière belge aux communistes** ». Il eut été difficile en effet, de parler de défaite du patronat...

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

C'étaient, en effet, les intérêts de la classe ouvrière, c'était l'unité de celle-ci, qui venaient d'être lourdement compromis, au profit du soutien à un gouvernement de plus en plus réactionnaire.

Déjà une partie du Congrès avait réagi. Les syndicalistes unitaires avaient, dans une résolution de la minorité, affirmé les revendications véritables de la classe ouvrière et fait des propositions concrètes pour leur réalisation rapide. Rien n'y fit. La majorité de commande vota la résolution chèvre-choutiste, et exclut la tendance unitaire du secrétariat et du bureau.

Quels buts visaient les antiunitaires ? Eliminer des organismes de la direction, des témoins gênants ? Certes. Mais ce n'était pas tout. Ils espéraient encore que les syndicalistes unitaires, tombant dans leur provocation, s'en iraient en claquant les portes, portant ainsi la responsabilité de fait d'une scission qui avait été si soigneusement provoquée.

Ici, ils s'étaient lourdement trompés. Ils avaient jaugé les autres à leur propre mesure. Ils avaient compté sans le fait que les syndicalistes unitaires sont profondément attachés à la défense des intérêts de la classe ouvrière, et partant, à l'unité de celle-ci. Contrairement à ce qu'auraient fait les syndicalistes socialistes de Bruxelles, (qui viennent de scissionner la régionale F.G.T.B. sous le simple prétexte que les communistes y ont la majorité) ils décidèrent de continuer la lutte à l'intérieur de la F.G.T.B. Nous y reviendrons.

*
* *

Quelles ont été les réactions de la classe ouvrière ?

Elle avait conservé quelques illusions : Elle espérait que le Congrès de la F.G.T.B. allait redresser la situation et permettre un nouveau départ. La déception fut profonde. De tous les coins du pays, la protestation ouvrière monta avec force. Des groupes entiers déchirèrent leurs carnets syndicaux, d'autres bloquèrent les cotisations syndicales; la désaffiliation syndicale prit des proportions alarmantes. La situation était très grave. L'avenir même du syndicalisme était en jeu. La classe ouvrière était dans un état d'esprit de doute vis-à-vis de son organisation. Une partie de celle-ci voulait reformer une nouvelle organisation syndicale.

Il fallait absolument réagir.

Deux formes de protestation organisée apparurent. Le manifeste du M.S.U. et la conférence des syndicalistes unitaires appelèrent chacun de son côté, les ouvriers à réagir. Un examen des deux manifestes s'impose si nous voulons tirer des conclusions justes de la situation.

Le Manifeste M.S.U.

Celui-ci, qui parut dans le journal « **Volonté** », avait été précédé en plein congrès, par la démission du chef de file de la tendance, RENARD, comme secrétaire de la F.G.T.B.

Quelles étaient les raisons données par RENARD ? En gros, elles se résument en ceci : RENARD, tout en étant d'accord avec les reproches faits aux « Chefs communistes », se déclara en

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

désaccord avec la décision d'exclure les représentants de la tendance unitaire, du bureau.

Beaucoup d'ouvriers ont applaudi, car RENARD rencontrait là leurs aspirations.

Il n'est pas mauvais de montrer ce que cachait cette manœuvre. RENARD et ses amis étaient-ils contre la décision du bureau ? Nous nous permettons d'en douter. C'est RENARD lui-même qui, dans sa régionale de Liége, ainsi qu'à la Centrale des Métallurgistes, fit admettre la thèse que quatre secrétaires suffisaient, éliminant ainsi les syndicalistes unitaires du Secrétariat. RENARD, en fait, doit être classé parmi les faux unitaires, ceux qui ne font semblant de défendre l'unité, que pour mieux tromper la classe ouvrière.

RENARD a compris dès le début, que les résolutions du Congrès allaient amener une réaction violente parmi les ouvriers. En fait il était d'accord avec la plupart des décisions du Congrès. Ce qu'il reproche aux droitiers, c'est beaucoup moins d'avoir pris de telles décisions que de ne pas les avoir entourées de nuages artificiels, comme la cooptation de deux syndicalistes unitaires après le vote, ce qui eut permis de leurrer encore la classe ouvrière. En fait RENARD reproche à ses amis d'avoir abattu trop tôt leurs cartes, d'avoir fait tout le travail en une fois, alors que lui, RENARD, était partisan d'en arriver au même but, mais en plusieurs étapes.

C'est la raison pour laquelle il a aidé à éliminer les unitaires du secrétariat tout en se déclarant partisan du maintien de deux des leurs, au bureau.

Mais il y avait une autre manœuvre dans le « Manifeste » de RENARD : Celle qui consistait à faire croire à la classe ouvrière que le conflit au sein de la F.G.T.B., était surtout basé sur une bataille de « places », et que les syndicalistes unitaires ne les appelaient à la lutte, que pour garder leur « place » au bureau et au secrétariat. Or rien n'était plus faux. Certes la classe ouvrière proteste contre l'élimination d'une tendance de la direction, parce qu'elle est attachée à l'unité et à la démocratie syndicales, mais ce que RENARD cache, c'est que le conflit au Congrès de la F.G.T.B., porta sur une chose bien plus importante : sur l'opposition des programmes revendicatifs et des façons de les réaliser, opposition qui apparaît très nettement à la lecture des deux résolutions. Il n'y a rien dans le « Manifeste » de RENARD qui proteste contre cette chose essentielle, l'insuffisance notoire du programme revendicatif du dernier congrès de la F.G.T.B.

Or il est impossible de prétendre réaliser l'unité ouvrière, sans appeler la classe ouvrière à s'unir avant tout, pour la défense de ses revendications immédiates. En fait, RENARD a fait semblant de défendre l'unité, pour ne pas se couper des masses, mais il n'apporte rien à celles-ci comme perspective de lutte et de redressement de la situation actuelle.

La conférence des syndicalistes unitaires.

Les syndicalistes unitaires de leur côté, pour réagir devant la situation extrêmement grave créée par le congrès, convoquèrent à Bruxelles, une grande conférence.

Avant d'examiner cette conférence, voyons qui sont ces syndicalistes unitaires. « Des communistes aux ordres de l'étranger », disent leurs adversaires. En fait, ce sont ces braves et courageux

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

syndicalistes, qui, au moment où les amis de M. DE MAN président de l'ex-P.O.B, se ralliaient à l'UTMI (cette organisation syndicale créée pendant la guerre pour servir l'occupant) relevaient le drapeau du syndicalisme de lutte de classe, et créaient partout, dans la plus dure des illégalités : à l'usine, au chantier, dans les bureaux, des embryons d'organisation appelés à cette époque « les comités de lutte syndicale » qui ont à leur actif tant de sabotages, de grèves et de luttes glorieuses contre l'occupant nazi.

La réunion de tous les C.L.S. forma à la libération la Centrale des « **Syndicats Unis** »; elle n'a cessé depuis à mener le bon combat pour l'Unité Syndicale.

Ce sont ces hommes là qui se sont retrouvés, plus de 500, pour parer une fois de plus les coups de ceux qui veulent détruire cette Unité Syndicale qu'ils ont, eux, réalisée pendant l'occupation.

La Conférence se trouvait placée devant de graves problèmes. Convoquée sous l'égide de « l'Action ouvrière », journal des syndicats uniques, nouveau venu dans la lutte syndicale, elle devait rechercher les moyens de rendre confiance à la classe ouvrière; de défendre une véritable plate-forme de revendications, de sauver l'Unité Syndicale.

Plusieurs militants, écœurés des manœuvres qu'ils avaient rencontrées dans leurs organisations, voulaient reformer les « Syndicats Uniques ». Mais le bon sens de la classe ouvrière lui évita cette erreur. La Conférence décida de reprendre comme plate-forme revendicative, la plate-forme de la minorité du Congrès de la F.G.T.B. Elle décida de tout faire pour, qu'au sein de la F.G.T.B., règne une véritable démocratie syndicale, de répondre coup pour coup, aux antiunitaires, de mener la lutte pour faire réintégrer les militants frappés pour leur tendance unitaire, d'achever la fusion et de faire régner la démocratie syndicale à tous les échelons, de lutter pour la représentation des tendances diverses à tous les échelons des organismes de direction, de libérer enfin les syndicats de l'ingérence des partis politiques, quels qu'ils soient, et de l'emprise gouvernementale.

Ce Manifeste, voté à l'unanimité moins deux voix, rencontre un enthousiasme grandissant dans les rangs de la classe ouvrière. Partout, à l'échelon régional, aux entreprises, des conférences de syndicalistes unitaires se déroulent, dans l'enthousiasme le plus significatif. La classe ouvrière sait gré aux unitaires, d'avoir trouvé la voie juste pour redresser la F.G.T.B., pour défendre ses revendications, et pour sauvegarder l'Unité Syndicale.

La réaction se déchaîne, les antiunitaires hurlent à la manœuvre. Ils essayent de représenter ces conférences comme une manœuvre scissionniste. Ils n'y réussiront pas. La classe ouvrière comprend de mieux en mieux chaque jour que pour faire aboutir ses justes revendications, pour maintenir la paix, la liberté et la démocratie, elle doit avant tout rester unie dans son organisation syndicale.

Elle comprend de mieux en mieux chaque jour, que tenant compte de l'évolution des chefs socialistes de droite et des militants syndicaux socialistes, elle ne pourra le faire qu'en luttant résolument contre ceux-ci et contre les thèses de la réaction, qu'ils défendent.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Jacques CLÉMENT

Aspects du Syndicalisme Américain

L'attitude adoptée au cours des ces derniers mois par les dirigeants du mouvement syndical américain n'a pas manqué d'étonner beaucoup de travailleurs européens. En effet, la plupart des leaders syndicaux des Etats-Unis ne se sont pas bornés à se rallier avec enthousiasme au plan MARSHALL : les plus représentatifs d'entre eux ont pris position contre HENRY WALLACE et un émissaire de l'A.F.L., M. IRVING BROWN, a déployé une activité intense, sur notre continent, pour essayer de diviser le mouvement syndical européen et de briser la Fédération Syndicale Mondiale.

L'article que nous publions ci-dessous, qui précise certains aspects du mouvement syndical américain, aidera à comprendre les motifs de ces attitudes.

SAMUEL GOMPERS ET L'A.F.L.

Pour comprendre le retard politique du mouvement ouvrier américain, il est nécessaire d'avoir un aperçu de l'histoire et du développement du mouvement syndical aux Etats-Unis.

Les idées qui ont grandi avec l'**American Federation of Labor** (A.F.L.) sont encore à la base de la pensée de la plupart des syndicalistes américains, même d'une grande partie de ceux qui appartiennent au **« Congress of Industrial Organisations »** (C.I.O.) qui fut formé par des chefs dissidents de l'A.F.L. en 1935 et que l'on considère généralement comme se trouvant à gauche de l'A.F.L. Sans nul doute le C.I.O. est, dans l'ensemble, plus progressif que l'A.F.L. arriérée, mais les idées fondamentales du **« Gompersisme »** — comme s'appelle la théorie officielle de l'A.F.L. — influencent encore profondément la manière de penser du C.I.O.

L'American Federation of Labor vit le jour en 1886. Son chef était SAMUEL GOMPERS, du syndicat des cigariers. L'A.F.L. est, comme son nom l'indique, une fédération de syndicats dont chacun conserve une très large autonomie, ayant notamment le droit de gérer ses affaires courantes sans l'intervention de la Fédération. Les syndicats faisant partie de l'A.F.L. paient des cotisations à la Fédération sur la base du nombre des membres cotisants de leurs organisations. La Fédération a le droit d'agir, de

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

C'est dans cette voie que la Conférence des Syndicalistes Unitaires, s'est engagée. La lutte sera dure, mais nous sommes persuadés que la classe ouvrière, dans notre pays, et à l'échelon international, saura déjouer toutes les manœuvres et sauvegarder son arme la meilleure : l'UNITE SYNDICALE.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

parler au nom des syndicats affiliés et d'en déterminer la politique sur le plan national. Elle peut aussi éventuellement régler les conflits entre syndicats et, en particulier, les conflits d'attributions.

Il ne faut pas oublier que lorsque la « Fédération » fut fondée, elle était composée en majeure partie de **« syndicats de métiers »** plutôt que de **« syndicats d'industrie »**. Suivant la forme archaïque du « syndicat de métier », on le sait, les travailleurs d'une même entreprise, voire d'un même atelier sont affiliés à des syndicats différents, suivant la tâche qu'ils accomplissent dans l'usine. Un travailleur sur bois fait partie du syndicat des menuisiers, un métallurgiste peut appartenir à toute une série de syndicats : syndicats de plombiers, de tôliers, de chauffeurs-mécaniciens, de chaudronniers, etc. en tout une vingtaine d'organisations indépendantes. En fait, quand l'A.F.L. commença à « organiser sans enthousiasme », les ouvriers des usines d'automobiles de Détroit en 1934, les travailleurs s'y trouvaient répartis entre plusieurs douzaines d'organisations différentes.

Dans les grandes usines modernes, ce système suscite forcément des disputes incessantes entre les syndicats, chaque fois qu'il faut déterminer à quelle organisation un individu ou un groupe de travailleurs appartient. Comme chaque recrue signifie une cotisation supplémentaire pour le syndicat qui réussit à le recruter et que chaque nouveau membre augmente le nombre de voix dont le syndicat dispose au Conseil de l'A.F.L., ces conflits de juridiction y ont toujours été fréquents. Ils ont toujours été difficiles à régler, si difficiles même qu'ils ont souvent miné l'unité, et l'efficacité de l'A.F.L.

Ce qui est plus grave encore, quand les travailleurs sont ainsi disséminés dans différents syndicats c'est qu'il y a toujours beaucoup de chances pour que chacune de ces organisations agisse en cavalier seul au lieu de coordonner ses efforts avec les autres dans les luttes contre le patronat. Si les plombiers par exemple, se mettaient en grève, il arrivait souvent que les charpentiers travaillant à l'usine restaient à la besogne. Le patronat n'avait alors affaire qu'à un seul syndicat isolé, c'est-à-dire à un nombre relativement restreint d'ouvriers, à la fois.

La puissance combattive de chacun de ces syndicats en cas de grève et au cours des négociations avec le patronat en était réduite d'autant. Pour surmonter cette faiblesse évidente, l'A.F.L. créa des « sections » de métallurgistes, d'ouvriers du bâtiment, etc. afin d'augmenter la coordination de l'action dans les divers métiers. Mais une cohésion réelle ne fut pas encore réalisée par ce moyen et l'A.F.L. en souffrit en conséquence.

L'organe directeur de l'A.F.L. est le Conseil exécutif composé d'un président, WILLIAM GREEN depuis 1925, qui préside un bureau élu par le Conseil exécutif et choisi parmi les dirigeants des syndicats membres. Le Conseil exécutif détient le pouvoir suprême dans toutes les affaires de l'A.F.L. C'est la voix et la puissance de l'A.F.L.

*
* *

Examinons la doctrine de l'A.F.L., doctrine qui a si fortement marqué de son empreinte le mode de pensée de tant de travailleurs américains.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Le premier président de l'A.F.L. fut SAMUEL GOMPERS qui le resta (sauf un intermède d'un an) de 1886 jusqu'à sa mort en décembre 1924. Même à l'époque de la création de l'A.F.L., SAMUEL GOMPERS témoignait de l'hostilité à l'idée que les travailleurs pussent jouer un rôle politique indépendamment des deux grands partis bourgeois américains : les Républicains et les Démocrates.

Son hostilité à l'action politique indépendante des travailleurs naquit d'une fausse interprétation de ses expériences de chef syndicaliste. GOMPERS s'était aperçu que chaque fois que les ouvriers partaient en grève, les autorités gouvernementales (que ce soit le Gouvernement national ou ceux des Etats) se servaient de leurs pouvoirs pour aider à écraser les syndicats soit par des poursuites devant la justice, soit en se servant des troupes fédérales ou des milices de l'Etat pour disperser les piquets de grève, soit en utilisant la violence pour intimider les travailleurs. GOMPERS en déduisit que les syndicats n'étaient pas assez forts pour lutter contre le gouvernement, que ce soit à l'échelle nationale ou à celle des différents Etats. Il en conclut que les travailleurs devaient concentrer leurs efforts sur la formation pacifique d'organisations syndicales puissantes, éviter le plus possible les luttes afin de ne pas fournir de prétextes à d'éventuelles mesures de répression. D'après lui, cela seul permettrait d'éviter que les pouvoirs publics ne recourent à la force contre les syndicats. Toute sa vie, GOMPERS insista pour que les travailleurs consacrent leur énergie à maintenir et à renforcer leurs organisations, mais il leur demanda de le faire sans recourir à la grève et sans lancer de défis trop sérieux au patronat puisque celui-ci avait, derrière lui, des autorités officielles.

Dans le même esprit, GOMPERS voulait que les travailleurs évitent soigneusement l'arène politique, de peur d'attirer sur eux l'attention des politiciens. Si cela s'avérait nécessaire, les travailleurs pourraient **« punir leurs ennemis et récompenser leurs amis »**, expliquait GOMPERS, mais seulement dans les limites du système des **« deux partis »** (Démocrate et Républicain) propre au capitalisme américain.

Au lieu de combattre le gouvernement quand celui-ci prenait une mesure antiouvrière, GOMPERS préférait capituler.

Il fut le théoricien de la politique « d'apaisement ». Comme tel il interdit aux syndicats d'adopter ou même de se rapprocher d'une façon de penser qui permettrait d'aboutir à la création d'un parti socialiste ou travailliste ayant une conscience propre et susceptible d'élire des candidats, afin de protéger les intérêts des travailleurs et de lutter pour eux.

Du reste, GOMPERS qui avait d'abord été timidement « socialiste » haïssait personnellement tous les progressistes. Il n'était pas homme à tolérer les critiques ou la concurrence. Sa façon d'éviter toute menace à sa puissance consistait à faire la guerre à tous les travailleurs avancés qu'il qualifiait avec mépris « d'intellectuels », terme qui pour lui signifiait : des rêveurs sans esprit pratique, qui n'avaient pas leur place dans le mouvement ouvrier.

De cette façon, GOMPERS isola et chassa de ce mouvement

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

tous les socialistes, tous les militants, tous ceux qui osaient critiquer ses théories. GOMPERS n'était rien de plus qu'un opportuniste étroit. Ses idées ne tenaient pas compte du développement ultérieur du mouvement ouvrier. Il ne voyait que l'étape immédiate. Aucun principe ne l'arrêtait quand une ruse paraissait lui offrir un avantage immédiat, quelles qu'en pussent être les conséquences lointaines. Il tournait en dérision tout programme de longue haleine. **« Que l'avenir prenne soin de lui-même »**, disait-il. Puisque la politique implique un programme d'avenir, c'était pour lui une raison de plus pour combattre l'action politique des travailleurs

GOMPERS était un adepte du syndicalisme alimentaire le plus vulgaire. Il ne voyait dans la lutte des travailleurs que des meilleurs salaires et la réduction de la durée du travail. Il cherchait **« un salaire quotidien raisonnable pour une journée de travail raisonnable ».**

ADOLPH STRASSER qui avait passé à GOMPERS bon nombre de ses conceptions se vanta un jour devant un comité du Sénat des Etats-Unis de ce que les travailleurs américains n'avaient pas de buts. **« Nous n'avons pas de but final »**, déclara-t-il. **« Nous vivons au jour le jour. Nous luttons pour des buts immédiats ou des buts qu'on peut réaliser en quelques années. »**

Visiblement, ni le socialisme, ni la libération économique et politique de la classe ouvrière n'avaient de place dans ces théories. Le « Gompersisme » n'était pas anticapitaliste. Son but était de rendre le capitalisme plus acceptable aux ouvriers et non pas de lutter pour supprimer son régime d'oppression et d'exploitation.

Le « Gompersisme » cependant n'est pas le fruit de la pensée d'un seul homme. Ce fut la doctrine officielle acceptée par le mouvement syndical et elle continue à dominer la manière de voir des leaders bien payés qui se considèrent comme les « Hommes d'Etat » du Travail. C'est certainement encore la doctrine de WILLIAM GREEN et du Conseil exécutif actuel de l'A.F.L. Et c'est aussi, hélas, celle d'un grand nombre de chefs de la C.I.O.

*
* *

Mais que signifia en pratique le rejet par GOMPERS et l'A.F.L. de toute action politique ? Il signifia que le mouvement ouvrier aux Etats-Unis **nia l'existence de l'antagonisme des classes. Et dans l'ensemble, il nie encore cette réalité.** FRIEDERICH ENGELS écrivit au sujet du mouvement ouvrier aux Etats-Unis : **« L'existence même des syndicats ouvriers est une preuve suffisante de ce fait; s'ils ne sont pas créés pour lutter contre les empiétements du capital, pourquoi sont-ils faits ? Il ne sert à rien de mâcher les mots. Toutes les belles paroles ne cacheront pas la laideur du fait que la société actuelle est essentiellement divisée en deux grandes classes antagonistes. »**

L'A.F.L. nia pourtant ce fait. Certes ses statuts reconnaissaient qu'une **« lutte se poursuit dans toutes les nations du monde civilisé, une lutte entre le capitaliste et le travailleur, et cette**

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

lutte devient plus intense d'année en année ». Mais GOMPERS et le « Gomperisme » répudaient ces paroles courageuses. Le « Gompersisme » se voilait la face devant la conclusion qu'ENGELS en tirait logiquement **« Une lutte entre deux grandes classes de la société devient nécessairement une lutte politique. Dans chaque lutte de classe contre classe, le but ultérieur pour lequel on lutte, c'est le pouvoir politique. »**

Le « Gomperisme » repoussait rageusement ce **« but ultérieur ». La « doctrine sans doctrine »** (comme on appelait le « Gompersisme ») prétendait que ce qui était vrai pour tous les autres mouvements ouvriers, la lutte de classe, n'était pas vrai pour les Américains. Le mouvement ouvrier américain, d'après cette théorie, était « exceptionnel ».

Bien entendu toutes les luttes ouvrières ont prouvé que le « Gompersisme » avait tort, mais cela n'a pas changé le point de vue de l'A.F.L. et de son Conseil exécutif.

Malheureusement il est encore vrai même aujourd'hui que la plupart des chefs syndicalistes américains, dans l'A.F.L. comme dans le C.I.O. croient que le mouvement syndical américain est « exceptionnel ». Ces chefs prétendent qu'il n'existe pas de division de classes et, par conséquent, pas de lutte des classes aux Etats-Unis.

*
* *

Le « Gompersisme » fut toujours hostile à l'idée d'organiser la majorité des travailleurs dans des syndicats. Un afflux de masses ouvrières, aurait pu, grâce aux votes de celles-ci, menacer l'hégémonie du Conseil exécutif et obliger sa direction inamovible à relâcher sa poigne de fer sur les syndicats. Il aurait pu, en un mot, introduire une certaine démocratie dans la conduite des affaires syndicales. GOMPERS et ses collègues du Conseil exécutif se montrèrent très habiles dans l'art de diviser les travailleurs. Ils mirent à profit les rivalités qui opposaient les immigrants aux ouvriers déjà « américanisés » pour empêcher le mouvement syndical américain d'abandonner ses théories de collaboration de classes et de capitulation. Beaucoup d'immigrants croyaient au mythe américain d'après lequel l'ouvrier d'une usine pourrait un jour devenir propriétaire de l'usine, mythe qui freina longtemps le développement de la conscience de classe. Mais beaucoup d'immigrants arrivaient aussi aux Etats-Unis avec la compréhension de la lutte des classes et des aspirations socialistes. Ce fut une autre bonne raison pour GOMPERS (qui considérait les travailleurs nés à l'étranger comme « dangereux » pour le mouvement syndical) de ne pas les admettre dans les syndicats.

N'oublions pas, d'autre part, que, même jusqu'au début du XX^{e} siècle, les ouvriers avaient un semblant de possibilité d'échapper à l'exploitation et à l'oppression. Lorsque la vie devenait trop dure dans les centres industriels, ils s'en allaient vers les régions de l'intérieur moins développées.

C'étaient surtout le cas des manœuvres, pour la plupart des immigrants, qui avaient été attirés vers l'ouest par la perspective de terres libres et par des histoires échevelées de gains faciles. Dès qu'un groupe de manœuvres quittait les usines pour

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

aller plus à l'ouest, un autre groupe d'immigrants le remplaçait. Pour GOMPERS ce besoin de changement des manœuvres apportait une preuve de plus à l'appui de son affirmation que les manœuvres et les ouvriers nés à l'étranger étaient instables et, par conséquent, dangereux pour le mouvement syndical.

Au moment de la constitution de l'A.F.L., en 1886, l'économie américaine se composait encore essentiellement de petites entreprises employant un groupe relativement réduit d'ouvriers qualifiés. Les syndicats organisèrent ces groupes de qualifiés. L.A.F.L. s'efforça surtout d'obtenir un « monopole du travail » en organisant les spécialistes et non la grande masse des manœuvres et des ouvriers demi-qualifiés. Elle songea même à admettre uniquement comme membres les travailleurs très spécialisés que le patronat ne pourrait pas remplacer facilement et pour lesquels on ne trouverait pas aisément des « jaunes » en cas de conflits de travail.

L'A.F.L. estimait que, par cette méthode, les luttes syndicales seraient plus courtes, le standard des salaires de l'élite des travailleurs serait maintenu, et avec lui le prestige de la fédération.

Mais dès 1890, l'industrialisation se développa et, avec elle, les possibilités d'évasion diminuèrent. Les ouvriers même non-qualifiés, s'enracinaient de plus en plus dans les régions industrielles. De grandes usines remplacèrent les petites; la mécanisation supprima la demande de spécialistes; la technique moderne de production unifia les procédés et simplifia les opérations. Le résultat inévitable fut le remplacement de l'ouvrier qualifié, par le demi-qualifié et même, dans bien des cas, par le manœuvre.

L'A.F.L. ne suivit pas cette évolution avec autant de rapidité. Elle continua à défendre le « monopole du travail » et à s'organiser sur les bases rigides des métiers. Le « Gompersisme » entra en conflit avec la réalité, mais l'A.F.L. n'en continua pas moins d'organiser seulement des groupes spécialisés d'ouvriers et de laisser les masses sans organisation aucune.

Le résultat en fut que l'A.F.L. ne réussit pas à amener au syndicalisme la grande majorité des ouvriers américains qui restèrent à la merci de leurs patrons. Avec une majorité d'ouvriers non syndiqués, l'A.F.L. eut de la peine à résister, après la première guerre mondiale, à la tentative patronale de détruire complètement les syndicats. Malgré cela l'A.F.L. s'obstina dans son refus de syndiquer les ouvriers des industries de production massive sur la base de ces industries, quoiqu'elle ne pût visiblement pas le faire avec ses « syndicats de métiers ».

L'A.F.L. continua à se baser sur une « aristocratie du travail » (les ouvriers qualifiés, qui se voyaient pourtant éliminés de plus en plus souvent). Mais sa politique priva ce groupe pourtant « privilégié » d'une protection adéquate contre le patronat.

L'A.F.L. ne fit par ailleurs aucun progrès dans la voie de l'organisation des industries nouvelles qui surgirent comme conséquence de la première guerre mondiale : fabriques d'automobiles, aciéries, verreries, ateliers de constructions maritimes, fabriques d'appareillage électrique, de caoutchouc, etc.

Enfin, des catégories entières d'ouvriers furent maintenus en

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

dehors des syndicats parce que c'étaient en général des manœuvres ou des semi-qualifiés : les nègres, les femmes, les travailleurs nés à l'étranger.

L'existence de ces groupes immenses de travailleurs non syndiqués permit aux patrons d'abaisser considérablement le niveau de la vie, de se servir d'un groupe de travailleurs contre un autre et même de détruire le « monopole du travail » des qualifiés. Le « Gompersisme », non seulement n'organisa pas la classe ouvrière, mais il combattit toute tentative de le faire.

***

Telles sont les racines et les échecs logiques du « Gompersisme ». Les racines s'enfoncèrent profondément et la plante empoisonnée qui en sortit, fut vigoureuse.

Actuellement, en 1948, les principes du « Gompersisme » dominent le Conseil exécutif de l'A.F.L. et ses conseils subsidiaires. On retrouve même malheureusement plusieurs de ses fausses théories dans les cercles dirigeants du C.I.O. dont beaucoup de leaders ont été élevés à l'école du « Gompersisme ».

L'effet sur le mouvement ouvrier américain en est extrêmement dangereux. La plupart des ouvriers américains croient que le mouvement syndical américain est « exceptionnel »; ils croient que les Etats-Unis sont miraculeusement exempts de la lutte de classes.

La majorité des travailleurs américains est restée foncièrement apolitique.

Certes, au cours des grèves, l'ouvrier américain témoigne d'une conscience de classe simple, d'un grand héroïsme et d'une énergie infatigable. Mais, en général, il **ne comprend pas encore qu'une lutte économique** qui ne **s'appuie pas sur la lutte politique ne peut lui apporter de victoire définitive.** Il en résulte qu'on lui arrache facilement les gains pour lesquels il a si durement combattu, qu'on le trompe facilement en criant au « communisme » et qu'il reste encore presque toujours apathique quand on l'appelle à une action de politique de classe.

C'est ce retard dans l'éveil de la conscience de classe chez la plupart des travailleurs américains qui permet à la direction de l'A.F.L. de poursuivre une politique foncièrement antiouvrière que nous ne pourrions mieux illustrer qu'en dépeignant un de ses « hommes de confiance actuel », Mr IRWING BROWN, envoyé spécialement en Europe par la « Fédération américaine du Travail » avec la tâche bien précise d'y diviser les organisations ouvrières.

MR. IRVING BROWN, COMMIS-VOYAGEUR DE L'IMPERIALISME AMERICAIN.

Mr IRVING BROWN, le représentant européen du « Comité syndical libre » de la « Fédération américaine du Travail » est un homme-mystère, c'est-à-dire que son propre passé est vague, bien que son rôle et ses intentions en Europe n'aient rien d'obscur. Pour parler franchement, Mr BROWN est employé par l'A.F.L. (**American Federation of Labor**) pour diviser les mouvements syndicaux de l'Europe occidentale afin de les rendre inoffensifs vis-à-vis de l'impérialisme américain, du « **Big Bussines** » Yankee.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Dire que la tâche d'IRVING BROWN, à Bruxelles, est insolite pour un employé d'une organisation officielle de travailleurs, c'est rester largement en dessous de la vérité.

Que l'organisation syndicale d'un pays maintienne un agent dans un autre pays pour détruire l'unité de la classe ouvrière et de l'organisation ouvrière est un fait sans précédent dans l'histoire du monde du travail. En réalité le rôle de Mr BROWN peut être décrit comme un travail de démolisseur.

Tout d'abord, il faut noter que M. IRVING BROWN ne parle pas au nom de la classe ouvrière américaine, pas plus que les nombreux vendeurs de gruau d'avoine et de coca-cola qui visitent aujourd'hui l'Europe, ne représentant le prolétariat américain. Si Mr BROWN prétend qu'il est le porte-parole « officiel » des travailleurs américains, c'est uniquement pour semer la confusion.

Le mensonge a toujours été l'arme la plus forte de la réaction.

Mr IRVING BROWN n'est pas et n'a jamais été « dirigeant » de n'importe quel syndicat américain. Il n'a jamais été élu à aucune fonction syndicale. Il n'existe même aucune trace que BROWN ait jamais été vraiment membre d'un syndicat : il est tombé du ciel en quelque sorte, comme l'agent en Europe du Conseil exécutif de l'A.F.L.

Le nom de BROWN parut pour la première fois dans la grande presse en avril 1946. Il se trouvait, apprit-on, en Europe depuis la fin de la guerre et avait fait entretemps de nombreux et brefs voyages aux Etats-Unis pour faire rapport à l'Exécutif de l'A.F.L. sur les conditions du travail dans notre continent.

Pendant son voyage d'avril 1946, Mr IRVING BROWN avait vivement conseillé à l'A.F.L. de s'opposer au projet de SIDNEY HILLMAN qui voulait établir les syndicats en Allemagne par industrie plutôt que par métier. IRVING BROWN, on le voit, adoptait ainsi la position classique de l'A.F.L. en cette matière.

Il espérait visiblement condamner par ce système les ouvriers allemands à l'impuissance en face de dirigeants industriels que soutiennent les Anglo-Saxons.

En juin 1946, le nom d'IRVING BROWN paraît à nouveau dans les journaux. On lui avait refusé l'autorisation de visiter les écoles syndicales et les auberges de la Jeunesse dans la zone occupée par les Russes en Autriche où il voulait aller « démasquer » la dictature des Soviets.

En octobre 1946, WILLIAM GREEN, président de l'A.F.L., annonça qu'IRVING BROWN ouvrirait un bureau de l'A.F.L. à Paris. Le but de cette initiative n'était pas précisé. Pourquoi l'A.F.L. devait-elle établir soudain un quartier-général à Paris alors qu'elle attaquait sans cesse les syndicats français ?

L'A.F.L., rappelons-le, avait refusé de faire partie de la F.S.M. **(Fédération Syndicale Mondiale)** et combattait vivement l'unité internationale des travailleurs. Le soupçon se fit jour, que le bureau de Mr BROWN à Paris n'était probablement pas destiné à renforcer l'organisation syndicale française, bien au contraire.

BENOIT FRACHON, secrétaire de la C.G.T. protesta contre la présence de ce singulier délégué de l'A.F.L. à Paris et rendit public le fait que BROWN se mêlait des affaires intérieures des syndicats français.

Démasqué, BROWN annonça qu'il renonçait à son projet. Il

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

ajouta qu'il ouvrirait son bureau ailleurs et choisit... Stuttgart en Allemagne ! Et aussitôt installé là, il se précipita au Département d'Etat américain en criant qu'il avait découvert « un terrible complot ». L'U.R.S.S., a l'en croire, essayait de contrôler les syndicats allemands !

Mr IRVING BROWN avait d'abord projeté de découvrir ce complot durant son voyage en Autriche mais comme on ne lui avait pas permis d'entrer dans ce pays, il avait mis son « complot » en réserve car Mr BROWN hait le gaspillage.

Mais l'Allemagne n'occupa pas tout le temps de BROWN. C'étaient les syndicats français qui l'intéressaient puisque le Comité Exécutif de l'A.F.L. considérait ceux-ci comme la clef de voûte du mouvement ouvrier européen.

BROWN reparaît donc soudain à Paris où il s'occupa de la diffusion de sa publication qui s'intitule « FREE TRADE UNION NEWS » **(Nouvelles syndicales libres)** qui contenaient surtout des instructions et des programmes pour les dissidents des syndicats ouvriers français. Avec l'aide de l'administrateur des P.T.T. qui fit distribuer les « News » gratuitement, il put en expédier un exemplaire aux 35.000 chefs de file du mouvement syndical français.

BROWN établit aussi des contacts individuels dans les syndicats français parmi ceux qui voulaient arracher le pouvoir aux dirigeants élus par la majorité. Ces amitiés coûtèrent de l'argent à BROWN, mais il en a beaucoup et il fait volontiers ce qu'il appelle « de bons placements ». Il versa donc 300.000 fr. de subventions à un groupe de membres de l'Union des Postiers contre la promesse que ceux-ci provoqueraient une scission. Et il promit 100.000 fr. de plus tous les mois à ces hommes de paille s'ils suivaient ses directives et lui apportaient des résultats satisfaisants.

La « **Vie Ouvrière** » publication hebdomadaire des syndicats français a révélé que BROWN avait arrangé des réunions secrètes entre des « syndicalistes » français ambitieux qui étaient désireux de se mettre au service de Wall Street et du Département d'Etat américain et le Comité exécutif de l'A.F.L. C'est dans ces conversations intimes que fut préparée la campagne européenne et en particulier la campagne ayant pour but d'obtenir l'appui syndical pour le plan MARSHALL. Mais la conférence tira aussi la conclusion que les deux années d'efforts de BROWN en Europe n'avaient pas donné beaucoup de résultats et que celui-ci avait dépensé des sommes considérables pour un bien maigre résultat. BROWN adopta alors une nouvelle tactique : l'attaque des syndicats par en dessous afin de les désagréger au moment opportun.

En octobre 1947, BROWN revint aux Etats-Unis pour y faire rapport à la Conférence de l'A.F.L. à San Francisco. Il suggéra la création d'une nouvelle organisation dans le seul but de briser la F.S.M. Il se vanta qu'il arriverait à provoquer des scissions en France. Et il prédit qu'il amènerait une division de la F.S.M. sur le plan MARSHALL.

Pendant les grèves françaises de novembre et décembre 1947, IRVING BROWN apporta une aide précieuse à « **Force Ouvrière** ». Il accorda notamment une aide financière importante aux

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

briseurs de grève et il faut reconnaître qu'il fit plus que n'importe qui pour donner vie à **« Force Ouvrière »**. Bien entendu, il employa les fonds de l'A.F.L. à créer cette organisation anti-syndicale.

BROWN a maintenant établi son siège d'opérations à Bruxelles où il ne se prive évidemment pas d'entretenir des relations extrêmement cordiales avec certains dirigeants syndicalistes belges auxquels il offre... des avis !

Peut-être les agissements d'un IRVING BROWN paraîtront-ils incroyables aux syndiqués européens.

Mais BROWN, ne l'oublions pas, n'est en l'occurrence que l'agent du Comité Exécutif de l'A.F.L. lequel, nous l'avons vu, pose comme principe la nécessité de collaborer avec le patronat, nie l'existence de la lutte des classes, combat toute action politique autonome du mouvement ouvrier et s'oppose rageusement à la candidature de HENRY WALLACE pour la présidence des Etats-Unis.

Une figure comme celle d'IRVING BROWN ne constitue nullement une exception dans le mouvement syndical américain actuel.

Prenons le cas de MATTHEW WOLL, qui dirige le **« Service international »** de l'A.F.L. Ce personnage fut longtemps le « prince héritier » de la fédération. (SAMUEL GOMPERS l'avait choisi, pour lui succéder à la présidence de l'A.F.L. lorsqu'il mourrait, mais les autres membres du Conseil Exécutif, qui s'en méfiaient, ont contrecarré la volonté du « vieux renard », comme on appelait GOMPERS.)

MATTHEW WOLL est président du syndicat des photograveurs, syndicat peu nombreux et sans importance de spécialistes hautement qualifiés. Mais il passe beaucoup plus de temps à diriger ses affaires personnelles qu'à se soucier du bien-être des membres de son syndicat. WOLL est en effet, un homme d'affaires. Il a fondé et il dirige l'**Union Life Insurance Company,** c'est-à-dire que son intérêt principal est de vendre des polices d'assurance. Le point de vue général de WOLL, en tant que fonctionnaire syndical, est strictement déterminé par sa « compréhension » profonde des problèmes et des besoins du patronat. Les agents de WOLL sollicitent des assurances aux patrons et ceux-ci se laissent facilement convaincre car ils savent qu'en s'assurant sur la vie à la compagnie de WOLL ils s'assurent aussi contre des revendications ouvrières de la part des syndicats de l'A.F.L.

Les excursions de WOLL dans le monde de la « liberté d'entreprise » lui ont, beaucoup rapporté.

C'est WOLL qui fut l'un des adversaires les plus acharnés du syndicat par industrie à l'A.F.L. Le motif de son aversion pour cette forme d'organisation provenait de sa crainte très fondée de perdre son pouvoir sur les syndicats et sa place au Conseil Exécutif de l'A.F.L. si les masses ouvrières arrivaient à élire leurs chefs syndicaux.

Pendant plusieurs années MATTHEW WOLL fut le président effectif d'une organisation patronale appelée THE NATIONAL CIVIC FEDERATION dont le seul but était de briser les grèves

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

et de traquer les « Rouges » c'est-à-dire les travailleurs inspirés de sentiments combattifs et révolutionnaires. Ses activités devinrent finalement si compromettantes que le Conseil Exécutif de l'A.F.L. dut l'obliger à démissionner et à abandonner ce poste lucratif. WOLL aida aussi les « syndicats de compagnies », syndicats jaunes organisés par les patrons jusqu'au jour où il commença à redouter que des travailleurs vraiment avancés puissent s'y emparer des postes de commande. Quand il en arriva là, WOLL conseilla aux patrons de faire passer leurs syndicats à l'A.F.L. et de s'assurer ainsi la garantie que leurs ouvriers ne leur causeraient aucun ennui.

Si des hommes comme MATTHEW WOLL et IRVING BROWN se sont vus confier la tâche de désagréger le mouvement syndical européen, il ne fait pas de doute que ce soit à titre de « porte-parole ouvriers » du Département d'Etat américain.

Ces hommes jouent un rôle de premier plan dans la campagne pour coloniser l'Europe, pour faire accepter le plan MARSHALL aux travailleurs européens, pour préparer les peuples d'Europe à se faire tuer dans une « croisade » contre le socialisme et l'Union Soviétique.

Le raisonnement est très simple du point de vue du Département d'Etat, du Conseil Exécutif de l'A.F.L., de MATTHEW WOLL et d'IRVING BROWN. Ces messieurs ne se posent qu'une question : **« Qui se trouve entre nous et l'écrasement de toute résistance à nos projets de guerre, à nos plans antisoviétiques, à nos plans d'assujettissement de l'Europe ? »**. La réponse est claire : **« Le mouvement syndical européen organisé et uni peut constituer un obstacle puissant au programme belliciste et réactionnaire du gouvernement des Etats-Unis. Par conséquent, il faut que les monopoles américains, la réaction américaine divisent le mouvement syndical européen, détruisent l'unité de la classe ouvrière européenne, affaiblissent les travailleurs et rendent impuissantes les masses européennes. »**

Et ce travail, pour réussir, ne peut se faire ouvertement; il doit se parer du masque d'une **« collaboration des organisations ouvrières américaines »** et obtenir le concours des syndicalistes européens dont le réformisme traditionnel et l'anticommunisme avéré permettent d'espérer l'appui.

En Amérique même, les dirigeants de l'A.F.L. et leurs collègues de la C.I.O. font approuver les plans du général MARSHALL non point parce que les ouvriers américains sont consciemment ralliés à une politique impérialiste, mais tout simplement parce que la majorité d'entre eux pensent qu'il est de leur devoir de soutenir la politique étrangère du gouvernement. Pour les ouvriers américains qui n'ont pas encore une conscience de classe très développée, pour ceux qui ne comprennent pas ce que l'impérialisme implique, le « patriotisme » s'exprime par l'approbation automatique de la politique étrangère qu'adopte leur gouvernement à l'égard des autres nations.

Cela continuera-t-il ainsi ? Il est fort heureusement permis d'espérer que non. La classe ouvrière américaine est courageuse et dans les conflits revendicatifs qui la dressent si souvent contre le patronat, elle fait preuve à la fois d'une réelle conscience de classe, d'une grande discipline et d'une combattivité admirable.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

De plus, au cours des derniers mois, si les efforts tenaces déployés par le Parti Communiste américain n'ont encore été entendus que par une petite minorité de travailleurs avancés, l'écho puissant qu'ont rencontré les appels de M. WALLACE en faveur d'un « troisième parti » qui lutterait vraiment pour la paix et la prospérité, montre que les masses populaires américaines commencent à comprendre la nécessité d'imposer au pays une autre politique que celle de Wall Street.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Notes de Lecture

LES LIVRES

CEUX QUI VIVENT par Jean LAFFITTE. Editions *Hier et Aujourd'hui.*

Le fascisme a été pour les classes laborieuses du monde entier et singulièrement de l'Europe continentale, une atroce et inoubliable expérience.

Partout où s'implanta ce régime — que ce soit à la faveur d'une prise de pouvoir ou d'une occupation militaire — surgirent, d'une part la veulerie, les appétits les plus abjects, la dégradation totale et, d'autre part, le courage, la résistance, l'abnégation, le sentiment du devoir et de la solidarité humaine. La littérature, miroir fidèle de la société, de ses aspirations, de ses préoccupations, s'enrichit ainsi d'un thème nouveau, intensément dramatique, dont les multiples aspects s'ordonnent en deux mots : Trahison et Résistance.

Faute d'un recul suffisant, nous ne pouvons pas encore faire le bilan de cette production, ni en dégager les conclusions générales. Néanmoins ses principales particularités s'affirment déjà. Il s'agit généralement d'une littérature sociale et expérimentale, soucieuse de véracité, où l'enquête l'emporte sur l'imagination, et où chaque œuvre s'efforce d'apporter un témoignage exact sur un monde arbitraire créé de toutes pièces par le fascisme — immense prison où l'unique porte de sortie ouvrait sur la mort.

La plupart de ces publications revêtent la forme de miroirs. Mais qu'il s'agisse d'une confession, d'un poème, d'un roman ou d'une nouvelle, les personnages, sans rien perdre de leur individualité, se peuvent toujours identifier à deux forces qui s'affrontent : Le Fascisme et la Démocratie.

Une société est en gestation, celle des homme libres. Que ce soit sur la terre de France ou de Belgique, aux portes de Prague où sur les rives de Stalingrad, que ce soit à Londres où à Buchenwald, nous sommes confrontés avec le même héros : L'homme du peuple désireux de sauvegarder son droit à la vie. Cette tendance demeure beaucoup plus imprécise dans la littérature des années 1914-1918. Au cours de cette guerre purement impérialiste, la grande majorité du peuple, n'avait réussi à acquérir que des notions très confuses sur la signification réelle de la lutte en cours et son enjeu était ailleurs. A l'heure actuelle, au contraire, les témoignages de combattants et de détenus (depuis les *Graffitis* recueillis par HENRI COLET sur les murs de la prison de Fresnes, *l'Antée* de GARAUDY, *le Radeau de la Méduse* de MOUSSINAC, les *Lettres de fusillés,* les *poèmes* d'ARAGON ou d'ELUARD, les *nouvelles* de VERCORS ou d'ELSA TRIOLET, jusqu'aux mémoires consacrées aux camps de concentration) sont autant de formes diverses d'une prise de conscience des masses, d'une protestation collective, lucide, et passionnée contre les régimes d'oppression et de mort.

Parmi les œuvres de plus en plus nombreuses, conçues sous ce signe, celle de JEAN LAFFITTE — si heureusement intitulée *Ceux qui vivent* — se détache nettement. Ses qualités sont multiples et bien des critiques les ont déjà mises en relief. Nous bornerons notre examen à trois d'entre

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

elles — celles précisément qui nous semblent indispensables à la genèse et au développement d'une véritable littérature sociale.

Le succès très vif que le livre de LAFFITTE a rencontré, tant en France que dans notre pays, s'explique, avant tout, par l'expression simple et dépouillée de la vérité, considérée sous l'angle le plus bouleversant, par une sincérité toute naturelle, servie d'ailleurs par une remarquable justesse de ton; par une sobriété d'expression qui — aussi contradictoire que cela puisse paraître — est toute en nuances et en finesse.

Il n'y a pas un résistant, un prisonnier politique, qui n'ait interrompu sa lecture pour s'écrier : « C'est ça, c'est exactement ça ! »

Eloge rare.

Ce livre, dont l'action se situe en grande partie dans des lieux que hantaient la mort et le désespoir, témoigne, à chaque page, d'un sens aiguisé de la vie.

ARAGON l'a d'ailleurs admirablement précisé :

« *Aux moments les pires, dans le sang, la torture, la faim, le bagne, l'épouvante, le visage de celui qui nous parle ne devient jamais grimaçant, jamais ne s'y efface tout à fait la possibilité du sourire.* »

Dans les récits de guerre 14-18 de GEORGES DUHAMEL nous retrouvons aussi cette fraîcheur du sentiment, cette limpidité du regard conservées au sein de l'horreur. Chaque fois cependant que JEAN LAFFITTE s'arrête devant une fleur qui s'étiole, écoute, avec émotion, un chant d'oiseau, il y perçoit un appel à la vie et à la lutte collective. DUHAMEL, au contraire, n'y cherche qu'un moyen d'évasion, un prétexte à se détourner de la réalité (1).

Réactions absolument normales. LAFFITTE est un homme d'action. Il se sent solidaire de son milieu. Il trouve dans la lutte que mène ce milieu, la raison d'être de son activité et de son art. DUHAMEL, sous les influences combinées de BERGSON et de CLAUDEL (quoi qu'il en puisse avoir) se perd aisément aux méandres d'une *Connaissance Poétique* (qui n'est que la vague perception de ses propres mouvements les plus superficiels). Il ne parvient plus à regarder — ou peut-être ne désire plus regarder — le monde réel en soi et à en tirer les conclusions qui s'imposent.

Il y a dans *Ceux qui vivent* une autre richesse encore. Ce livre constitue une documentation significative sur la psychologie de cet « homme nouveau » qui s'affirme, à travers la lutte, chaque jour davantage.

Au moment où, un peu partout, on cherche à dégager les particularités de l'Homme Communiste, à préciser sa psychologie et sa morale nous en trouvons ici une étude pratique et vivante. C'est cette conception de la vie, qui donne à l'œuvre sa profonde unité. Elle lui est en quelque sorte sous-jacente (au sens où l'entendait EDGAR POE) et devient perceptible à chaque phase du récit.

Il y a d'abord — aux premiers jours de la Résistance — le bouleversant examen de conscience de JEAN LAFFITTE lui-même :

« *Pour mener cette lutte, il faut être capable d'endosser volontairement le risque permanent de la mort. C'est une étape à franchir. Suis-je capable de la gravir ? La vie est belle, c'est vrai, mais vivre ce n'est pas seulement respirer. Vivre c'est agir, c'est parler, regarder, être un homme, être libre.* »

Et au contact du peuple de Paris la réponse se précise :

« *Les hommes que je viens de voir se sont posé, j'en suis sûr, les questions que je me suis posées. Ils aiment passionément la vie, leurs*

(1) La *réalité* n'est pas l'espect extérieur des choses et des phénomènes, ni ce qu'ils peuvent susciter d'émotion. C'est le mouvement dialectique qui les anime et les explique. C'est, exactement, la *lutte* — et, pour les phénomènes sociaux, la lutte des classes.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

femmes, leurs enfants. Mais ils sont prêts à faire simplement, sans chiqué, le sacrifice de leur existence. Pour être digne de marcher devant eux, il ne faut pas avoir peur de risquer sa peau. Maintenant je suis bien tranquille. Je n'aurai pas peur. C'est à eux que je dois de me sentir assez fort. »

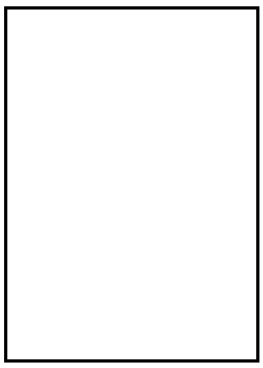
Il y a la réponse à l'interrogatoire de la Gestapo :

« — *Je voudrais savoir pour quelle raison vous êtes venu au parti Communiste ?*

— *Parce que j'aime mon pays.* »

Il y a l'organisation de la solidarité dans les camps. Aux moments les plus difficiles, les communistes se privent littéralement de leur nourriture — et obtiennent un sacrifice identique des autres détenus — pour arracher à la mort tout ceux qui — quelle que soit leur opinion politique — continuent dans les camps, a porter en eux, un désir de vivre assez grand pour lutter contre l'anéantissement et espérer en l'avenir.

A. F. G.



Imprimerie Typo-Belge, S. A.
(Adm. resp. : Y. Decerf)
90, rue Edouard Faes,
Bruxelles-Jette.

Auteur responsable :
François Claessens
29, avenue Hélène,
Anvers

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Tous ceux qui veulent servir et défendre la presse communiste doivent souscrire des actions de la

NOUVELLE SOCIÉTÉ BELGE D'ÉDITION ET D'IMPRESSION

Ils doteront ainsi

Le Drapeau Rouge

et la

Rode Vaan

de leur propre imprimerie.

Une action coûte 100 francs.

Souscrivez en adressant une demande écrite à la

Nouvelle Société Belge d'Édition et d'Impression

33-35, rue de la Caserne, 33-35

BRUXELLES

ou en versant le montant de votre souscription au **C. C. P. 7550.50** de Xavier Relecom à Bruxelles.

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6

LISEZ

LE DRAPEAU ROUGE

organe central quotidien du P.C.B.

ABONNEMENTS :

Un an : **320** francs.
6 mois : **160** francs.
3 mois : **80** francs.

ADMINISTRATION :

33-35, rue de la Caserne — Bruxelles
C.C.P. : 5817 — Tél. : 12.93.02

LISEZ régulièrement

POUR UNE PAIX DURABLE !
POUR UNE DÉMOCRATIE POPULAIRE !

organe du Bureau d'Information
des neuf Partis Communistes,
siégeant à Belgrade.
Paraît bimensuellement.

Le numéro : 5 francs.

Abonnement jusqu'à la fin de l'année : 75 francs.
(les numéros parus depuis le 1er mars seront fournis aux abonnés)

En vente à la

Société Populaire d'Editions
33-35, rue de la Caserne — Bruxelles
C.C.P. : 5817 — Tél. : 12.93.02

Approved For Release 2006/03/03 : CIA-RDP83-00415R000900030002-6